

Rapport annuel 2002

Présentation annuelle



Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement



Miser sur l'avenir

Pays d'opérations

Au 31 décembre 2002

Albanie
Arménie
Azerbaïdjan
Biélarus
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Croatie
ERY de Macédoine
Estonie
Fédération de Russie

Géorgie
Hongrie
Kazakhstan
Lettonie
Lituanie
Moldova
Ouzbékistan
Pologne
République fédérale de Yougoslavie¹
République kirghize

République slovaque
République tchèque
Roumanie
Slovénie
Tadjikistan
Turkménistan
Ukraine

¹ En février 2003, la République fédérale de Yougoslavie est devenue "Serbie et Monténégro" : le présent rapport concernant l'exercice 2002, nous employons le nom de "République fédérale de Yougoslavie".

Lettre de transmission aux gouverneurs

Londres, le 18 mars 2003

Conformément à l'Article 35 de l'Accord portant création de la Banque et à la Section 11 de son Règlement général, le présent Rapport annuel de la Banque pour 2002 est soumis au Conseil des gouverneurs par le Conseil d'administration.

Le Rapport annuel comprend les comptes annuels approuvés et vérifiés qui doivent être présentés conformément à l'Article 27 de l'Accord et à la Section 13 du Règlement général. Il contient également un résumé des fonds spéciaux, conformément à l'Article 10 de l'Accord portant création de la Banque, ainsi qu'une analyse de l'impact des opérations de la Banque sur l'environnement, conformément aux dispositions de l'Article 35 de l'Accord.

Président

Jean Lemierre

Administrateurs

Jan Bielecki
Scott Clark
António de Almeida
Joaquin de la Infiesta
Jos de Vries
Michael Flynn
Susumu Fujimoto
Gerlando Genuardi
Laurent Guye
Sven Hegelund
Tor Hernæs
Byung-Hwa Jin
John Kerby
Igor Kovtun
Jean-Pierre Landau
Michael Neumayr
Philippe Petit-Laurent
Yuri Poluneev
Enzo Quattrocioche
Norbert Radermacher
Jean-Louis Six
Mark Sullivan
Imre Tarafás

Administrateurs suppléants

Kalin Mitrev
David Plunkett
Stefanos Vavalidis
León Herrera
Hidde van der Veer
Torsten Gersfelt
Osamu Sakashita
Grammatiki Tsingou-Papadopetrou
Ayşe Dönmezer
Martin Pöder
Rauli Suikkanen
Gary Johnston
Jonathan Ockenden
Mikhail Jernov
Marc Jullien
Ohad Bar-Efrat
Vassili Lelakis
Ionut Costea
Francesco Saverio Nisio
Clemens Kerres
Georges Heinen
–
Igor Očka

Présentation annuelle

Table des matières

02 Introduction

La BERD
2002 en chiffres
Résultats de 2002
Message du Président

09 Miser sur l'avenir

Comment répondre à l'évolution des besoins
Investissements judicieux
Promotion des partenariats

23 Europe centrale et Etats baltes

Climat de l'investissement
Activités de la BERD
Etudes de cas

33 Europe du Sud-Est

Climat de l'investissement
Activités de la BERD
Etudes de cas

41 Europe orientale et Caucase

Europe orientale
Caucase

49 Fédération de Russie

Climat de l'investissement
Activités de la BERD
Etudes de cas

59 Asie centrale

Climat de l'investissement
Activités de la BERD
Etudes de cas

69 Evaluation des projets de la BERD

75 Travail en partenariat

Cofinancement
Fonds de coopération technique
Programme de redressement des entreprises
Programme de transition juridique
Sûreté nucléaire
Passation des marchés

89 Projets signés en 2002

100 Structure de la BERD

Gouverneurs et gouverneurs suppléants
Administrateurs et administrateurs suppléants
Principaux responsables
Ressources humaines
Notes aux lecteurs

Le rapport annuel 2002 de la BERD est constitué de deux volumes distincts : la présentation annuelle et les résultats financiers, qui comprennent les comptes annuels et les annexes explicatives.

Ces deux volumes sont publiés en allemand, en anglais, en français et en russe. Des exemplaires peuvent être fournis gratuitement par le Bureau des publications de la BERD :

One Exchange Square
London EC2A 2JN
Téléphone : +44 20 7338 7553
Télécopie : +44 20 7338 6102
Mél : pubsdesk@ebrd.com

La BERD

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement investit dans des banques et entreprises qui sont au cœur d'une économie de marché solide et dynamique dans 27 pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique.

Son capital, fourni par 62 gouvernements et institutions publiques actionnaires, est investi en utilisant les instruments et les règles d'une bonne gestion bancaire. Les investissements de la BERD, qui concernent quasiment toutes les catégories d'entreprises et d'institutions financières, prennent essentiellement la forme de prêts et de prises de participation, et les opérations doivent être conformes aux meilleures pratiques comptables internationales et répondre à de stricts critères de transparence.

Les investissements doivent servir d'exemple en respectant des normes environnementales élevées, en restant au service des communautés concernées par les projets, en transformant les vieilles entreprises d'Etat en sociétés privatisées performantes ou en encourageant les investisseurs à s'impliquer dans de nouveaux secteurs ou de nouvelles régions. Ce sont là les éléments d'une transition réussie vers une économie de marché moderne.

Parallèlement, la BERD utilise son statut d'institution financière internationale pour collaborer avec les gouvernements des pays post-communistes afin de créer des conditions propices aux investissements grâce à des marchés ouverts, à des réglementations équitables et efficaces et au respect des principes fondamentaux de l'Etat de droit et de la démocratie.

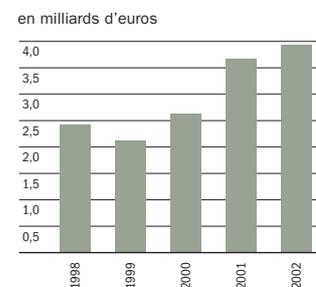
La BERD témoigne de l'intérêt qu'elle attache à un climat favorable à l'investissement en publiant régulièrement des stratégies qui établissent un lien clair entre, d'une part, la position de la Banque et le montant de ses investissements dans un pays et, d'autre part, les progrès réalisés par ce pays sur la voie des réformes économiques et politiques.

A la fin de l'année 2002, après 11 années d'existence, la BERD avait investi un total de 21,6 milliards d'euros pour aider les habitants de la région, qui seront les premiers bénéficiaires de la croissance de l'économie de marché et du renforcement de la démocratie.

2002 en chiffres

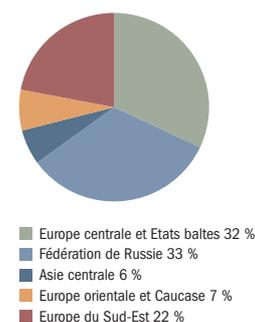
- 3,9 milliards d'euros investis dans 102 projets, soit un volume d'opérations jamais atteint depuis que la BERD s'emploie à promouvoir la transition dans l'ensemble de la région.

Engagements annuels, 1998-2002

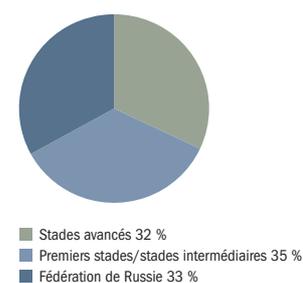


- Répartition géographique :
 - > 1,29 milliard d'euros engagés en Fédération de Russie ;
 - > 1,27 milliard d'euros engagés dans les pays aux stades avancés de la transition (Europe centrale et Etats baltes) ;
 - > 1,35 milliard d'euros engagés dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition (Asie centrale, Europe méridionale et orientale, Caucase).

Engagements par région en 2002

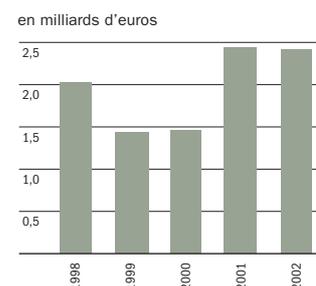


Engagements selon les différents stades de la transition en 2002



- Les décaissements ont atteint 2,42 milliards d'euros.

Décaissements annuels bruts, 1998-2002



- Répartition par secteur :
 - > Les institutions financières et les infrastructures représentent environ 55 % du volume des opérations
 - > Poursuite du soutien aux micro, petites et moyennes entreprises par le biais de différents intermédiaires financiers, soit au total 508 millions d'euros en 2002.

Engagements de la BERD par secteur en 2002

	Nombre de projets ¹	en millions d'euros	% du total des investissements de la BERD
Energie			
Rendement énergétique	2	76	1,9
Ressources naturelles	3	265	6,8
Electricité et énergie	4	219	5,6
<i>Sous-total</i>	10	560	14,4
Infrastructures			
Infrastructures municipales et environnementales	11	482	12,4
Transports	9	543	13,9
<i>Sous-total</i>	20	1 025	26,3
Industries spécialisées			
Agro-industries	12	425	10,9
Immobilier, tourisme et transports maritimes	1	95	2,4
Télécommunications, informatique et médias	6	241	6,2
<i>Sous-total</i>	19	762	19,5
Institutions financières			
Prises de participation dans des banques	7	311	8,0
Prêts bancaires	13	541	13,9
Fonds de placement	6	126	3,2
Institutions financières non bancaires	7	166	4,3
Financement des petites entreprises	3	24	0,6
<i>Sous-total</i>	36	1 168	29,9
Industrie générale			
Industrie générale	17	385	9,9
<i>Sous-total</i>	17	385	9,9
Total	102	3 899	100

Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments constitutifs.

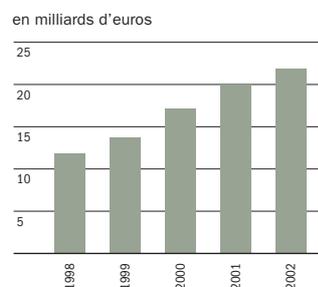
¹ Les sous-projets signés au titre d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée.

- Réserve de projets potentiels pour 2003 :
 - > en 2002, le Conseil d'administration a approuvé un total de 4,16 milliards d'euros.

- Bénéfice de 108,1 millions d'euros après dotation aux provisions.

Résultats de 2002

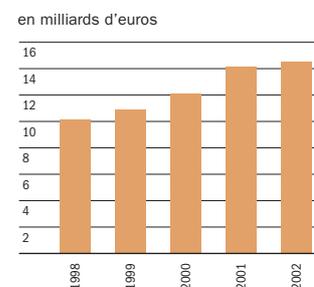
Total cumulé du volume des opérations, 1998-2002



Total cumulé des fonds mobilisés, 1998-2002



Portefeuille de la BERD, 1998-2002



Résultats opérationnels

Les nouveaux investissements de la BERD ont atteint le chiffre record de 3,9 milliards d'euros en 2002. La Banque a engagé 1,29 milliard d'euros en Fédération de Russie, 1,27 milliard d'euros dans les pays aux stades avancés de la transition (Europe centrale et Etats baltes) et 1,35 milliard d'euros dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition (Asie centrale, Europe méridionale et orientale, Caucase). Le niveau croissant des engagements en Fédération de Russie et dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition témoigne de nos efforts soutenus pour étendre nos activités vers l'Est et le Sud.

Les investissements de la BERD en Fédération de Russie ont augmenté de 485 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent, comme suite à l'amélioration de la conjoncture dans le pays et aux progrès majeurs réalisés sur la voie des réformes. En Europe du Sud-Est, nous avons également accru de manière significative nos engagements, qui ont atteint 865 millions d'euros, soit une augmentation de 26 % par rapport à 2001. Là encore, cette amélioration s'explique en partie par les résultats économiques de la région et la mise en œuvre de réformes.

Environ 55 % des nouvelles opérations ont porté sur le secteur financier et les infrastructures. En continuant à soutenir les institutions financières dans les régions d'opérations de la Banque, nous sommes parvenus à élargir le réseau de financement pour les petites et moyennes entreprises, qui jouent un rôle clé dans la croissance. Un prêt pour développer le réseau routier russe et le financement de la restructuration des chemins de fer polonais sont au nombre des principaux projets d'infrastructure réalisés pendant l'exercice. Les décaissements ont atteint 2,42 milliards d'euros en 2002, en légère diminution par rapport à l'année précédente.

La valeur des projets approuvés en 2002 par le Conseil d'administration atteint un total de 4,16 milliards d'euros. Cette solide réserve de projets permettra à la BERD de continuer à investir au cours des années à venir dans toutes ses sous-régions, de l'Europe centrale à l'Asie centrale.

Engagements annuels 1998-2002

	2002	2001	2000	1999	1998	Total cumulé 1991-2002
Nombre de projets	102	102	95	88	96	906
Financement de la BERD (en millions d'euros)	3 899	3 656	2 673	2 162	2 373	21 647
Mobilisation de ressources (en millions d'euros)	4 862	6 212	5 188	4 862	7 541	47 516

Résultats financiers

En 2002, la BERD a enregistré un bénéfice après dotation aux provisions de 108,1 millions d'euros, contre 157,2 millions d'euros en 2001. Les résultats pour 2002 comprennent un ajustement à la juste valeur de 38,3 millions d'euros exigé par les normes internationales d'information financière, mais qui sera inversé au fil des ans et ne traduit pas les résultats économiques enregistrés par la Banque pendant l'exercice. Si l'on exclut ce

montant, le bénéfice de la BERD après dotation aux provisions a atteint 146,4 millions d'euros (2001 : 165,9 millions d'euros). Les réserves de la Banque sont passées de 488,7 millions d'euros à la fin de 2001 à 661,1 millions d'euros à la fin de 2002, accroissement qui résulte essentiellement des bénéfices réalisés pendant l'exercice et d'une augmentation de la juste valeur des titres de participation cotés en bourse de la Banque.

Résultats financiers 1998-2002

en millions d'euros	2002	2001	2000	1999	1998
Produit d'exploitation ¹	471,8	501,5	519,2	376,4	450,5
Dépenses et amortissement ¹	(177,2)	(206,7)	(192,1)	(172,8)	(158,7)
Bénéfice d'exploitation avant dotation aux provisions	294,7	294,7	327,1	203,6	291,8
Dotation aux provisions	(186,6)	(137,6)	(174,3)	(160,9)	(553,1)
Bénéfice/(perte) d'exploitation pour l'exercice	108,1	157,2	152,8	42,7	(261,2)
Capital libéré	5 197	5 197	5 186	5 163	5 084
Capital reçu (total cumulé)	4 350	4 063	3 769	3 480	3 217
Total des provisions et des réserves	1 952	1 713	1 278	1 040	762
Total de l'actif	20 112	20 947	21 290	19 595	16 047

¹ Pendant l'exercice, la BERD a reporté sur le bilan 45,2 millions d'euros de charges directes liées aux commissions sur prêts et aux commissions d'engagement conformément aux normes internationales d'information financière. Les charges, de même que les commissions d'acquisition et d'engagement correspondantes, seront comptabilisées dans les intérêts du prêt auxquelles elles se rapportent depuis le décaissement jusqu'au remboursement. Si l'on exclut l'effet de ces reports, le produit d'exploitation s'est chiffré à 517 millions d'euros pour l'exercice, les dépenses et l'amortissement se chiffrant à 222,4 millions d'euros.

Des méthodes efficaces

Début 2002, la BERD a achevé l'évaluation annuelle de la gestion de son portefeuille. Traitant de sujets aussi divers que la gestion de placements en actions, les décaissements et les reprises d'actifs, le document **Strategic Portfolio Review** (SPR) fournit des informations sur tous les aspects de la gestion du portefeuille au cours des 12 derniers mois.

S'appuyant sur les conclusions de l'**Examen des ressources en capital**, entrepris en 2001 pour évaluer l'adéquation des ressources, la Banque a approuvé en août 2002 une mise à jour de sa stratégie à moyen terme. Le document **Medium Term Strategy Update** réaffirme que nous avons de nombreux défis à relever et de nombreuses occasions à saisir dans l'ensemble des pays d'opérations de la Banque. Les perspectives à moyen terme en termes de croissance et de risques restent favorables pour la région et devraient soutenir le développement de nos activités d'investissement. La Banque souhaite développer son portefeuille de manière équilibrée et dispose d'un capital suffisant pour ce faire.

Les **politiques de provisionnement et de liquidité** de la BERD ont été réexaminées en cours d'année. La politique de provisionnement est conçue pour permettre à la Banque de maintenir un niveau de provisionnement prudent en prévision des risques liés à son portefeuille de prêts et participations. La politique de liquidité est conçue pour permettre à la Banque de disposer de suffisamment de liquidités pour financer ses volumes d'opérations prévus, même dans les conditions de marché les plus défavorables. Les différents examens ont confirmé que les politiques actuelles étaient adéquates et aucune modification significative n'a donc été effectuée.

Tout au long de l'exercice, la BERD a examiné les moyens d'améliorer encore sa **responsabilité financière** et la publication de ses informations et a invité le public à donner son avis sur trois importants projets de documents destinés à améliorer notre **gouvernance**. Pour tous nos projets, nous avons continué à contrôler soigneusement l'intégrité de tous les clients potentiels et avons suivi attentivement le travail des organisations chargées de superviser la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Message du Président



Les progrès importants réalisés en 2002 par les pays où opère la BERD doivent nous inciter à la réflexion plutôt qu'à l'autosatisfaction. En dépit d'un contexte mondial difficile, les économies de la région ont enregistré de la croissance et continué d'attirer des investissements. Au moment où de nombreux marchés émergents subissaient des revers, la BERD a travaillé en partenariat avec des entreprises locales et des co-investisseurs et a réalisé son plus important volume d'opérations à ce jour. De l'Europe centrale à l'Asie centrale, la poursuite de cette évolution dépend en partie de la compréhension des raisons du succès et des éléments qui ont permis à la région de surmonter certains obstacles.

Les réponses diffèrent pour chacun des 27 pays et ce simple fait constitue un indice. L'année dernière, cinq pays d'Europe centrale et les trois Etats baltes ont été invités à devenir membres de l'Union européenne en 2004. Deux autres pays devraient les rejoindre ultérieurement. Cet événement historique confère à ces pays un nouveau statut politique, même si la transition vers une économie de marché pleine et entière n'est pas encore achevée. Il est le fruit d'une vaste et profonde réforme des réglementations, des orientations politiques et de la gestion de l'économie. La Fédération de Russie a mis en œuvre de nouvelles réformes visant, entre autres, à poursuivre l'ouverture du secteur bancaire, à introduire les mécanismes de marché dans

le secteur de l'énergie et à maintenir une politique économique responsable. La paix a permis à la démocratie de progresser dans les Balkans, tandis qu'en Asie centrale, la conscience des enjeux démocratiques s'est aiguisée, même si les changements y ont été plus lents. De nombreux pays ont évolué à bien des égards vers une économie moderne et une démocratie solide.

Cette diversité offre quelques enseignements sur la poursuite des progrès de la région tout au long de l'année dernière. Ce sont les pays où les réformes économiques et politiques se renforcent mutuellement qui ont enregistré les meilleurs résultats dans la transition vers une économie de marché. La transition s'accélère là où existe un véritable engagement pour accroître la transparence, mettre en œuvre l'état de droit et lutter contre la corruption, le terrorisme et le blanchiment d'argent. Tout cela crée un environnement prévisible qui encourage l'investissement. Cela stimule aussi l'économie en permettant à tous les entrepreneurs, même les plus modestes, de participer à la vie économique, selon une dynamique qui crée des emplois, réduit la pauvreté et ouvre la voie de la prospérité. L'année écoulée a montré à nouveau que la BERD tire sa force de son mandat : promouvoir le développement économique et politique en appuyant sa stratégie d'investissements sur les efforts des pays pour ouvrir leurs marchés et mettre en œuvre les principes démocratiques.

La transition fondée sur les réformes politiques et économiques peut sembler évidente, mais sa mise en œuvre est longue et difficile. L'ère soviétique n'a pas seulement légué à la région un système économique obsolète et un lourd passif en termes de santé publique et d'écologie. Le développement durable signifie, certes, réparer les dommages causés à l'environnement, et c'est ce que font, directement ou indirectement, de nombreux projets financés par la BERD. Mais le système soviétique a également laissé des séquelles dans la culture et les mentalités. L'antidote le plus efficace est précisément constitué par la mise en œuvre simultanée de politiques reposant sur les principes démocratiques et des marchés bien établis.

Pour ne prendre qu'un exemple, la Banque a augmenté l'année dernière ses investissements dans les projets d'économie d'énergie. L'énergie et l'eau se voient donc attribuer une valeur de marché, ce qui n'était pas le cas par le passé. Cela se traduira par une meilleure distribution des ressources en électricité et en eau et par un renforcement des moyens d'assainissement, grâce à une réduction du gaspillage et à une tarification permettant de créer et d'entretenir les infrastructures nécessaires. Parallèlement, les gouvernements doivent veiller à ce que les habitants les plus démunis puissent accéder aux services de base. Les économies d'énergie illustrent bien l'interaction des marchés, de la réglementation et des choix politiques que la région doit continuer de promouvoir.

Les petites entreprises sont nécessaires à l'instauration de la démocratie, mais elles en ont aussi besoin pour prospérer. L'activité de la BERD dans le secteur des PME a été particulièrement dynamique l'année dernière et les investissements ont été soutenus par des mécanismes comme le programme de transition juridique, qui aide à établir des lois et règlements créant un climat propice aux affaires. Ces mesures sont le fruit des partenariats que la BERD a constitués avec les pays donateurs qui financent ces initiatives cruciales.

Il est également intéressant de voir comment la géographie peut agir sur la transition. De nombreux pays de la région ont compris que la clé du progrès économique réside dans le renforcement des liens internationaux, tant avec leurs voisins immédiats qu'avec les autres pays. Des Etats comme la Fédération de Russie ont choisi d'adhérer à l'Organisation mondiale du commerce. D'autres groupes de pays se sont rapprochés par le biais d'accords commerciaux ou portant sur les questions de sécurité, via des unions économiques ou tout simplement grâce à leurs échanges. Le programme de développement du commerce de la BERD, qui soutient les échanges internationaux en offrant des financements garantis par les recettes à venir, repose précisément sur cette idée de l'importance du commerce transfrontières.

Si des liens étroits entre pays voisins sont l'expression d'une ouverture démocratique, ils contribuent aussi à la renforcer. Ces liens sont une garantie d'efficacité et témoignent également de l'engagement politique et économique des pays les plus avancés. En 2002, la BERD a porté une attention particulière sur l'Asie centrale et a incité les pays de cette région enclavée à réfléchir aux effets positifs de l'ouverture des frontières sur la croissance. Le développement des relations transfrontières est devenu une étape incontournable de la transition vers l'économie de marché.

La transition, comme cela a été observé l'an dernier dans la région où opère la BERD, dépend du secteur privé et des investissements. Mais l'importance d'un véritable engagement public en faveur des réformes est tout aussi manifeste. Les pays qui limitent les droits de l'homme, ferment leurs frontières ou ignorent la corruption sont moins en mesure d'attirer les investissements. Une prospérité durable s'instaure là où les gouvernements créent un climat d'ouverture, écoutent les populations et s'engagent politiquement à garantir l'équité, la concurrence et l'intégrité. Ce constat, avéré en 2002, sera certainement à l'ordre du jour en 2003 et dans les années à venir.



Jean Lemierre
Président

Miser sur l'avenir





Pays d'opérations

- Europe centrale et Etats baltes
 Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovaquie.
- Fédération de Russie
- Asie centrale
 Kazakhstan, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan, Turkménistan.
- Europe du Sud-Est
 Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ERY de Macédoine, République fédérale de Yougoslavie¹, Roumanie.
- Europe orientale
 Bélarus, Moldova, Ukraine.
- Caucase
 Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie.

¹ En février 2003, la République fédérale de Yougoslavie a pris le nom de "Serbie et Monténégro".

En 2002, d'importants progrès ont été réalisés par les pays d'opérations, où la BERD a mené des activités de haut niveau. Tous ces pays ont enregistré de la croissance, réalisé des progrès importants dans les réformes destinées à assainir les marchés et bénéficié de nombreux investissements qui favorisent la transition de différentes manières. La contribution de la BERD a pris la forme d'un volume conséquent d'investissements dans l'ensemble de la région, assortis de décaissements importants et de la constitution d'une solide réserve de projets qui seront réalisés cette année.

La bonne santé de la région et le volume important des activités de la Banque ont été particulièrement satisfaisants dans une conjoncture mondiale marquée par le ralentissement de l'économie et l'indécision des marchés dans de nombreuses régions du monde. L'année écoulée a fait ressortir l'importance d'investissements adaptés et responsables ainsi que l'intérêt de disposer de nombreux partenaires pour promouvoir la transition.

Comment répondre à l'évolution des besoins

En 2002, les conditions dans lesquelles fonctionne la BERD ont évolué, de même que les solutions qu'elle a apportées. La décision historique de l'Union européenne d'inviter huit des pays d'opérations de la Banque à adhérer à l'UE en 2004 a conféré une reconnaissance politique à une réalité qui motive depuis longtemps l'action de la BERD en Europe centrale et dans les Etats baltes : la progression de ces pays sur la voie de la transition vers une économie de marché. L'invitation faite à sept des pays d'opérations de la Banque d'engager des pourparlers d'adhésion à l'OTAN est un autre signe de progrès.

La stratégie que nous appliquons aux investissements correspond aux besoins changeants de la région, la priorité étant accordée à l'accélération de la croissance dans le secteur bancaire et au renforcement des moyennes entreprises, qui constituent la pierre angulaire des économies des pays d'Europe centrale. En 2002, la BERD a répondu avec énergie aux besoins de la région tout en prenant soin de ne pas se substituer à des sources de financement privé. Après l'adhésion à l'UE, les nouveaux membres auront un besoin croissant d'investissements privés pour continuer à faire avancer la transition dans des conditions de concurrence accrue et de contraintes budgétaires nationales rigoureuses.

En 2002, les opérations de la Banque en Fédération de Russie ont atteint un volume record grâce à l'intérêt des bailleurs de fonds et à l'amélioration du climat de l'investissement. Le secteur public et de nombreuses entreprises privées offrent de nouveaux débouchés en termes de financement qui attireront de nouveaux intervenants sur le marché, permettront d'établir des normes de bonne pratique commerciale et ouvriront la voie aux investissements dans de nouveaux secteurs et de nouvelles régions en Fédération de Russie. L'instabilité des cours du pétrole a conféré une priorité accrue aux investissements dans une large gamme de secteurs, y compris le secteur financier, avec la modernisation du système bancaire par le gouvernement. La restructuration des grandes entreprises peu rentables dans des secteurs tels que la production d'électricité est une autre priorité.

En Asie centrale, une nouvelle visibilité s'est instaurée en 2002, comme conséquence des événements du 11 septembre 2001. Pour la BERD, les préparatifs de notre Assemblée

annuelle, qui se tiendra en Ouzbékistan en mai 2003, ont aussi contribué à concentrer l'attention sur cette région. Cette visibilité s'est accompagnée d'un examen plus approfondi du climat de l'investissement, mais aussi de la primauté du droit, des droits de l'homme et des principes démocratiques. La BERD a mis à profit les liens solides qu'elle entretient avec les pays de la région pour encourager un environnement toujours plus favorable aux habitants et aux investisseurs et pour favoriser un resserrement des liens transfrontières entre pays voisins d'Asie centrale. Les encouragements apportés aux petites entreprises ont occupé une place particulière dans les investissements de la BERD.

Dans les Balkans, l'année 2002 a été marquée par la paix et le processus démocratique, ce qui a été pour la BERD un nouvel encouragement à investir. Les investissements de la BERD en Europe

du Sud-Est ont sensiblement augmenté à la fois dans les privatisations des infrastructures et dans l'appui au développement du secteur privé. Pour certains des pays les plus pauvres de l'Europe du Sud-Est toutefois, de même que pour les pays du Caucase et de l'Asie centrale, la BERD s'est associée à d'autres organisations internationales et à différents Etats pour leur apporter une aide spéciale.

En collaboration avec la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et le Fonds monétaire international, la BERD a invité les pays donateurs à accroître l'assistance financière sous forme de subventions aux sept pays les plus pauvres de la Communauté d'Etats indépendants, ou CIS-7 (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize et Tadjikistan), afin de faire face aux graves difficultés économiques que connaissent ces Etats, où un habitant sur trois vit dans une pauvreté extrême.



↑ Huit pays d'opérations de la Banque (cinq pays d'Europe centrale et les trois Etats baltes) ont été invités à devenir membres de l'Union européenne en 2004.

← En 2002, la BERD a réalisé son meilleur volume d'opérations en Fédération de Russie, accroissant ses investissements annuels de 0,5 milliard d'euros.



↑ En 2002, les investissements de la BERD en Europe du Sud-Est ont atteint 865 millions d'euros, soit une augmentation de plus de 25 % par rapport à l'année 2001.

→ En 2002, la BERD a collaboré étroitement avec les pays d'Asie centrale pour mettre en œuvre des réformes, accroître la coopération entre Etats voisins et améliorer le climat d'investissement dans la région.

La BERD a effectué des investissements dans quasiment tous les secteurs en 2002, mais a été particulièrement active dans celui de l'énergie. Elle a contribué à la modernisation du réseau énergétique en Fédération de Russie et à la restructuration des systèmes de production et de distribution de l'électricité en République slovaque (voir page 30). Nous avons continué à collaborer avec les gouvernements pour mettre au point des tarifs d'électricité en harmonie avec les coûts de production, tout en tenant compte des moyens financiers des consommateurs. L'une des priorités a été l'amélioration du rendement énergétique, notamment sous forme d'appui aux réseaux de chauffage urbain en Bulgarie et en Pologne. Dans le secteur des ressources naturelles, la BERD a procédé à des investissements en Azerbaïdjan, en Roumanie et en Fédération de Russie. Elle a également commencé à envisager la possibilité d'investir dans la construction d'oléoducs et de gazoducs.

En 2002, la BERD a continué à rechercher de nouveaux moyens d'adapter les investissements aux besoins particuliers des différents pays. Le financement en monnaie locale, qui réduit les risques liés

aux fluctuations de change, constitue l'une des formes de financement les plus novatrices utilisées par la Banque. En 2002, la Banque a fourni des moyens de financement à travers la région dans neuf monnaies locales allant du lev bulgare au rouble russe. Ce financement a pris la forme de prises de participation, de prêts et de garanties et a joué un rôle particulièrement important dans le financement des petites entreprises et des petites municipalités qui sont les moins bien placées pour prendre le risque d'intervenir sur les marchés de devises.

Dans le cadre de notre stratégie de l'investissement, la Banque a fait le point des résultats obtenus par chaque pays d'opérations eu égard aux dispositions de l'Article premier de l'Accord portant création de la BERD, à savoir l'engagement de mettre en pratique les principes de la **démocratie pluraliste, du pluralisme et de l'économie de marché**. En 2002, le Conseil d'administration s'est déclaré particulièrement préoccupé par la stagnation des réformes au Bélarus et au Turkménistan. Le Président de la Banque a écrit aux autorités de ces pays pour leur faire savoir que la BERD attendait une amélioration de la situation.

La stratégie de pays que la BERD a adoptée pour le Bélarus en avril 2002 et celle qu'elle a adoptée pour le Turkménistan en juillet 2002 s'accompagnaient de trois scénarios possibles qui détermineraient l'étendue et la nature de l'engagement de la Banque en fonction de la voie choisie par les autorités et de leur volonté d'améliorer la situation politique et économique. La Banque continuera de suivre les progrès dans ces deux pays.

En 2002, la BERD a défini sa conception **de la transparence et de la gestion** des affaires publiques. Elle a engagé un dialogue suivi avec les collectivités et les organisations non gouvernementales à l'occasion de l'examen de diverses propositions de projets qui ont suscité des opinions marquées et divergentes. Tous les points de vue doivent être pris en considération pour que les investissements puissent aboutir à des résultats positifs. Le processus de consultation a été tout aussi important lorsque la Banque a étudié les moyens d'améliorer encore sa responsabilité financière et sa transparence.

Nous avons consulté toute une gamme d'intervenants lors de l'élaboration de propositions visant à améliorer la politique d'information et la politique environnementale de la BERD et à mettre en place un mécanisme officiel auquel le public pourrait avoir recours en cas d'objection à un projet de la BERD. Une nouvelle politique dans le secteur agro-industriel a été approuvée en 2002 afin de tenir compte des profondes transformations intervenues au cours des dix dernières années et de la complexité croissante des opérations de la Banque dans ce secteur. Avant de mettre en pratique cette nouvelle politique, le public a été invité à formuler des observations dont il a été tenu compte avant qu'elle ne soit approuvée par le Conseil d'administration de la BERD. L'agriculture a également été le thème spécial du *Transition Report* de la BERD pour 2002.

Dans un monde qui, en 2002, est devenu plus directement concerné par le terrorisme, la BERD a continué d'observer strictement les contrôles internationaux appliqués à l'usage illégal de fonds. La BERD vérifie scrupuleusement **l'intégrité de tous ses clients potentiels**, en s'assurant notamment

qu'ils ne figurent pas sur les listes – établies par le Conseil de sécurité de l'ONU – des personnes soupçonnées de financer des activités terroristes. La Banque suit également l'action du Comité contre le terrorisme créé par les Nations Unies.

Elle accorde une place particulière aux mesures destinées à lutter contre le blanchiment d'argent par des sociétés et des institutions financières. Nous suivons de près le travail du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux, organe international chargé de mener la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La BERD évalue également les niveaux de corruption dans la région où elle opère. Une étude de la conjoncture commerciale réalisée dans le cadre du *Transition Report* de 2002 a fait état d'une amélioration sensible au cours des dernières années.

Le Bureau du Responsable de la conformité de la BERD encourage **les règles de bonne gestion** et veille à l'application à toutes les activités de la Banque des normes d'intégrité les plus rigoureuses, conformément aux

meilleures pratiques internationales. Il s'intéresse tout particulièrement aux questions de conflits d'intérêts, de corruption, de confidentialité et de blanchiment d'argent. Le Bureau est responsable des procédures régissant la déontologie des cadres, agents et consultants de la Banque et enquête sur les plaintes faisant état de fautes de son personnel. Il fixe également les normes d'intégrité que la Banque attend de ses partenaires commerciaux. En 2002, la BERD a ouvert une ligne téléphonique d'urgence qui reçoit les allégations de fraude, de corruption et autres fautes concernant les activités ou les projets de la Banque.

Les liens que nous entretenons avec des banques et d'autres institutions qui s'associent à nous pour des opérations de **cofinancement commercial** constituent un élément essentiel de nos opérations de prêt. Malgré les difficultés observées sur l'ensemble des marchés obligataires en 2002, le volume des prêts de toutes provenances consentis aux pays d'opérations de la BERD a progressé de 18 %. Les financements pétroliers de grande envergure y ont occupé une place importante, mais on a également observé une augmentation des débouchés commerciaux en Fédération de Russie et un accroissement des prêts que les banques étaient disposées à consentir au Kazakhstan, à la Pologne et à la Roumanie.

En 2002, la BERD a mobilisé de nouveaux bailleurs de fonds dans divers secteurs et pays d'opérations, mis en place de nouvelles structures de financement dans le secteur pétrolier et gazier (voir plus loin), aménagé des marchés cartellaires largement inexploités tels que le Kazakhstan et l'Ukraine, et intéressé des cofinanciers à des projets à long terme dans les infrastructures municipales. Au cours de l'exercice, nous avons collaboré avec 41 banques commerciales et institutions dans 16 pays. Ces partenaires ont fourni un total de 877 millions d'euros de cofinancement pour 30 projets. La BERD a également obtenu 48 millions d'euros de deux organismes de crédit à l'exportation.

Amélioration de la transparence et de la responsabilité financière

Trois projets publiés en 2002 proposaient des améliorations à la transparence, à la responsabilité financière et à la bonne gestion de la Banque.

- > *L'examen de la politique de l'information* propose d'inviter le public à formuler des observations qui seront prises en considération pour l'élaboration des stratégies de pays. Il propose également de traduire ces documents clés dans la langue nationale du pays considéré.
- > *L'examen de la politique environnementale* propose d'accroître la transparence au moyen d'un rapport environnemental annuel comportant des données sur les dépenses environnementales dans le portefeuille de la Banque, les résultats obtenus par la Banque elle-même dans ce domaine et les émissions de gaz à effet de serre dans les pays d'opérations de la BERD. Parmi les autres initiatives figurent la publication de renseignements concernant certains projets et l'obligation de consulter et d'informer la population au premier stade du cycle du projet pour les projets les plus sensibles de la Banque. Il y est également proposé de diffuser les évaluations d'impact environnemental dans les langues locales et d'informer le public de l'exécution des projets, en particulier ceux qui risquent d'avoir un fort impact sur l'environnement.
- > *Le mécanisme indépendant de recours* offrira la possibilité de répondre aux revendications ou aux questions pour déterminer si la Banque s'est conformée à certaines de ses directives. Ce mécanisme pourrait être utilisé en cas de revendications liées aux projets en cours ou aux projets qui ont été proposés mais qui n'ont pas encore été approuvés.

Après un examen approfondi de toutes les observations reçues du public, le Conseil d'administration de la BERD prendra une décision en 2003.

Dans tous ses programmes et pour l'ensemble de la région, la BERD s'est attachée à **encourager les chefs d'entreprise**, qui sont au cœur de l'économie de marché. En particulier, pour encourager la création de nouvelles sociétés ou aider les petites entreprises à se développer, la Banque a eu recours à divers outils (lignes de crédit, fonds de placement et programmes de micro-prêts) permettant d'octroyer – par le biais d'intermédiaires financiers – des prêts qui parfois ne dépassent pas 50 euros (voir page 19).

Le mécanisme d'investissement direct, qui permet de financer directement des prises de participation et des petits prêts aux entreprises privées dirigées par des chefs d'entreprise locaux expérimentés ou contrôlées par des bailleurs de fonds étrangers, est un autre instrument utile mis à la disposition des petites entreprises dans les pays où les conditions sont difficiles. Ce mécanisme s'adresse aux sociétés qui souhaitent se développer ou aux nouvelles entreprises dotées d'un solide plan d'exploitation et couvre actuellement l'Asie centrale, le Caucase, l'Europe du Sud-Est, le Bélarus, la Moldova, la Fédération de Russie et l'Ukraine. A ce jour, il a permis d'approuver 25,5 millions d'euros au titre de 20 projets, les investissements allant de 475 000 euros à 2,4 millions d'euros.

Investissements judicieux

L'année du Sommet mondial pour le développement durable nous a amenés à faire le point en 2002 du rôle particulier que joue la Banque dans la promotion d'une croissance viable dans les pays où elle opère. Selon une déclaration faite par la BERD à l'occasion de ce sommet, le premier obstacle au développement durable dans les pays à économie planifiée était le système lui-même (voir page 16). L'acte constitutif de la Banque énonce clairement qu'une prospérité durable n'est possible que par la mise en place simultanée de la démocratie et de l'économie de marché.

Depuis 1991, la Banque a investi plus de 20 milliards d'euros, qui ont à leur tour attiré près de 50 milliards d'euros pour le financement de projets répondant aux conditions rigoureuses d'une bonne gestion bancaire, du respect de l'environnement et, bien évidemment, de la transition vers une solide économie de marché. Mais malgré cet engagement en faveur du développement durable, la mobilisation de moyens de financement privés "ne suffit pas à garantir un développement à long terme".

Dans l'ensemble de la région, la BERD a appris qu'un certain nombre de conditions fondamentales doivent être réunies pour un impact optimal des investissements : préparation minutieuse des projets par le biais de la coopération technique, solides institutions telles que l'État de droit, prospérité des petites entreprises et respect des opinions de la population locale.

Il est capital pour le développement durable que les initiatives des habitants de la région soient encouragées. Favoriser la croissance des petites entreprises contribue à générer de la richesse à la base de l'économie. La BERD finance des infrastructures et collabore avec les gouvernements pour mettre en place des tarifs équitables pour l'énergie et d'autres services destinés à alimenter la

population en eau, électricité et chauffage d'une manière fiable, sans que soient oubliés les groupes les plus vulnérables de la société. Etre à l'écoute des populations locales est un élément inscrit dans chaque projet de la BERD. Cela peut comporter des consultations officielles avec les collectivités locales si le projet risque d'avoir un fort impact local.

Chaque investissement de la BERD contribue au développement durable. Certains visent toutefois plus particulièrement à remédier au manque de viabilité légué par le système soviétique qui a causé d'importants dommages aux ressources et à l'environnement. C'est ainsi, par exemple, que la BERD a procédé à de très gros investissements pour aider les entreprises industrielles et les municipalités à utiliser l'énergie de manière plus rationnelle, à réduire la pollution et à améliorer la prestation de services. La BERD s'intéresse tout particulièrement à l'amélioration de l'alimentation en eau, du traitement des eaux usées et des réseaux de chauffage urbain de la région où elle opère. Parmi les projets à réaliser en 2002 figure l'appui aux installations de traitement de l'eau d'Apa Nova, en Roumanie. Au cours de l'exercice, la BERD a fourni un financement de plus de 558 millions d'euros au titre de 13 projets destinés à améliorer les infrastructures municipales et le rendement énergétique.

Nouvelle structure de financement pour le secteur pétrolier et gazier en Fédération de Russie

SeverTEK est la première co-entreprise associant Lukoil, premier producteur d'hydrocarbures en Fédération de Russie, et Fortum, groupe énergétique finlandais sous contrôle public. Cette co-entreprise réunit l'expérience de ces deux représentants clés du secteur en matière d'exploitation et de commercialisation. Lorsque SeverTEK a eu besoin de moyens de financement pour exploiter la partie sud du champ pétrolifère de Shapkino en Fédération de Russie, la BERD a agi en partenariat avec HypoVereinsbank, grande banque commerciale allemande. Nous avons monté un prêt conjoint de 190 millions d'euros, dont la moitié est fournie par la BERD et l'autre moitié pleinement garantie par HypoVereinsbank.

Ce prêt a été structuré sur la base d'une possibilité de recours limité afin de répondre aux exigences des banques commerciales, tout en laissant à SeverTEK la souplesse de décider du mode de commercialisation des hydrocarbures. La portion de ce prêt garantie par HypoVereinsbank a pu être syndiquée auprès d'un consortium de sept institutions financières privées de différents pays (Allemagne, Autriche, Canada, France et Pays-Bas). Pour les banques participantes, un facteur déterminant était le faible risque lié à la structure du prêt. Ce financement offre une solution de rechange aux accords de partage de la production en Fédération de Russie et pourrait offrir un nouveau modèle de financement pour le secteur pétrolier et gazier du pays.

Outre les initiatives visant précisément à corriger des lacunes environnementales, de nombreux projets de la BERD comportent des objectifs environnementaux, par exemple la réduction des émissions dans l'atmosphère et des rejets d'eaux usées industrielles, la récupération et recyclage des déchets et les technologies propres.

La BERD a participé activement au Sommet mondial pour le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg en septembre 2002. Elle a participé aux débats sur la transparence et la responsabilité dans la perspective du développement durable et élargi son dialogue avec les gouvernements, les groupes environnementaux et les organisations non gouvernementales.

En 2002, la BERD a achevé la première partie d'une étude sur la possibilité de réaliser des projets liés aux **énergies renouvelables** dans la région où elle opère. Cette région demeure largement tributaire des combustibles fossiles et de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité et produit un volume considérable de gaz à effet de serre. Un très faible pourcentage de l'énergie provient de sources renouvelables (hydrauliques, éoliennes, géothermiques et biomasse). Cette étude a été commanditée afin de déterminer les possibilités qu'offrent ces sources

renouvelables dans chaque pays et de constituer une réserve réaliste de projets qui pourraient être financés par la Banque.

La BERD a lancé de nouvelles initiatives pour remédier aux insuffisances et au gaspillage des entreprises industrielles. Nous contrôlons désormais à un stade précoce tous les nouveaux projets industriels afin d'évaluer les possibilités qu'ils offrent en termes de **rendement énergétique** et nous avons mobilisé des fonds de coopération technique pour établir des bilans énergétiques. Ceux-ci ont permis de dégager un certain nombre de nouvelles possibilités pour le financement d'améliorations dans ce domaine. En 2002, nous avons signé notre premier projet industriel de rendement énergétique avec une société de services spécialisée dans ce secteur. Ce financement permet à cette entreprise d'investir dans des mesures d'économie d'énergie et d'être remboursée au moyen des économies réalisées.

Une autre initiative a consisté à définir les rôles que pouvait jouer la BERD dans les efforts réalisés à l'échelle mondiale pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Nous avons entamé en 2002 des négociations avec le Gouvernement néerlandais au sujet de l'achat de crédits d'émission de carbone pour les Pays-Bas

par le biais de projets financés par la BERD. Les recettes qui en résulteraient serviraient à améliorer le potentiel d'emprunt des projets de réduction des émissions dans les pays d'opérations de la BERD.

Le **Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale** a permis de fournir plus de 100 millions d'euros pour faire face à de graves problèmes environnementaux dans le Nord-Ouest de la Fédération de Russie, en particulier dans les domaines suivants : sûreté nucléaire, approvisionnement en eau et traitement des eaux usées, rendement énergétique. Ce partenariat réunit la Fédération de Russie, l'Union européenne, des institutions financières internationales (BERD, Banque nordique d'investissement et Banque européenne d'investissement) ainsi que des donateurs bilatéraux.

En 2002, la première assemblée des donateurs a approuvé six projets à des fins de financement, notamment la construction d'une barrière de protection contre les crues et d'une installation de traitement des eaux usées à St. Pétersbourg. Les bailleurs de fonds sont actuellement le Danemark, la Fédération de Russie, la Finlande, la Norvège, la Suède et l'Union européenne.



Réduction de la pollution au Kazakhstan

Kazakhmys, neuvième société de production de cuivre dans le monde, appliquera d'excellentes normes environnementales grâce à un prêt de 19 millions d'euros de la BERD. Le programme environnemental que financera ce prêt permettra de réduire les émissions de dioxyde de carbone – sous-produit des fonderies – et améliorera la qualité de l'air. Conformément au calendrier prévu pour le projet, Kazakhmys répondra aux normes de l'UE à la fin de 2006.

Kazakhmys est l'un des rares producteurs de cuivre à intégration verticale. Autrement dit, ses opérations vont de l'extraction du minerai de cuivre jusqu'à la raffinerie et la fabrication de tubes cathodiques et de fils de cuivre. Afin que ses produits à base de cuivre soient acceptés sur le marché international, Kazakhmys doit prouver que les normes environnementales sont respectées pendant tout le cycle de production. Bien que la société ait bénéficié dans le passé de prêts commerciaux à court terme, elle savait que la plupart des banques ne seraient pas disposées à financer l'amélioration du haut fourneau, opération qui exige un financement à plus long terme.



Sommet mondial pour le Développement durable

Déclaration de M. Jean Lemierre, Président de la BERD, le 2 septembre 2002.

(...) En 1992, lors du Sommet de Rio, la BERD était parfaitement consciente des carences fondamentales de l'ex-bloc soviétique en termes de développement durable, mais commençait à peine à œuvrer à des solutions. Ces carences tenaient en premier lieu au système lui-même. Les nouveaux Etats, de l'Europe centrale à l'Asie centrale, ont tous renoncé à l'économie planifiée et opté pour la démocratie, qui offre le meilleur espoir pour un avenir enfin viable. La BERD a été créée pour favoriser cette transition. L'Article premier de son acte constitutif énonce clairement qu'une prospérité durable n'est possible que par la mise en place simultanée de la démocratie et de l'économie de marché. L'exercice de la mission de la Banque – investir dans des entreprises capables de développer l'économie de ces pays – nécessite ainsi l'examen régulier du processus de démocratisation et de transition vers l'économie de marché. Les résultats de cet examen sont publiés dans les stratégies de pays de la BERD.

La BERD s'emploie à favoriser un développement durable dans les 27 pays où elle opère. Depuis 1991, elle a investi 20 milliards d'euros qui ont eux-mêmes attiré plus de 60 milliards d'euros en cofinancements. Ces fonds ont soutenu les privatisations, contribué à la restructuration et à la remise sur pied des entreprises et permis d'aider des entreprises nouvelles ou plus anciennes par le biais de prêts ou de prises de participation. De tels apports de capitaux ont un impact encore plus marqué lorsque les pays destinataires bénéficient d'une bonne situation macro-économique et progressent sur la voie des réformes.

Cette mobilisation de fonds d'origine essentiellement privée ne suffit pas toutefois à garantir un développement à long terme. Dans l'ensemble de la région, la BERD a pris conscience du fait qu'un certain nombre de facteurs importants doivent être réunis pour optimiser l'impact des investissements. Les financements privés sont particulièrement efficaces s'ils sont accompagnés d'assistance technique pour mettre au point les projets et améliorer le climat d'investissement. La Banque a également appris que des institutions solides, des petites entreprises en plein essor et la volonté d'écouter les populations locales jouent un grand rôle.

Les institutions comme le respect de l'Etat de droit sont fondamentales pour attirer les investisseurs et rendre les investissements durables et prévisibles. L'expérience acquise par la BERD dans la région où elle opère témoigne des dommages causés par la corruption, mais montre aussi combien la transparence, la clarté des systèmes juridiques, l'intégrité des processus judiciaires et l'engagement dans la lutte contre le blanchiment d'argent, par exemple, peuvent favoriser la prospérité. La BERD a appris combien il était essentiel d'aider les petites entreprises pour créer des emplois, favoriser la naissance de nouvelles sociétés, offrir des services à la population et promouvoir l'esprit d'entreprise, lequel, à son tour, encourage la transparence.



Les opérations d'investissement de la BERD se sont améliorées depuis sa création, à mesure que nous avons appris à écouter. Les organisations non gouvernementales et les communautés locales peuvent offrir une perspective qui contribue à améliorer les projets, du point de vue de leur viabilité ou bien des populations à qui ils sont destinés. Le respect des communautés et de l'environnement concernés par ces projets font partie intégrante d'une bonne gouvernance dans chacune des opérations de la BERD, au même titre que les principes de bonne gestion bancaire et les normes internationales en matière de droit des actionnaires, de transparence, de méthodes comptables et d'intégrité. La BERD assortit chacun de ses investissements de normes environnementales.

La réparation de l'exploitation excessive des ressources et de l'environnement par le système soviétique est précisément l'objectif de nombreux investissements de la Banque. C'est ainsi qu'elle encourage une utilisation rationnelle de l'énergie en s'employant avec les gouvernements à fixer des tarifs reflétant les coûts pour l'eau et l'électricité, parmi d'autres ressources, tout en veillant – éventuellement par le biais de programmes ciblés – à ce que les populations soient en mesure de payer des tarifs plus élevés. La BERD finance des sociétés de services énergétiques qui ont pour objet d'aider les entreprises à économiser l'énergie. Par ailleurs, de nombreux investissements de la BERD introduisent des critères d'utilisation rationnelle de l'énergie pour les nouveaux projets ou l'amélioration de projets existants.

L'insécurité nucléaire est l'un des plus inquiétants héritages du système passé. La BERD administre un Compte pour la sécurité nucléaire d'un montant de 1,4 milliard d'euros, destiné à rendre sûres – ou à mettre hors service – les installations nucléaires obsolètes. C'est ainsi, par exemple, que sont mises en place des structures visant à sécuriser la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine.

La BERD continuera d'encourager le développement durable pendant la décennie à venir, en étroite collaboration avec les autres institutions financières internationales et les gouvernements. Son soutien à l'économie de marché doit s'accompagner de l'action d'autres institutions dotées de compétences complémentaires afin d'offrir l'éducation aux populations, d'améliorer la santé publique et d'atténuer les effets sociaux des choix économiques difficiles auxquels sont confrontés les gouvernements.

Dans les années à venir, la BERD s'emploiera également à mettre en œuvre des efforts concertés pour encourager les échanges, les transports et les liens entre les pays où la BERD opère et le reste du monde (...) Au cours des dix dernières années, nous sommes parvenus à faire du développement durable un élément essentiel de notre stratégie. Grâce à l'expérience acquise pendant cette décennie, la BERD a adopté, soutenu et mis en œuvre les principes attachés au développement durable et a contribué à favoriser le progrès tout en restant à l'écoute des populations qu'elle sert.

La BERD gère le Fonds de soutien à ce partenariat, qui supervise les contributions des donateurs et veille au bon acheminement de l'aide internationale. Ce partenariat pourrait servir de modèle pour faire face aux problèmes rencontrés dans d'autres secteurs et d'autres régions dans les pays d'opérations de la Banque.

La BERD gère un certain nombre de fonds qui ont été créés et financés par des donateurs dans le domaine capital de la **sûreté nucléaire**. Parmi ces fonds figurent le Compte pour la sûreté nucléaire (CSN), le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl (FST), trois fonds internationaux d'appui à la mise hors service pour la Bulgarie, la Lituanie et la République slovaque, et le Fonds de soutien au Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale. A ce jour, quelque 28 donateurs, parmi lesquels figurent l'Union européenne et les pays du G7, ont mis plus de 1,6 milliard d'euros à la disposition de ces fonds.

Le **Fonds pour l'environnement mondial** (FEM), qui aide les pays en voie de développement à financer des projets destinés à protéger l'environnement mondial, a versé une subvention de 8,5 millions d'euros à la BERD en 2002 afin de contribuer à réduire les quantités de polluants déversées dans le Danube. Cette subvention sera utilisée parallèlement au financement de la BERD pour aider les industries locales, les petites entreprises, les petites municipalités et les entreprises agricoles à améliorer leurs pratiques environnementales. Une autre subvention a été fournie pour couvrir la rémunération des services de conseillers environnementaux indépendants qui veilleront à ce que les sous-projets répondent aux exigences du Fonds.

Des **études environnementales** sont réalisées dès le début du cycle des projets afin de disposer de suffisamment de temps pour cerner les problèmes et proposer des solutions. Au total, 49 analyses

environnementales, 4 études d'impact sur l'environnement et 40 bilans écologiques ont été réalisés au titre des projets approuvés par la BERD en 2002. La révision de la politique environnementale de la Banque a commencé en 2002 (voir page 13).

Promotion des partenariats

Nos partenaires, qu'il s'agisse de gouvernements ou d'organisations internationales, contribuent au succès de bon nombre des programmes de la BERD. Les partenaires ont en commun les buts, les objectifs et les résultats du projet, mais ils fournissent aussi des ressources, des compétences et des connaissances qui contribuent à optimiser les investissements financiers et à atténuer les risques rencontrés. Ces partenariats permettent à la Banque de s'intéresser à de nouveaux domaines et à obtenir de meilleurs résultats que ne le permettraient ses seules



↑ L'énergie éolienne fait partie des projets de la BERD dans le secteur des énergies renouvelables.

← En 2002, la BERD a décaissé 8 millions d'euros pour la centrale géothermique de Mutnovsky, premier projet russe dans le secteur des énergies renouvelables.

ressources. La BERD collabore en particulier avec d'autres institutions financières internationales (Société financière internationale, Banque européenne d'investissement et Banque asiatique de développement, par exemple) pour renforcer les secteurs qui ont le plus besoin d'investissements.

En attirant des fonds d'autres sources, la BERD est en mesure de consacrer aux projets une plus large part de ses propres ressources. Les subventions de pays tels que les Etats-Unis et le Japon et d'institutions telles que l'UE ouvrent la voie à de nouveaux projets. Ces subventions financent par exemple les services de consultants chargés d'analyser l'impact environnemental d'un projet d'infrastructure tel que la barrière de protection contre les crues à St. Pétersbourg.

Elles peuvent aussi financer une formation en matière de prêts bancaires afin de permettre à la BERD de mettre en œuvre un programme comme le Programme Japon-Ouzbékistan pour les petites entreprises. La BERD mobilise également des fonds sous forme de cofinancement.

La BERD utilise des lignes de crédit, des fonds de placement, des facilités de microfinancement et des subventions de gouvernements donateurs et de l'Union européenne pour collaborer avec des banques commerciales et créer des banques spécialisées dans le microfinancement qui traitent avec les **micro, petites et moyennes entreprises** (PME).

Dans les pays les moins avancés, où le secteur public domine, les programmes de microfinancement de la Banque sont apparus comme l'instrument permettant le mieux d'atteindre les petites entreprises. Dans les pays où le secteur privé est plus développé, les lignes de crédit pour les PME s'adressant aux gros emprunteurs ont eu un plus large impact. Les fonds de participation et les fonds de capital-risque, en revanche, s'adressent plus spécialement aux entreprises qui ont besoin de fonds de capital-risque. Les investissements de la BERD dans ces entreprises contribuent à renforcer un secteur essentiel de l'économie et à rendre ces entreprises plus attrayantes pour les investisseurs nationaux.

Amélioration de l'hygiène industrielle en Fédération de Russie

L'hygiène industrielle dans l'une des principales sociétés pétrolières et gazières de Fédération de Russie est en progrès grâce à l'aide de la BERD. Dans le cadre d'un prêt de 86 millions d'euros consenti à Rosneft-Sakhalinmorneftegaz (SMNG), entreprise établie sur l'île de Sakhaline, dans la partie extrême-orientale de la Fédération de Russie, la Banque finance un programme d'action environnementale de 10 millions d'euros et administre de surcroît des dépenses d'équipement de 33 millions d'euros destinées à l'amélioration de l'environnement. Le programme d'action environnementale porte plus particulièrement sur la gestion de l'environnement, la lutte contre les dommages existants et l'amélioration de la santé et de la sécurité des 8 500 employés.

Un certain nombre de recommandations liées à la sécurité ont été formulées. Elles concernent l'emploi de vêtements de protection individuels et de protège-tympans ainsi que la formation. La Société SMNG a accepté de mettre au point, au cours des prochaines années, un système de gestion de l'hygiène industrielle conforme aux normes internationales.

Afin d'aider cette société à procéder aux transformations nécessaires, la BERD a mis au point un programme d'action qui sera financé par des fonds fournis par le Gouvernement japonais. Trois sociétés de consultants s'occupent de la gestion de l'environnement, de la prévention des déversements d'hydrocarbures et de la lutte contre ces déversements ainsi que de l'hygiène industrielle.

La BERD suit attentivement les progrès dans le cadre de ses procédures habituelles. Une année après la mise en œuvre du projet, les améliorations sont déjà évidentes : port des vêtements de protection, réduction du nombre d'accidents, publication d'informations de sécurité à l'intention des employés et respect des normes de sécurité.

Fermeture anticipée des réacteurs nucléaires soviétiques

Au début des années 90, des experts internationaux ont émis l'idée que les réacteurs soviétiques de la première génération ne pouvaient être mis aux normes acceptables de sécurité à un coût raisonnable. Tous les programmes internationaux d'aide en matière de sûreté nucléaire partent de cette hypothèse.

La communauté internationale a aidé les pays d'Europe orientale à fermer ces installations nucléaires en leur fournissant une assistance pour des améliorations de la sûreté à court terme en attendant qu'il soit possible de les mettre hors service. La mise hors service en 2000 de la tranche 3 de Tchernobyl illustre les heureux effets de cette politique. Le Compte pour la sûreté nucléaire et le Compte pour le sarcophage de Tchernobyl, tous deux gérés par la BERD, ont financé d'importants projets à ce titre. De même, la fermeture en 2002 des tranches 1 et 2 de la centrale de Kozloduy en Bulgarie a été le résultat de cet appui direct – en partie financé par le Fonds international de soutien à la mise hors service, également géré par la BERD. La mise hors service des tranches 3 et 4 de Kozloduy, de la centrale d'Ignalina en Lituanie et de la tranche V1 de Bohunice en République slovaque devrait intervenir dans les années à venir.

La mise hors service de ces installations pour des raisons de sécurité est une opération trop coûteuse pour les ressources dont disposent ces pays. La nécessité de compenser la perte d'énergie produite est un problème encore plus difficile. C'est pourquoi les fonds internationaux de soutien à la mise hors service financent des mesures pour accroître l'utilisation rationnelle de l'énergie tout en fournissant un appui à la mise hors service immédiate. La fermeture des installations nucléaires garantit une amélioration sensible de la sécurité et contribue à un meilleur rendement énergétique.

La BERD collabore avec des partenaires à divers programmes destinés aux micro et petites entreprises dans les pays ci-après : Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, Moldova, Ouzbékistan, République fédérale de Yougoslavie (Serbie et province du Kosovo), République kirghize, Roumanie, Fédération de Russie et Ukraine. Ces programmes fonctionnent dans plus de 350 villes, les résultats les plus probants étant souvent enregistrés dans les régions éloignées où les entreprises n'ont pas accès – ou n'ont qu'un accès limité – à des moyens de financement. Pendant la seule année 2002, 144 000 prêts d'un montant total de 717 millions d'euros ont été consentis dans le cadre de ces programmes.

En juillet 2002, la BERD a lancé un programme de 14,5 millions d'euros pour aider les chefs d'entreprise locaux et renforcer le secteur bancaire de la République kirghize. Ce programme a été mis en place avec un cofinancement du Gouvernement suisse, du Gouvernement des Etats-Unis et de la Société financière internationale. Les moyens de financement sont fournis par le biais de lignes de crédit aux banques commerciales kirghizes, qui les rétrocèdent aux chefs d'entreprise locaux sous forme de prêts

allant de 50 à 50 000 euros. Ces lignes de crédit sont associées à des fonds d'assistance technique fournis par l'Union européenne et l'USAID pour aider les banques associées à mettre en place des programmes de prêt efficaces. En 2002, la BERD a également entrepris de créer une banque pour les micro entreprises dans l'ex-République yougoslave de Macédoine avec l'aide d'un mécanisme pour les PME financé par les Etats-Unis. Cette banque devrait entrer en service en 2003.

Depuis le lancement du premier programme de la BERD pour les petites entreprises, en 1994, plus de 200 000 prêts représentant environ 1,52 milliard d'euros ont été décaissés. Le taux de remboursement des prêts atteint 99,3 %.

La BERD et les États-Unis ont créé le mécanisme US/BERD de financement des PME pour favoriser la croissance du secteur privé et le développement économique de l'Europe du Sud-Est et des pays aux premiers stades ou aux stades intermédiaires de la transition : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine. Comme le Fonds pour les petites entreprises de Russie, ce fonds de 150 millions de dollars EU a été mis en

place pour donner aux micro, petites et moyennes entreprises un accès à des moyens de financement. Une part considérable de ces fonds est réservée aux banques locales à des fins d'assistance et de formation et au soutien des mesures visant à réduire les obstacles juridiques et réglementaires au financement des petites entreprises.

Le **mécanisme UE/BERD de financement des PME** met des moyens de financement à la disposition de banques, de sociétés de crédit-bail et de fonds de placement dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE pour le financement des PME. Ce mécanisme fournit également une assistance technique pour aider les intermédiaires financiers à améliorer leurs compétences en matière de services aux petites entreprises. En 2002, la BERD a porté à 575 millions d'euros les fonds mis à la disposition de ce programme à des fins de prêt et de crédit-bail. La contribution de l'UE aux opérations de prêt et de crédit-bail s'élève à 85 millions d'euros (plus une contribution supplémentaire de 20 millions d'euros approuvée par le programme PHARE de l'UE). Fin 2002, la BERD avait ouvert 36 lignes de crédit d'un montant total de 418 millions d'euros au bénéfice de 25 banques et de trois sociétés de crédit-bail dans les pays candidats à l'adhésion. En conséquence, plus de 12 300 prêts représentant



Un cotonnier ouzbek double ses bénéfices

Saliev Hufyatillo, chef d'une entreprise privée ouzbèke, possède à Andijan une toute petite fabrique où il produit des cotonnades. Son installation compte sept métiers et une machine qui carde et nettoie les fils de coton. M. Hufyatillo n'avait aucun contact avec des banques avant de recevoir en 2001 de la banque Hamkor d'Andijan son premier prêt de 3 millions de UZS (environ 2 850 euros). Consenté par le biais du Programme Japon-Ouzbékistan pour les petites entreprises, ce prêt lui a permis d'acheter du matériel neuf et de se faire une réputation de fournisseur de produits de haute qualité à des prix abordables.

Depuis qu'il a reçu son premier prêt, le chiffre d'affaires de M. Hufyatillo a presque triplé, passant de 8 à 22 millions de UZS, ses bénéfices ont doublé, passant de 1,5 à 3 millions de UZS, et le nombre de ses employés est passé de deux à six. En raison de son excellente cote de crédit, M. Hufyatillo a régulièrement amélioré l'échéance et la valeur de ses prêts et rembourse actuellement son troisième emprunt de 12 millions de UZS (environ 9 500 euros). La conclusion de M. Hufyatillo est la suivante : "Je suis très satisfait des emprunts dont j'ai bénéficié. Le responsable des prêts visite mes installations, évalue mes activités, m'aide à remplir tous les documents nécessaires et, dans un délai de quelques jours, je reçois l'argent".

312 millions d'euros ont été consentis à des PME dans la région, le montant moyen des prêts se situant à 22 000 euros. Le taux de remboursement des prêts est de 99 %.

Par le biais du renforcement des institutions, le mécanisme de financement des PME a eu un impact déterminant sur les intermédiaires financiers nationaux dans la région. Plus de 2 000 responsables d'opérations de prêt et 100 formateurs ont reçu une formation et les longues procédures d'approbation de crédits ont été simplifiées. Désormais, les banques comprennent mieux les PME et leurs besoins et offrent des produits adaptés et des services plus conviviaux aux usagers. Avec l'intensification de la concurrence pour le financement des PME dans la région, un service de haute qualité aide les banques à conserver leurs bons clients. Des procédures efficaces pour les prêts aux PME permettent aux intermédiaires de réduire leurs marges et conduisent donc à de meilleures modalités de financement pour les petites entreprises.

L'élargissement du mécanisme aux sociétés de crédit-bail en 2002 constitue une étape importante car de nombreuses PME ont recours au crédit-bail comme premier moyen de financement. La plupart des nouvelles entreprises n'ont ni les antécédents ni les

solides bilans nécessaires pour avoir accès au financement traditionnel des banques, et le crédit-bail constitue souvent la première étape dans la recherche de moyens de financement lorsqu'une petite entreprise souhaite se développer. En vertu de ce programme, des prêts compris entre 5 et 20 millions d'euros sont accordés aux sociétés de crédit-bail et servent à offrir ce type de crédit aux PME.

Le financement des entreprises est assuré au moyen de toute une gamme de **fonds de placement** garantis par la BERD ou par des fonds privés institués dans la plupart des 27 pays d'opérations de la Banque. Pour aider les petites entreprises, trois fonds ont été mis en place dans le cadre du mécanisme UE/BERD de financement des PME. D'autres fonds financés par la BERD permettent d'octroyer des moyens de financement à la fois aux PME et aux grandes sociétés dans les secteurs qui souffrent d'une pénurie de capitaux privés. En Fédération de Russie, les fonds régionaux de capital-risque assurent le financement d'entreprises moyennes. A ce jour, le programme des fonds régionaux de capital-risque a nécessité l'engagement de la Banque à hauteur de 210 millions d'euros, sous forme de prises de participation, et celui

des gouvernements donateurs à hauteur de 105 millions d'euros, sous forme de subventions. Les fonds de placement alimentés par des fonds privés qui ont reçu l'appui de la BERD investissent à la fois dans les PME et dans les grandes entreprises. A ce jour, ces fonds ont investi plus de 710 millions d'euros dans plus de 350 petits projets d'un montant inférieur ou égal à 5 millions d'euros.

La BERD utilise la **coopération technique** financée par des donateurs pour financer les services de consultants et autres spécialistes. Des qualifications techniques peuvent être nécessaires à n'importe quelle étape d'un projet, mais elles sont particulièrement importantes aux tous premiers stades. Le financement que les gouvernements et d'autres institutions fournissent au programme de coopération technique de la Banque nous aide à déterminer la faisabilité des projets et à les mettre en œuvre avec succès.

Le financement sous forme de coopération technique sert en particulier à aider les petites et moyennes entreprises et à promouvoir la réforme juridique et réglementaire. Il permet d'améliorer le niveau des compétences dans diverses institutions



Une grande année pour un vignoble familial

L'ambition de la famille Koreinka est de produire un vin de premier choix en Slovénie. Au fil des ans, elle a investi chaque fois que possible dans l'achat de nouvelles machines afin d'améliorer les méthodes de production sur les petits vignobles familiaux, situés en Istrie. Toutefois, l'expansion a été lente en raison de ressources limitées. Cela a été le cas jusqu'au moment où la famille a eu recours au mécanisme UE/BERD pour le financement des PME.

En 2002, l'exploitation a contracté son premier emprunt en huit années d'existence auprès d'une banque commerciale. Un prêt de 40 000 euros lui a été consenti par Banka Koper pour financer l'achat de nouvelles machines. Bénéficiant du financement à long terme fourni par le biais de ce mécanisme, l'exploitation Koreinka a été en mesure d'améliorer ses opérations et de les mettre en conformité avec les normes de l'UE.

L'achat d'étiqueteuses a permis à la famille d'automatiser la production et de réduire le coût des opérations sous-traitées. Un nouveau matériel de pompage a amélioré l'efficacité du processus de mise en bouteille et a permis de ramener de trois à un jour le temps moyen nécessaire pour l'emouteillage du vin produit pour chaque cépage. Ces nouveaux investissements ont eu un effet spectaculaire sur l'efficacité de la production, aidant la famille Koreinka à améliorer la rentabilité du vignoble et à produire un vin d'excellente qualité.





Barrière de protection contre les crues à St. Pétersbourg

St. Pétersbourg, dont les canaux font des méandres jusqu'à la Neva, ne dépasse que faiblement le niveau des eaux et est régulièrement inondée. La ville a été victime de ces crues presque chaque année depuis sa fondation il y a 300 ans, et pratiquement deux fois par an au cours des 20 dernières années. Des travaux ont été entrepris en 1980 pour construire une barrière de protection contre les crues, mais ont été interrompus en 1987 en raison des inquiétudes que suscitait l'impact de cette barrière sur l'environnement. Cette barrière est actuellement achevée à 65 %. En décembre 2002, la BERD a signé un prêt de 233 millions d'euros (le prêt le plus important jamais accordé par la Banque dans le secteur public) afin d'achever la construction des éléments de protection contre les crues et de protéger St. Pétersbourg et ses résidents contre les graves conséquences des inondations.

Au cours des étapes de l'élaboration du projet, les fonds de coopération technique ont permis à des consultants de procéder à une évaluation complète de l'impact environnemental du projet et d'en évaluer la faisabilité technique. Ces consultants sont parvenus à la conclusion que les propositions inscrites dans ce projet correspondent aux normes de la Fédération de Russie et de l'Union européenne en matière d'environnement, de santé et de sécurité. Les Pays-Bas, le Japon, l'Union européenne, le Taipei chinois et le Royaume-Uni ont offert un financement à hauteur de 2 millions d'euros. Le projet a également bénéficié d'un investissement de 1 million d'euros du Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale (voir page 81) et devrait bénéficier d'un cofinancement de la Banque européenne d'investissement et de la Banque nordique d'investissement.

publiques et privées, y compris les banques et les municipalités. Sous la direction de consultants spécialisés, la main-d'œuvre locale est en mesure d'accroître ses qualifications et de faire face à la demande croissante de compétences. Un solide appui a été apporté aux entreprises locales par le biais du programme de redressement des entreprises et du programme de services consultatifs aux entreprises (voir page 83).

Des subventions de plus d'un milliard d'euros ont été versées depuis la mise en place du programme de coopération technique. En 2002, les nouveaux engagements ont atteint un total légèrement supérieur à 100 millions d'euros. Les principaux donateurs au cours de l'exercice ont été l'Union européenne, les Etats-Unis, le Japon, les Pays-Bas et le Canada. Les principaux bénéficiaires de ces fonds ont été la Fédération de Russie, la Pologne, l'Ukraine, la République fédérale de Yougoslavie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Une forte proportion de ces fonds a servi à aider les institutions financières qui répondent aux besoins des petites et moyennes entreprises et à participer à des projets d'infrastructure.

Le Programme de facilitation du commerce (PFC) de la BERD donne aux chefs d'entreprises l'appui dont ils ont besoin pour développer leur commerce d'importation et d'exportation. En garantissant les opérations commerciales, ce programme stimule les **échanges internationaux** et renforce la capacité de financement du commerce par les banques locales. En 2002, ce programme a enregistré les meilleurs résultats jusqu'ici, avec un accroissement de 27 % du volume des opérations en termes réels par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires global a atteint 369 millions d'euros. Le nombre total d'opérations est passé de 368 en 2001 à 676 en 2002. Ce programme compte désormais 74 banques émettrices dans 20 pays et plus de 400 banques confirmatrices dans le monde entier. Parmi les opérations financées par le Programme de facilitation du commerce au cours du dernier exercice, on compte les exportations hongroises de produits pharmaceutiques à destination de la Fédération de Russie, les ventes tchèques de voitures Skoda en Moldova et en Azerbaïdjan et l'exportation par la Lituanie de beurre à destination de l'Ouzbékistan.

Par le biais de la coordination, les partenariats contribuent à rendre les financements plus adaptés et plus efficaces. C'est ainsi, par exemple, que la Banque fait partie du **Comité de préparation des projets**, qui rassemble des institutions financières internationales et des donateurs et qui sélectionne, prépare et finance des investissements dans la région d'opérations de la BERD. Ce comité est actuellement présidé par le Royaume-Uni, le président bénéficiant de l'aide d'un secrétariat au siège de la BERD. En 2002, un secrétariat de sept agents financés par des donateurs y a travaillé à l'élaboration de projets d'investissements portant notamment sur l'eau et l'assainissement, la gestion des déchets, le rendement énergétique et l'énergie renouvelable. Dans le courant de 2002, une analyse indépendante de quelque 50 projets relevant du Comité de préparation des projets a évalué leur impact sur l'environnement et la transition.

En 2002, la BERD a lancé un programme de formation afin d'améliorer les compétences des sociétés russes de consultants et d'accroître leur aptitude à assurer une **surveillance de l'environnement**. Ce programme a été lancé en collaboration avec le programme TACIS de l'UE et une formation a été fournie par des experts anglais et russes hautement qualifiés dans diverses villes de la Fédération de Russie, notamment Iekaterinbourg, Irkoutsk, Moscou, Nijni-Novgorod et Volgograd. Les ateliers de formation ont porté sur des questions telles que la gestion de la santé et de la sécurité, la surveillance de l'environnement et le rendement énergétique.

Le **cofinancement** assuré par des **partenaires officiels**, tels que les gouvernements et les institutions financières internationales (IFI), a atteint un niveau record. Au total, des fonds de 1,14 milliard d'euros ont été mobilisés pour 49 projets. La plus large part, soit au total 612 millions d'euros (53 %) pour 25 projets, est venue d'institutions financières internationales. L'Union européenne a fourni 213 millions d'euros (19 %) au titre de huit projets tandis que d'autres institutions officielles, organismes publics et institutions financières par exemple, ont fourni 315 millions d'euros (28 %) au titre de 26 projets. Au-delà du cofinancement officiel, il existe bien

évidemment des liens solides avec les banques commerciales qui cofinancent également de nombreux projets de la BERD.

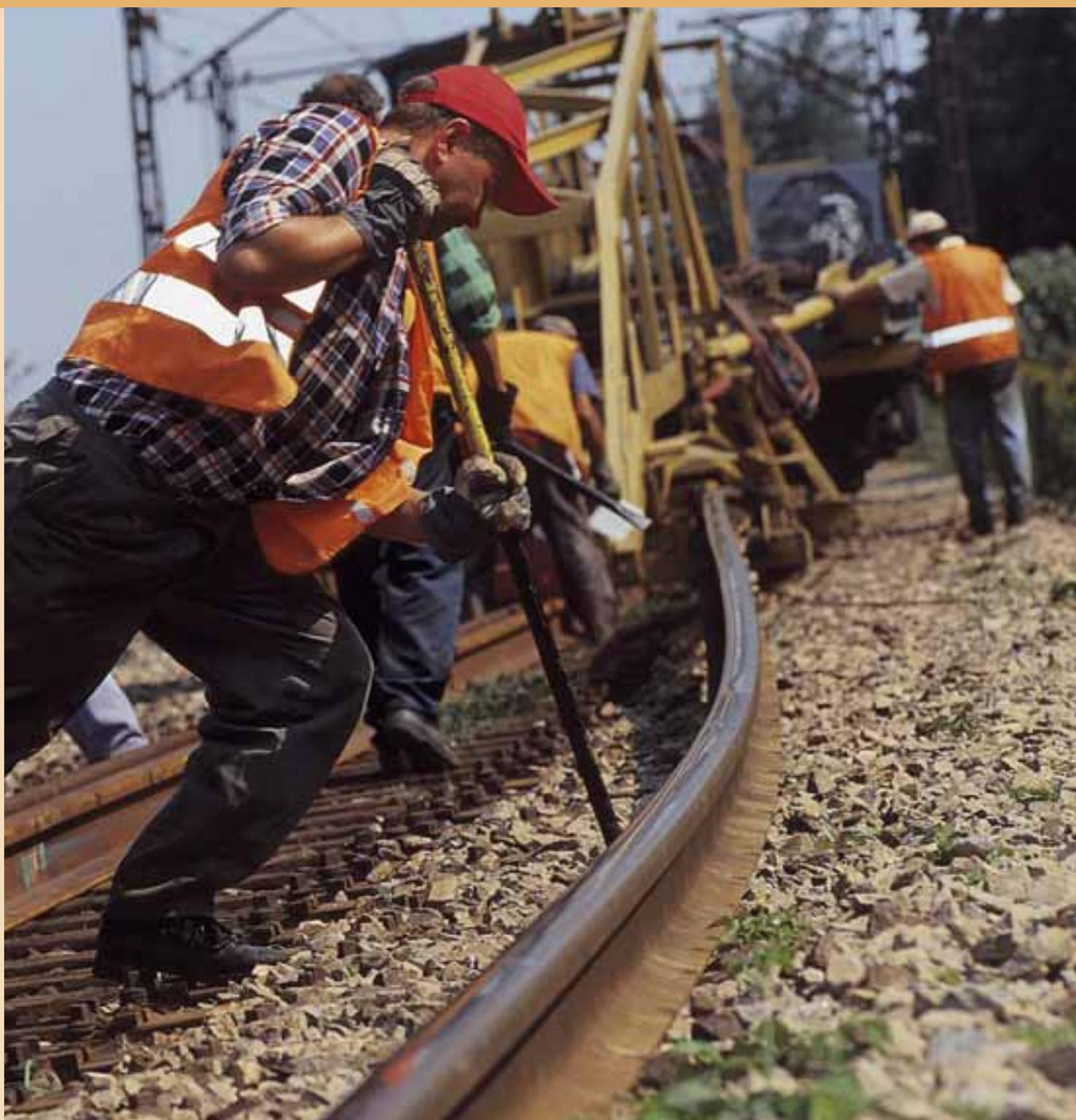
La BERD a continué en 2002 de collaborer étroitement avec la Société financière internationale afin d'accroître les prêts aux micro, petites et moyennes entreprises et de renforcer le secteur financier dans le Caucase, en Europe du Sud-Est et en Asie centrale. La BERD a également collaboré avec la Banque mondiale dans le cadre de deux projets de cofinancement en Europe du Sud-Est. Elle maintient une étroite collaboration en Asie centrale avec la Banque asiatique de développement, sous forme notamment de cofinancement de projets et de partage des informations et des points de vue sur les priorités à observer. Les liens de la BERD avec la Banque européenne d'investissement (BEI) revêtent diverses formes. Dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE, la BEI a cofinancé avec la BERD sept projets de soutien aux infrastructures de la région. Au cours de l'exercice, la BERD et la BEI ont continué d'étudier les moyens d'améliorer chacune leur efficacité en collaboration étroite avec l'Union européenne.

Un nouveau fonds attire des investissements en Asie centrale

En juin 2002, la BERD et un certain nombre d'organismes donateurs officiels ont créé un nouveau mécanisme de cofinancement, le Fonds spécial de partage des risques en Asie centrale. Ce fonds a pour objectif d'encourager l'accroissement des investissements en Asie centrale et d'assumer de nouveaux risques, principalement en finançant des projets liés aux petites entreprises. Ce fonds vise à attirer 30 millions d'euros de contributions sous forme de subventions d'organismes donateurs officiels ; les engagements pris jusqu'ici s'élèvent à 7,5 millions d'euros. L'Allemagne et la Suisse ont avancé des fonds de partage des risques afin d'aider le programme de facilitation du commerce en Asie centrale. La Suisse a participé au mécanisme de microfinancement pour la République kirghize.

De même que le Fonds spécial pour la région des Balkans dont il s'inspire, ce nouveau fonds reçoit des subventions d'organismes donateurs officiels afin de financer l'élaboration des projets, de partager les risques que comporte le financement du commerce international et les opérations de microfinancement et de réaliser des co-investissements en soutien aux petites entreprises.

Europe centrale et Etats baltes





Population

	en millions
Croatie	4,6
Estonie	1,4
Hongrie	10
Lettonie	2,4
Lituanie	3,7
Pologne	38,7
République slovaque	5,4
République tchèque	10,3
Slovénie	2



L'élargissement de l'Union européenne a franchi une nouvelle étape en 2002. Lors du sommet de l'UE à Copenhague, huit des pays d'opérations de la Banque – Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque et Slovénie – ont été invités à devenir membres de l'UE en 2004. Dans le cadre de ce processus et afin d'accélérer la transition vers une économie de marché à part entière, la BERD a investi 1,3 milliard d'euros en Europe centrale et orientale et dans les Etats baltes en 2002, ce qui représente 32 % de ses engagements annuels.

Au cours des prochaines années, les pays candidats à l'adhésion à l'UE nécessiteront de gros investissements pour faire face aux exigences du processus d'adhésion et pour satisfaire aux normes de l'UE. La BERD maintiendra son niveau actuel d'investissements dans la région et s'intéressera plus particulièrement aux domaines où le besoin d'aide se fait le plus sentir, notamment à promouvoir des partenariats avec des banques locales pour fournir aux petites et moyennes entreprises des formes novatrices de financement par prises de participation afin de les aider à se développer. Nous continuerons à financer des projets viables lorsque le marché n'est pas disposé à intervenir dans des secteurs tels que la restructuration des grandes entreprises, les projets d'infrastructure sans garanties souveraines et l'investissement dans des domaines moins développés, y compris celui des petites municipalités.

Climat de l'investissement

En 2002, l'Europe centrale et les pays Baltes ont fait preuve d'une énorme capacité d'adaptation face à une conjoncture internationale difficile, aidés en cela par la décision historique prise par l'Union européenne lors du sommet de Copenhague, en décembre, d'inviter huit pays en transition à devenir membres de l'UE, donnant ainsi une nouvelle impulsion aux perspectives économiques de la région.

Le taux moyen de croissance du PIB a légèrement fléchi pour se situer à un taux estimatif de 2,3 %, contre 2,5 % en 2001. Toutefois, la croissance a dépassé 3 % dans la plupart des pays, à l'exclusion de la Pologne, de la République tchèque et de la Slovénie. Si l'inflation a continué à baisser dans l'ensemble de la région, un certain nombre de pays connaissent toujours les problèmes qui découlent de taux de chômage supérieurs à 10 % et de strictes contraintes budgétaires.

L'économie de la Pologne est restée fragile en 2002, avec une croissance estimée à 1,3 % pour l'ensemble de l'exercice, même si une tendance à la reprise a été enregistrée pendant la deuxième moitié. La Pologne est relativement moins tributaire du commerce que les pays voisins et a principalement souffert du manque de dynamisme des investissements et de la consommation nationale, imputable en partie à un mauvais dosage des politiques budgétaires et monétaires. Toutefois, avec le recul de l'inflation, les autorités monétaires ont sensiblement abaissé les taux d'intérêt (ramenés de 19 % en janvier 2001 à 6,75 % en décembre 2002), ce qui pourrait contribuer à rétablir la croissance à un niveau proche de 3 % en 2003.

Les inondations d'août 2002 ont réduit la croissance en République tchèque, peut-être dans une proportion d'un demi-point de pourcentage, pour la ramener à un niveau estimatif de 2,5 %. En Hongrie et en République slovaque, pays qui ont aussi connu des inondations, l'impact sur la croissance a été négligeable. Dans ces pays, comme en Croatie, la croissance est restée relativement robuste, malgré la faiblesse de la demande extérieure. Dans la plupart des

pays toutefois, l'austérité budgétaire qui s'imposera au cours des années à venir – pour remédier au net desserrement opéré au cours des deux dernières années et pour satisfaire aux critères monétaires de l'UE – pourrait freiner la croissance en 2003. La seule exception est la Slovénie, où le déficit budgétaire a été inférieur à 3 % du PIB en 2002.

Les trois Etats baltes ont continué à enregistrer les plus forts taux de croissance de la région, taux qui ont dépassé 5 % dans ces trois pays. Ces bons résultats ont été accompagnés d'une faible inflation et de déséquilibres budgétaires nettement moins marqués qu'en Europe centrale, les régimes institués par l'office des changes demeurant un ancrage solide pour la politique macro-économique. Avec l'amélioration récente de la cotation des risques en Estonie et en Lituanie, la région balte apparaît de plus en plus comme une destination attrayante pour les investissements étrangers directs (IED).

Les réformes structurelles se sont poursuivies à un rythme régulier dans tous les pays d'Europe centrale et les Etats baltes. En particulier, le processus d'adhésion à l'UE a entraîné des progrès marqués dans la réforme des structures juridiques. Parmi les lois récemment adoptées figurent une nouvelle loi sur les opérations boursières en Lituanie, une nouvelle loi sur les devises en Pologne et une nouvelle loi sur la comptabilité en République slovaque. De nouvelles lois sur les marchés boursiers ont été adoptées en Croatie, en Estonie, en Hongrie et en Lituanie, ce qui a amélioré l'efficacité des marchés financiers.

De nouvelles lois sur les institutions financières, les devises étrangères et le travail ont été adoptées en Lituanie en même temps que des mesures destinées à lutter contre le blanchiment d'argent. La République tchèque est allée de l'avant en modifiant la commission des valeurs mobilières et la République slovaque a sensiblement modifié la loi sur les faillites.



↑ En 2002, la BERD a signé en Pologne 10 projets dans des secteurs aussi variés que les infrastructures et les institutions financières.

← En 2002, la BERD a investi 128 millions d'euros dans le secteur énergétique de l'Europe centrale et des Etats baltes.



↑ En 2002, la BERD a investi presque 300 millions d'euros dans des projets d'infrastructures en Europe centrale et dans les Etats baltes, y compris la modernisation du réseau autoroutier de Croatie.

→ En 2002, la compagnie des eaux de Tallinn a reçu de la BERD un prêt de 55 millions d'euros destiné à soutenir son programme de post-privatisation.

Croissance du PIB en termes réels en 2002

	en %
Croatie	4,5
Estonie	5,7
Hongrie	3,2
Lettonie	5,5
Lituanie	6
Pologne	1,3
République slovaque	4
République tchèque	2,5
Slovénie	2,9

En Slovénie, de nouvelles lois sur les modalités de paiement et le blanchiment d'argent ont été adoptées. Une nouvelle loi sur la Banque de Slovénie a également été promulguée en juin 2002 afin de réglementer l'indépendance de la banque centrale. Enfin, l'une des initiatives législatives les plus marquantes dans les pays d'Europe centrale et les Etats baltes a été l'adoption en République slovaque d'un nouveau régime pour les opérations garanties (voir page 85).

Défis pour l'avenir

A l'avenir, l'adhésion à l'UE continuera d'encourager un élan au développement macro-économique de la région. La signature du traité d'adhésion est prévue pour 2003 et, après sa ratification, l'élargissement de l'UE devrait intervenir en mai 2004. Les primes de risque ont déjà diminué de façon spectaculaire pour tous les pays candidats à l'adhésion à l'UE et, en 2002, les apports nets d'IED ont atteint 21 milliards d'euros, contre environ 17 milliards d'euros au cours des deux exercices précédents. Les IED représentent désormais environ 5 % du PIB de la région, ce qui correspond à un niveau considérablement plus élevé que ceux atteints en Espagne ou au Portugal après l'adhésion de ces pays à l'Union européenne.

Malgré ces tendances positives, la réussite de l'intégration dans l'économie de l'UE continuera de poser d'importants défis politiques en termes macro-économiques et structurels. Pour rattraper le niveau de revenus des pays occidentaux, les nouveaux membres de l'Union européenne auront besoin de maintenir des taux d'investissement élevés, ce qui ne pourra se faire que si chacun d'eux reste compétitif vis-à-vis des membres existants de l'UE. Le développement de moyennes entreprises en mesure de soutenir la concurrence au niveau européen et d'avoir un effet d'entraînement sur la croissance et les investissements à l'échelon national, de même que la restructuration des secteurs industriels traditionnels, joueront un rôle décisif à cet égard.

La mise en œuvre de politiques budgétaires et monétaires à moyen terme qui soient conformes au Pacte de stabilité de l'UE et ouvrent la voie à l'union monétaire sera un autre impératif majeur. La politique monétaire restera un enjeu capital à moyen terme. Pour faire partie de l'union économique et monétaire, les pays candidats à l'adhésion devront atteindre plusieurs objectifs tels que la convergence des valeurs nominales des taux d'inflation et des taux d'intérêt et la stabilisation des taux de change nominaux.

A ces difficultés viendra s'ajouter la menace de fluctuations rapides des éléments du portefeuille due à l'absence de restrictions aux mouvements de capitaux et aux incertitudes quant à la date d'adhésion à l'UE et à la future parité avec l'euro.

Activités de la BERD

En 2002, la BERD a maintenu une forte présence en Europe centrale et dans les Etats baltes, où elle a réalisé au total des investissements de 1,3 milliard d'euros, ce qui représente 32 % de l'ensemble de ses engagements pendant l'exercice. Le total des investissements de la Banque dans la région atteint désormais 8,8 milliards d'euros. Le total des décaissements réalisés en 2002 a atteint 918 millions d'euros, ce qui se rapproche du niveau record enregistré en 2001.

Ces niveaux de financement traduisent l'adaptabilité de la Banque aux besoins des entreprises locales et du processus de transition. Ils démontrent également notre aptitude à proposer des formes novatrices de financement pour répondre aux nouvelles exigences de la région. S'ils facilitent la transition vers une économie de marché, les projets de la Banque ont aussi aidé la région à se préparer à l'adhésion à l'UE en mettant à sa disposition des moyens de financement qui ne peuvent être obtenus auprès d'autres sources.

La transition en Europe centrale et dans les Etats baltes continue de bénéficier de la large gamme des services fournis par la BERD, qu'il s'agisse d'attirer des capitaux privés vers les secteurs les plus dépourvus de moyens de financement ou d'appuyer les premières opérations dans la région de bailleurs de fonds étrangers. La Banque a joué un rôle capital dans le renforcement du secteur financier en encourageant des projets novateurs et a fourni des moyens de financement dont les entreprises locales avaient grand besoin pour entreprendre d'ambitieux projets de restructuration.

La BERD a mobilisé des fonds de cofinancement auprès de sources privées et publiques. En particulier, elle a reçu un

Engagements de la BERD

	2002			Total cumulé		
	Nombre de projets ¹	en millions d'euros	% du total des investissements de la BERD	Nombre de projets ¹	en millions d'euros	% du total des investissements de la BERD
Lettonie	0	9	0,2	24	321	1,5
Lituanie	1	5	0,1	25	407	1,9
Estonie	4	73	1,9	42	446	2,1
Slovénie	1	181	4,6	25	588	2,7
République tchèque	2	69	1,8	37	902	4,2
République slovaque	4	121	3,1	37	952	4,4
Croatie	8	318	8,1	44	1 180	5,5
Hongrie	1	27	0,7	60	1 326	6,1
Pologne	10	463	11,9	118	2 688	12,4
Total	30	1 265	32	412	8 810	41

Remarque : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays. Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 89 à 99, dans laquelle les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée.

Engagements de la BERD par secteur

	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Énergie		
Rendement énergétique	41	144
Ressources naturelles	0	163
Électricité et énergie	87	344
<i>Sous-total</i>	128	651
Infrastructures		
Infrastructures municipales et environnementales	89	628
Transports	209	1 179
<i>Sous-total</i>	298	1 807
Industries spécialisées		
Agro-industries	73	544
Immobilier, tourisme et transports maritimes	0	314
Télécommunications, informatique et médias	106	896
<i>Sous-total</i>	179	1 753
Institutions financières		
Participations dans les banques	299	1 087
Prêts aux banques	140	1 230
Fonds de placement	84	610
Institutions financières non bancaires	113	320
<i>Sous-total</i>	636	3 245
Industrie générale		
Industrie générale	25	1 354
<i>Sous-total</i>	25	1 354
Total	1 265	8 810

Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments constitutifs.

appui décisif de l'Union européenne. En 2002, la BERD a signé un grand nombre de projets dans l'ensemble de la région. C'est ainsi que dans le secteur industriel, nous avons fourni des moyens de financement pour la construction d'une nouvelle fabrique de résine en Pologne. Ce projet donnera un nouvel élan au secteur des produits chimiques en Pologne, qui reste dominé par les entreprises d'État et souffre d'investissements insuffisants. Dans le secteur des agro-industries, la Banque a contribué au développement de Getro d.d., principale chaîne de libre service en Croatie, et à l'expansion de Soufflet Malting en République tchèque, ce qui contribuera à accroître la production de malt dans le pays.

Dans le secteur financier, la BERD a pris d'importantes participations pour faciliter la privatisation de la plus grande banque slovène, Nova Ljubljanska Banka (voir page 31), et pour faciliter la deuxième étape de la privatisation de Privredna Banka Zagreb en Croatie. Nous avons également pris une participation dans le fonds d'investissement Accession Mezzanine, qui mettra des moyens de financement à la disposition d'entreprises privées dans l'ensemble de la région, et pris une obligation hypothécaire dans Rheinyp-BRE, première banque hypothécaire autorisée en Pologne. Grâce à notre participation au fonds de croissance Askembla, des capitaux seront fournis aux petites entreprises dans les Etats baltes et en Pologne. En Hongrie et en République tchèque, la BERD a acquis des actions dans deux sociétés de gestion de fonds de pension.

Dans le secteur des infrastructures, la BERD a participé à la privatisation de Tallinn Water. La volonté de la Banque de fournir des moyens de financement adaptés aux partenariats public-privé devrait encourager d'autres opérations analogues en Europe centrale. Parmi les autres projets d'infrastructure figurent l'appui à la restructuration des chemins de fer nationaux en Pologne (voir page 29) et l'amélioration

du réseau routier en Croatie. Dans le secteur de l'énergie, la Banque a fourni des moyens de financement à la compagnie d'énergie nationale slovaque, Slovenske Elektrarne, afin d'améliorer la distribution d'énergie et d'électricité (voir page 30).

La BERD a continué de développer ses lignes de crédit pour les petites et moyennes entreprises (PME) en 2002, signant neuf accords avec des banques et des sociétés de crédit-bail dans six pays. Ces accords ont notamment porté sur l'octroi d'un prêt syndiqué à Europejski Fundusz Leasingowy, principale société indépendante polonaise de crédit-bail pour le matériel et les véhicules, afin de lui permettre d'élargir son portefeuille de crédit-bail à l'intention des PME.

Activités à venir

En 2002, la BERD a approuvé une nouvelle stratégie pour les pays ci-après : Croatie, Estonie, Lituanie, Pologne, République slovaque et Slovénie. La BERD concentrera la suite de ses activités sur les secteurs les mieux en mesure de favoriser la transition vers une économie de marché et aidera les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne dans leur processus d'adhésion.

La Banque envisage notamment de continuer à financer les secteurs de l'économie qui en ont le plus besoin et soutenir les étapes

ultérieures du processus de privatisation. Nous nous proposons également d'accélérer le développement des PME et d'aider le secteur financier à élargir la gamme de ses produits et services. C'est ainsi, par exemple, que la Banque mettra un financement à long terme à la disposition des sociétés hypothécaires afin de favoriser l'expansion du secteur du logement. En outre, la Banque se propose de collaborer étroitement avec l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement et les autorités compétentes afin d'encourager les investissements sans garanties souveraines dans le secteur des infrastructures, en particulier dans les petites villes.

L'appui fourni par la BERD à l'Europe centrale et aux Etats baltes devrait aider la région à attirer plus d'investissements étrangers, facteur capital pour garantir le maintien d'une croissance dynamique. Au cours des prochains exercices, nous nous proposons de maintenir le niveau actuel de nos investissements dans la région et de nous intéresser particulièrement aux secteurs qui offrent le plus de possibilités de progrès sur la voie de la transition, comme par exemple la restructuration des grandes entreprises peu rentables. Nous continuerons à investir dans la région jusqu'à ce que les marchés indiquent que nous ne sommes plus nécessaires.

Décassements de la BERD

	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Lettonie	42	273
Lituanie	10	305
Estonie	87	406
Slovénie	79	449
République tchèque	80	739
République slovaque	47	775
Croatie	263	801
Hongrie	47	1 028
Pologne	263	1 881
Total	918	6 657



Secteur
Transports

Client
Chemins de fer polonais

Pays
Pologne

Financement de la BERD
Prêt de 130 millions d'euros

Autre source de financement
2 millions d'euros de fonds de coopération technique de l'UE

Objectif
Aide à la restructuration du secteur ferroviaire

Aide à la modernisation des chemins de fer en Pologne



La société nationale des chemins de fer polonais (PKP) a besoin d'accélérer sa modernisation, d'investir dans des travaux d'infrastructure et d'accroître la participation du secteur privé afin d'assurer un service ferroviaire efficace aux transporteurs de fret et aux passagers qui l'utilisent. La BERD a consenti l'un des plus gros prêts qu'elle ait jamais accordés dans le cadre du programme en cours pour la restructuration du secteur. Les travaux de modernisation étant déjà bien avancés, notre prêt facilitera la restructuration financière de la société PKP.

La première étape de la restructuration a mis en place des sociétés distinctes pour le fret, les passagers et l'infrastructure. Cette organisation monolithique contrôlée par l'Etat a été scindée en 24 filiales chargées de l'infrastructure, du transport de marchandises (première société ferroviaire de fret en Europe centrale), des liaisons interurbaines et régionales pour passagers et de nombreux autres domaines. Chacune de ces sociétés est désormais responsable de son propre secteur d'opérations et doit indépendamment rendre compte de l'ensemble de ses activités.

Le premier prêt que nous avons consenti à PKP en 2000 était destiné à la restructuration de la main-d'œuvre. Il a permis à la société de financer des programmes de réduction d'effectifs et d'améliorer la productivité. Les charges salariales ont ainsi été réduites de 20 % avec la collaboration des salariés et des syndicats.

Le deuxième volet du programme permettra à PKP de rembourser ou de restructurer l'endettement hérité du régime antérieur. Notre prêt garanti par l'Etat a permis aux sociétés nouvellement créées de démarrer avec un bilan vierge. Le fait d'être libérées de leurs créances permet à ces sociétés de s'attacher à améliorer les rendements et l'efficacité et à développer leurs opérations commerciales.

Le soutien de la BERD aidera à la création en Pologne d'un système ferroviaire rentable et adapté au marché.

Les investissements de la BERD ont permis de financer la mise en œuvre de la stratégie à long terme du Gouvernement polonais dans le secteur ferroviaire, qui prévoit l'intégration des chemins de fer polonais dans le réseau ferroviaire de l'UE et l'application des normes européennes. Les principaux objectifs consistent à intégrer les sociétés ferroviaires privées dans l'infrastructure, à restructurer le financement des transports locaux de passagers et à accroître le rendement de PKP et de ses filiales pour parvenir à un système ferroviaire rentable et adapté au marché en Pologne.

Les investissements de la BERD ont été étayés par un financement de l'UE pour des services de consultants spécialisés dans la planification d'entreprises et la restructuration juridique et réglementaire.

Amélioration de la compétitivité de la production d'électricité en République slovaque

Slovenske Elektrarne

Secteur

Electricité et énergie

Client

Slovenske Elektrarne

Pays

République slovaque

Financement de la BERD

Prêt de 87,2 millions d'euros sur sept ans avec garantie à une banque commerciale slovaque

Autres sources de financement

Prêt de 104 millions d'euros sur cinq ans des banques participantes

Objectif

Soutenir la restructuration financière après scission de la société en unités de distribution, de production et de chauffage



Un accroissement de la demande d'électricité des foyers et des entreprises est attendu après l'accession probable de la République slovaque à l'Union européenne, en 2004. Dans cette perspective et pour répondre aux conditions d'adhésion, la compagnie nationale d'électricité, Slovenske Elektrarne, a entamé la première étape de sa scission en unités de production, de distribution et de chauffage. Le prêt de la BERD permettra à la société de mener à bien sa restructuration et d'être compétitive sur un marché libéralisé dans lequel les usagers peuvent choisir leurs fournisseurs en Europe occidentale et centrale.

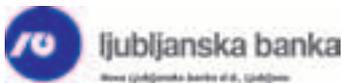
Slovenske Elektrarne est bien placée pour se lancer sur un marché élargi. Elle dispose d'une alimentation stable en électricité issue des sources hydraulique, thermique et nucléaire et a exporté son excédent vers les pays voisins au cours des dernières années. Ses installations sont bien exploitées et entretenues et répondent aux normes de sécurité nucléaire. Le renforcement de la société permettra au gouvernement d'honorer plus facilement son engagement à mettre hors service deux tranches d'une de ses installations nucléaires au cours des cinq prochaines années.

Notre participation a permis à Slovenske Elektrarne d'obtenir des prêts complémentaires à long terme auprès d'un certain nombre de banques commerciales. Selon un mécanisme novateur de garantie sectorielle, nous garantissons le prêt accordé par une banque commerciale slovaque qui le rétrocède en monnaie locale. Cette consolidation financière donne à Slovenske Elektrarne l'appui dont elle a besoin pour procéder à des réformes, ainsi que la souplesse nécessaire pour entreprendre un plan de restructuration à long terme visant à alimenter les marchés national et international en énergie et en électricité dans de bonnes conditions d'efficacité.

Grâce à l'aide apportée à Slovenske Elektrarne par un prêt de la BERD, les consommateurs slovaques bénéficieront d'une baisse des prix de l'électricité et d'une amélioration des normes de service.

La concurrence dans le secteur de l'électricité servira les intérêts des usagers privés et commerciaux, qui peuvent s'attendre à une baisse des prix et à une amélioration des normes de service. La création d'entreprises distinctes de production et de distribution constitue une étape importante vers la privatisation éventuelle de certains éléments constitutifs de Slovenske Elektrarne.

Amélioration des services à la clientèle de la principale banque slovène



Secteur

Participation dans les banques

Client

Nova Ljubljanska Banka

Pays

Slovénie

Financement de la BERD

Prise de participation pouvant atteindre 175 millions d'euros, soit entre 5 et 14 %

Objectif

Faciliter la privatisation et aider NLB à devenir l'une des premières banques d'Europe centrale

La privatisation de Nova Ljubljanska Banka (NLB), principal groupe bancaire du pays qui possède plus de 45 % des parts du marché consolidées, améliorera la concurrence dans le secteur bancaire en Slovénie. Elle devrait aussi relever les normes de service et améliorer les rendements.

Avec le soutien de la BERD, NLB va créer de nouveaux produits et élargir son réseau d'agences.

La BERD a acquis 5 % de NLB, avec la possibilité d'acquérir une autre tranche pouvant atteindre 9 %. Notre soutien à la privatisation de NLB constitue l'un de nos plus importants investissements dans les opérations de privatisation en Europe centrale et orientale. Il aidera NLB et ses investisseurs stratégiques à faire de cette banque l'une des principales banques régionales en Europe centrale.

La Banque KBC en Belgique, qui a acquis 34 % des parts de NLB, est un investisseur stratégique important. La participation de la BERD, de même que celle de KBC, permettront à NLB de développer ses opérations bancaires, de mettre au point de nouveaux produits tels que les prêts hypothécaires et d'élargir son réseau régional et international de filiales.

La privatisation encouragera des normes élevées de gestion en favorisant la transparence et la responsabilisation chez les actionnaires de NLB. La BERD et la banque KBC seront représentées au conseil de surveillance de NLB, ce qui nous permettra de participer aux décisions de gestion.

La cotation éventuelle de NLB à la bourse de Ljubljana d'ici la fin de 2003 favorisera l'expansion des marchés financiers en Slovénie. Ce projet facilitera également l'adhésion de la Slovénie à l'Union européenne, la privatisation de NLB ayant fait l'objet d'une recommandation de l'UE.

Parallèlement au financement de la BERD, la banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) a accordé à NLB un prêt sans garantie souveraine qui lui permettra de répondre à la demande d'emprunts dans le secteur local de la santé. Cette coopération entre la BERD et la CEB renforce l'impact du projet sur la transition en alliant les avantages économiques et sociaux. Elle pourrait aussi servir de modèle pour d'autres formes de coopération.

Amélioration du rendement énergétique du réseau de chauffage de Poznan



↑ Avant

↑ Après

Dalkia Termika

Secteur
Rendement énergétique

Client
Dalkia Termika

Pays
Pologne

Financement de la BERD
Prise de participation de 36 millions d'euros en vertu d'un mécanisme multi-projets existant.

Objectif
Faciliter la privatisation de cette entreprise de chauffage urbain et améliorer le rendement énergétique

Poznan, deuxième centre industriel de Pologne, est l'une des premières villes du pays à privatiser son réseau de chauffage urbain. Les investissements de la BERD dans Dalkia Termika offriront à cette société les capitaux nécessaires à l'acquisition et à la gestion du réseau. Grâce aux compétences et aux ressources du secteur privé, cette société devrait pouvoir réduire les coûts d'exploitation et améliorer le rendement énergétique et la qualité des services.

La prise de participation de la BERD dans Dalkia permettra le développement d'une des premières compagnies privées de chauffage urbain en Pologne.

Les réseaux de chauffage urbain appartiennent généralement à la municipalité, qui en assure l'entretien et l'exploitation depuis une chaufferie centralisée. Ils constituent une formule rentable de chauffage et de production d'eau chaude dans les zones à forte densité de population, mais souffrent souvent d'un faible niveau d'investissement, de services d'entretien peu fréquents et de fortes déperditions d'énergie. En raison de coûts d'exploitation élevés, le chauffage représente plus de 10 % du budget moyen des ménages en Pologne (niveau nettement supérieur à la moyenne de l'Union européenne).

Dalkia Termika s'occupe principalement d'exploiter des réseaux de chauffage urbain et de rechercher la possibilité de réaliser des économies d'énergie. En règle générale, les mesures destinées à rationaliser l'utilisation de l'énergie consistent à remplacer les anciennes chaudières à charbon par des modèles plus modernes utilisant des hydrocarbures légers ou du gaz naturel, qui sont plus performants et plus respectueux de l'environnement. Son programme d'investissement pour Poznan prévoit essentiellement d'élargir le réseau, de raccorder de nouveaux clients, de rationaliser le système, d'améliorer l'isolation et de généraliser l'installation de compteurs.

Ce projet est le premier à être financé au moyen d'un mécanisme multi-projets renouvelé avec Dalkia International, société mère de Dalkia Termika. La BERD a acquis 35 % des parts de Dalkia Termika avec une stratégie de sortie prédéterminée. Le reste des parts appartient à Dalkia International, filiale de Vivendi Environnement spécialisée dans les services énergétiques.

"Avec l'acquisition de PEC Poznan et l'appui de la BERD, Dalkia est devenue un acteur de premier plan sur le marché énergétique en Pologne" a déclaré Marie-Françoise Pépin, Directrice générale et Présidente du conseil d'administration de Dalkia Termika.

Europe du Sud-Est





Population

en millions

Albanie	3,4
Bosnie-Herzégovine	4,3
Bulgarie	8,1
ERY de Macédoine	2
République fédérale de Yougoslavie ¹	8,6
Roumanie	22,3

¹ Devenue 'Serbie et Monténégro' en février 2003.



L'Europe du Sud-Est a poursuivi son redressement économique en 2002. La Bulgarie et la Roumanie ont notamment connu une forte croissance dans la perspective de leur adhésion à l'UE. Les investissements de la BERD en Europe du Sud-Est ont progressé de plus de 25 % par rapport à 2001, atteignant 865 millions d'euros répartis sur plusieurs secteurs : privatisation, restructuration, petites et moyennes entreprises et grands projets d'infrastructure tels que la construction de routes. A l'avenir, la Banque se propose d'accroître les investissements dans la région et de continuer à jouer un rôle décisif dans le cadre du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est en lançant des initiatives dans le secteur privé et en intensifiant la coopération régionale dans les infrastructures.

Climat de l'investissement

En Europe du Sud-Est, la stabilisation politique et le redressement économique se sont poursuivis en 2002, renforcés par les efforts de la communauté internationale. Les dirigeants régionaux sont de plus en plus disposés à reconnaître que leur avenir passe par une plus forte intégration dans l'Union européenne et ont adopté un ensemble de mesures conformes à cet objectif. Des transformations importantes sont intervenues dans l'environnement constitutionnel de la République fédérale de Yougoslavie à la suite d'un accord signé en mars 2002 entre la Serbie et le Monténégro. En vertu de cette accord, leur fédération a été remplacée par une union dotée d'un marché commun et d'une politique commune en matière de défense et de politique étrangère.

En décembre 2002, un projet de cadre constitutionnel pour l'Etat de Serbie et Monténégro a été adopté. Toujours en Europe du Sud-Est, l'ERY de Macédoine est devenue membre de l'Organisation mondiale du commerce en octobre 2002.

En République fédérale de Yougoslavie, les réformes structurelles se sont poursuivies à un rythme rapide. L'économie a réagi jusqu'ici de manière modérée avec une croissance de 4 % en 2002, mais on observe des signes de restructuration progressive du secteur industriel et d'intérêt croissant parmi les investisseurs étrangers. Dans d'autres pays de l'Europe du Sud-Est tels que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et l'ex-République yougoslave de Macédoine, la stabilité politique s'impose pour confirmer les progrès enregistrés jusqu'ici et pour que la croissance dépasse le niveau actuel. La difficulté

Croissance du PIB en termes réels

	en %
Albanie	4,7
Bosnie-Herzégovine	3,9
Bulgarie	4,5
ERY de Macédoine	0
République fédérale de Yougoslavie	4
Roumanie	5,3

pour ces pays consistera à attirer des investissements privés tout en renonçant à l'aide étrangère et aux dons privés.

La Bulgarie et la Roumanie ont largement profité de leur statut de pays candidats à l'adhésion à l'UE. La croissance dans ces deux pays est restée soutenue en 2002, les estimations récentes la situant nettement au-dessus de 4 % dans ces deux pays. Les orientations macro-économiques sont restées empreintes de discipline même si, en Roumanie en

particulier, les réformes structurelles devront être accélérées pour que la date butoir de 2007 fixée pour l'adhésion à l'UE puisse être respectée. Les réformes judiciaires se sont poursuivies en 2002 dans la majeure partie de l'Europe du Sud-Est, avec notamment l'adoption par l'Albanie d'une nouvelle loi sur les faillites.

Au cours des années à venir, une plus forte intégration dans l'Union européenne offrira le meilleur espoir à l'Europe du Sud-Est et déterminera ses priorités en matière d'orientations politiques, au nombre desquelles figure un important programme législatif. Toutefois, cette région devra aussi améliorer ses infrastructures et l'efficacité du secteur public.

Activités de la BERD

Les investissements de la BERD en Europe du Sud-Est ont sensiblement augmenté en 2002, atteignant 865 millions

d'euros, ce qui marque une progression de 26 % par rapport à 2001. D'importants moyens de financement ont été accordés à des projets en Roumanie, en Bulgarie et dans la partie occidentale des Balkans. Au cours de l'exercice, la Banque a contribué à la privatisation et à la restructuration de grandes entreprises industrielles et aidé à l'élaboration de grands projets d'infrastructure telles que la construction de routes et l'amélioration du réseau énergétique. Nous avons aussi continué à aider les petites et moyennes entreprises (PME) et à renforcer les institutions financières de la région.

En 2002, nous avons sensiblement développé nos nouvelles opérations en Roumanie, où nos engagements annuels sont passés de 289 millions en 2001 à 447 millions d'euros. Ces chiffres s'expliquent en partie par l'amélioration de la situation macro-économique dans le pays et l'adoption de nouvelles réformes



↑ En 2002, la BERD a investi quelque 210 millions d'euros dans des projets d'infrastructures essentiels, y compris la modernisation du réseau routier en République fédérale de Yougoslavie.

← En 2002, la Banque a fourni des financements aux petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de la Banca Comercială Română.

destinées notamment à accélérer les privatisations. Au cours de l'exercice, nous avons intéressé un certain nombre de grands investisseurs stratégiques à la Roumanie et notre programme pour les petites entreprises a sensiblement progressé. En Bulgarie, nous avons élargi notre appui au secteur municipal (voir page 38) et aux infrastructures (distribution d'électricité).

Nos activités en République fédérale de Yougoslavie ont permis de financer le secteur routier, les sociétés industrielles locales (voir page 40) et le secteur financier (notamment notre premier investissement dans le secteur bancaire au Monténégro) et nous avons fourni une aide pour la réforme judiciaire et politique. En particulier, nous avons collaboré à l'élaboration de lois sur la garantie efficace des prêts bancaires. En Albanie, en Bosnie-Herzégovine et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, nous avons maintenu une forte participation dans les grands projets d'infrastructure (secteurs de l'électricité et des transports), aidé les PME et, en Bosnie-Herzégovine, financé un prêt non-souverain de pré-privatisation à une société de télécommunications (voir page 40).

Dans le cadre du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, la BERD a continué à prendre des initiatives dans le secteur privé, s'attachant plus particulièrement à aider les PME et à développer les échanges transfrontières. Pendant l'exercice, nous avons étroitement collaboré avec l'Union européenne, d'autres institutions multilatérales et des donateurs bilatéraux afin de mobiliser le financement et le cofinancement de donateurs.

Avec l'aide d'un mécanisme pour les PME financé par les Etats-Unis, la BERD a entrepris de mettre en place dans l'ex-République yougoslave de Macédoine une banque pour les micro-entreprises qui devrait ouvrir en 2003. Elle permettra d'élargir le réseau des institutions de microfinancement qui existent déjà dans les autres pays d'Europe du Sud-Est. En 2002, ces banques ont consenti plus de 29 000 prêts pour un montant total de 190 millions d'euros.

Engagements de la BERD

	2002			Total cumulé		
	Nombre de projets ¹	en millions d'euros	% du total des investissements de la BERD	Nombre de projets ¹	en millions d'euros	% du total des investissements de la BERD
Albanie	2	42	1,1	15	156	0,7
Bosnie-Herzégovine	2	39	1	18	230	1,1
Bulgarie	6	182	4,7	39	667	3,1
ERY de Macédoine	2	20	0,5	16	258	1,2
République fédérale de Yougoslavie	10	135	3,5	15	366	1,7
Roumanie	6	447	11,5	63	2 251	10,4
Total	28	865	22,3	166	3 928	18,2

Remarque : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays. Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 89 à 99, dans laquelle les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée.

Engagements de la BERD par secteur

	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Energie		
Rendement énergétique	30	103
Ressources naturelles	95	145
Electricité et énergie	65	529
<i>Sous-total</i>	190	777
Infrastructures		
Infrastructures municipales et environnementales	106	337
Transports	104	667
<i>Sous-total</i>	210	1 004
Industries spécialisées		
Agro-industries	1	173
Immobilier, tourisme et transports maritimes	0	118
Télécommunications, informatique et médias	135	606
<i>Sous-total</i>	136	896
Institutions financières		
Participations dans des banques	12	125
Prêts aux banques	115	413
Fonds de placement	16	95
Institutions financières non bancaires	3	27
Financement des petites entreprises	3	22
<i>Sous-total</i>	150	682
Industrie générale		
Industrie générale	178	570
<i>Sous-total</i>	178	570
Total	865	3 928

Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments constitutifs.

Avec l'aide du Gouvernement italien, la BERD a continué à investir dans des petits fonds de placement en Albanie et dans la province du Kosovo, aidant ainsi les entreprises locales à accroître leur activité. La création de fonds analogues en République fédérale de Yougoslavie est en cours.

En tant que membre du groupe directeur chargé des infrastructures dans le cadre du Pacte de stabilité, la Banque a contribué à développer la coopération régionale, à améliorer la coordination des donateurs et à accorder la priorité aux investissements d'infrastructure dans la région. Nous participons activement à 17 des 52 projets régionaux liés au Pacte de stabilité, qui représentent un montant total de 1,9 milliard d'euros. La contribution totale de la BERD s'élève à 650 millions d'euros.

Activités à venir

En 2002, la BERD a approuvé de nouvelles stratégies de pays pour l'Albanie, l'ERY de Macédoine et la République fédérale de Yougoslavie. En Albanie, nous nous attacherons de plus en plus à développer le secteur privé en finançant des privatisations stratégiques cruciales et en soutenant le développement des PME. Nous nous emploierons aussi à améliorer les infrastructures, en particulier dans les secteurs de l'énergie et des transports. Des priorités analogues ont été retenues pour l'ERY de Macédoine, une attention particulière étant accordée aux infrastructures régionales, à la restructuration du secteur de l'énergie et à l'amélioration du climat de l'investissement.

La stratégie de la Banque pour la République fédérale de Yougoslavie met l'accent sur la nécessité d'aider le secteur privé, aussi bien au niveau local que par des investissements étrangers directs. En outre, un grand nombre de prêts sont encore nécessaires pour réaliser des investissements dans les secteurs de l'énergie et des transports.

La BERD se propose d'apporter un solide appui à la Bulgarie et à la Roumanie pour aider ces pays à adhérer à l'UE et à réduire l'écart qui les sépare des pays d'Europe centrale aux stades avancés de la transition. L'appui à la restructuration des entreprises d'Etat, aux projets de privatisation et de post-privatisation, à la rentabilisation des infrastructures publiques et au développement des petites entreprises figurera parmi nos principaux domaines d'activité.

Décalssements de la BERD		
	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
République fédérale de Yougoslavie	45	52
Albanie	11	61
Bosnie-Herzégovine	11	87
ERY de Macédoine	7	185
Bulgarie	54	471
Roumanie	263	1 568
Total	391	2 424

Nouveau réseau de transports pour Sofia

Ville de Sofia

Secteur
Transports

Client
Ville de Sofia

Pays
Bulgarie

Financement de la BERD
Prêt de 20 millions d'euros sur dix ans

Autres sources de financement
Prêt de 15 millions d'euros syndiqué auprès de banques commerciales.

Subvention de 2,5 millions d'euros du Gouvernement néerlandais

Objectif
Amélioration des services d'autobus et de tramways



Pas moins de 40 % des 1 000 autobus de Sofia sont en permanence hors service à des fins d'entretien. Cela signifie de longues périodes d'attente, un service peu fiable et des tarifs élevés pour couvrir les frais d'entretien. Avec l'aide de la BERD, un réseau de transport moderne sera mis en place. Le parc vieillissant de tramways, d'autobus et de trolleybus est actuellement amélioré dans le cadre d'un programme de renouvellement sur quatre ans, ce qui représente le plus gros investissement dans les transports publics réalisé depuis les années 80.

Notre prêt permettra aux sociétés d'exploitation de renouveler une partie du parc de tramways et d'acheter 100 autobus et trolleybus neufs. Une subvention du Gouvernement néerlandais servira à financer un nouveau système efficace de distribution de billets, ce qui permettra de limiter le resquillage et d'accroître les recettes.

Avec l'aide la BERD, Sofia disposera bientôt d'un réseau de transports moderne et efficace.

La ville reconnaît l'importance qu'il y a à intéresser le secteur privé au programme de modernisation, en particulier pour ce qui concerne l'exploitation des autobus et le fonctionnement de leurs ateliers de réparation. La première étape consistera à lancer un appel d'offres international pour l'exploitation des services d'autobus.

Des fonds de coopération technique serviront à recruter des consultants qui aideront la ville à examiner les réponses à l'appel d'offres. Les ateliers de la ville, qui ont été privatisés, entreront en concurrence pour les contrats, ce qui réduira le coût de l'entretien et des services. Vassil Naydenov, Administrateur de la société des transports de Sofia, a déclaré : "Le prêt de la BERD sera au cœur de notre ambitieux programme à long terme pour l'amélioration du réseau des transports de Sofia".

La mise en service de véhicules neufs réduira également la pollution. Les voies de tramways seront moins bruyantes, produiront moins de vibrations et la qualité de l'air sera améliorée. Les autobus neufs seront plus économiques en carburant, plus performants et leurs émissions, plus faibles, seront conformes aux normes de l'UE. Enfin, l'amélioration des transports publics réduira les embouteillages dans le centre ville, en particulier pendant les heures de pointe du matin et du soir.

Ce financement est le premier prêt que la BERD octroie sans garantie souveraine au secteur des transports en Bulgarie. Ce projet témoigne de la collaboration croissante qui s'est instaurée entre la BERD et la ville de Sofia après l'exécution de travaux d'amélioration des routes et de privatisation des services d'adduction d'eau.



Programme de modernisation du secteur pétrolier en Roumanie

SNP Petrom

Secteur

Ressources naturelles

Client

SNP Petrom

Pays

Roumanie

Financement de la BERD

Prêt de 95,4 millions d'euros sur huit ans

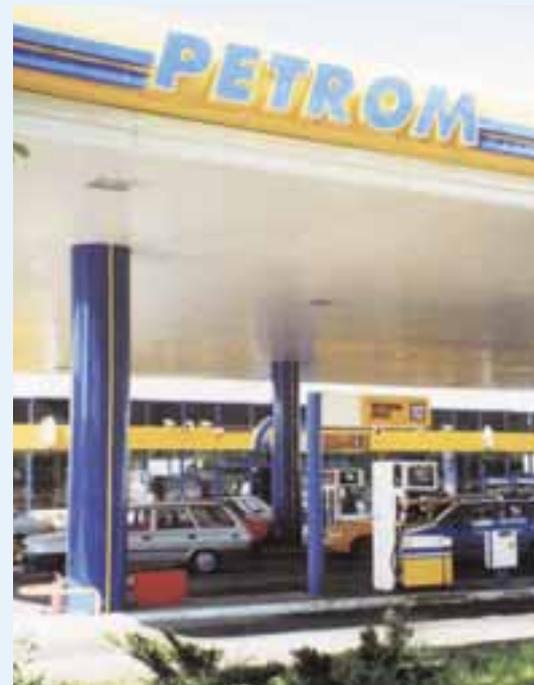
Autres sources de financement

Prêt de 47,5 millions d'euros sur six ans syndiqué auprès de cinq banques

Prêt de 9,5 millions d'euros sur huit ans de la Banque pour le commerce et le développement de la mer Noire

Objectif

Financement du programme de modernisation de la raffinerie et amélioration des pratiques environnementales



Le prêt de la BERD permettra à SNP Petrom de produire de l'essence moins polluante et de réduire les émissions de soufre. Grâce à de nouveaux réacteurs et incinérateurs, Petrom produira de l'essence de manière plus rationnelle, réduira les déchets toxiques et transformera les déchets en vapeur et en énergie électrique à peu de frais.

Il s'agit là du plus important prêt syndiqué à long terme consenti par la BERD à une entreprise publique en Roumanie. Il servira à financer des mesures de modernisation et de restructuration dans le cadre de la privatisation de Petrom. Au nombre de ces mesures figurent la modernisation des principales installations de raffinage de la société et le relèvement sensible des normes environnementales et des normes de sécurité.

Le prêt de la BERD permettra d'améliorer les normes environnementales de la raffinerie Petrom.

Au moment où la société Petrom s'engage sur la voie de la privatisation, elle doit achever sa restructuration opérationnelle et administrative et aligner ses pratiques environnementales sur les normes de l'UE. Des consultants ont procédé à une analyse approfondie de tous les principaux aspects de l'activité de l'entreprise en vue d'une profonde restructuration et d'un programme d'investissement visant à améliorer ses résultats et sa rentabilité.

Les premières mesures de restructuration financière ont permis à Petrom de réaliser les réductions de coûts recherchées dans ses opérations pétrolières. La société a renoncé à certaines activités non essentielles et a réduit ses effectifs d'environ 25 % avec la collaboration des employés. La restructuration de la gestion a conduit à désigner des observateurs indépendants pour siéger au conseil d'administration.

La participation de la BERD, doublée d'un appui décisif de banques commerciales, aide Petrom à devenir plus compétitive et à satisfaire aux normes environnementales et de qualité pour répondre aux critères d'adhésion à l'UE. La privatisation de Petrom marquera une étape importante dans la modernisation du secteur pétrolier et gazier en Roumanie.



Telekom Srpske

Secteur
Télécommunications

Client
Telekom Srpske

Pays
Bosnie-Herzégovine

Financement de la BERD
Prêt de 30 millions d'euros sur sept ans

Objectif
Modernisation et extension du réseau de lignes fixes et élargissement du réseau de téléphonie mobile



Agrandissement du réseau téléphonique en République Srpska

Moins de 20 % des foyers et des entreprises de la République Srpska en Bosnie-Herzégovine disposent d'une ligne de téléphone fixe et seulement 10 % des habitants ont un téléphone mobile. Une mauvaise infrastructure et la lenteur des connexions Internet freinent la croissance commerciale et les investissements étrangers. Pour répondre à la forte demande en services modernes et fiables, Telekom Srpske a entrepris d'installer avec l'aide de la BERD de nouvelles lignes fixes et d'élargir le réseau de téléphonie mobile.

La BERD a pris la tête de la reconstruction du secteur des télécommunications. Faisant suite aux généreux financements de donateurs, la Banque a entrepris un projet de reconstruction d'urgence dont l'étape la plus récente a été l'octroi d'un prêt à Telekom Srpske pour financer le développement de son réseau.

Le financement de pré-privatisation accordé à Telekom Srpske est le prêt le plus important accordé par la BERD à la Bosnie-Herzégovine sans garantie souveraine. Ce prêt alimentera un financement à long terme qui permettra

à cette société de moderniser et d'élargir son infrastructure, de faire passer les centres locaux du système analogique au système numérique, d'élargir les réseaux locaux, d'éliminer certaines lignes et d'étendre le réseau de téléphonie mobile. Ce projet permettra à la société d'intéresser un investisseur stratégique et d'obtenir ainsi les fonds et les compétences nécessaires pour atteindre des normes de service de très haute qualité.

Le gouvernement s'est engagé à privatiser Telekom Srpske et à libéraliser le marché avant la fin de 2004. Le Directeur général de Telekom Srpske, Željko Jungić, a déclaré : "L'appui de la BERD permettra à la société d'accélérer ses plans de développement et de renforcer sa position. Les activités financées au moyen de ce prêt mettront de nouveaux services de télécommunications à la disposition des habitants de la région et ouvriront la voie à la privatisation de la société."

Hemofarm Group

Secteur
Industrie pharmaceutique

Client
Groupe Hemofarm

Pays
République fédérale de Yougoslavie

Financement de la BERD
Prêt de 18 millions d'euros sur six ans

Objectif
Accroissement de la production et des exportations dans l'industrie pharmaceutique



Développement des soins de santé en République fédérale de Yougoslavie

Hemofarm, premier groupe pharmaceutique de République fédérale de Yougoslavie, s'est spécialisé dans la fabrication de médicaments génériques, qui sont meilleur marché que les médicaments produits sous licence et permettent ainsi à de nombreux habitants de la région d'accéder aux soins. La société a maintenant besoin d'investissements pour développer de nouveaux produits, améliorer ses rendements et élargir ses débouchés.

Il s'agit là du premier prêt consenti par la BERD à une entreprise industrielle privée en République fédérale de Yougoslavie. Ce prêt a permis à Hemofarm d'acheter du matériel neuf pour moderniser ses installations et satisfaire aux normes les plus élevées dans ce secteur. L'entreprise augmente également sa production pour répondre à une forte demande sur le marché intérieur et sur les marchés d'exportation. La demande a notamment augmenté en Bosnie-Herzégovine, en ERY de Macédoine, en Roumanie et en Russie, ce dernier pays offrant les principaux débouchés.

Hemofarm est l'une des sociétés les plus réputées du pays et emploie 2 000 personnes dans ses services de vente, d'exploitation et de recherche, installés à proximité de la frontière roumaine, à Vrsac et aux alentours.

Hemofarm est désormais bien placée pour améliorer ses résultats et sa rentabilité. L'acquisition récente d'un petit producteur local lui permettra de réaliser de nouvelles économies. Le regroupement de la gamme des produits et les améliorations financées par la BERD pourraient accroître les chances de la société d'attirer un investisseur stratégique.

"Le prêt de la BERD revêt une grande importance pour l'expansion d'Hemofarm en nous permettant de maintenir la qualité de nos produits et d'accroître nos exportations", a déclaré Miodrag Babić, Président d'Hemofarm.

Europe orientale et Caucase





Population

en millions

Europe orientale

Bélarus	10
Moldova	4,3
Ukraine	49,3

Caucase

Arménie	3
Azerbaïdjan	8,1
Géorgie	5,4



L'Ukraine a enregistré une forte croissance en 2002, mais devra accélérer les réformes pour attirer les investissements étrangers dont elle a grand besoin. Après les investissements de 171 millions d'euros réalisés par la BERD en 2002, l'octroi de nouveaux prêts dépendra de l'amélioration dans ce pays du climat de l'investissement. Les trois pays du Caucase continuent de se heurter aux problèmes liés à une grande pauvreté, même si la croissance relativement forte enregistrée au cours des quelques dernières années devrait contribuer à relever les niveaux de vie. Pour faciliter ce processus, la Banque a investi 73 millions d'euros dans cette région en 2002. Les nouveaux investissements au Bélarus dépendront de l'adoption de réformes ambitieuses.

Europe orientale

Ukraine

Climat de l'investissement

En Ukraine, la croissance a atteint 4,1 % en fin d'exercice, ce qui marque un recul par rapport au niveau record atteint en 2001, la situation macro-économique demeurant toutefois solide dans l'ensemble avec la perspective d'une inflation très faible et d'un excédent plus important que prévu en compte courant. Toutefois, l'absence d'uniformité dans l'application des réformes a conduit à la suspension de l'aide étrangère fournie par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Cela, associé à une réduction des recettes attendues de la privatisation, s'est traduit par un déficit budgétaire. Le limogeage du Gouverneur de la Banque centrale vers

la fin de l'année a également suscité certaines inquiétudes au sujet d'une éventuelle ingérence politique. L'Ukraine, qui est l'un des pays retardataires en matière de transition, devra entreprendre toute une gamme de réformes structurelles au cours des prochaines années. L'adoption et l'application de mesures pour améliorer le climat de l'investissement (renforcement de la réglementation bancaire, transparence accrue de la privatisation et simplification du régime fiscal) seront au nombre des défis majeurs à relever.

Activités de la BERD

En 2002, la BERD a investi un total de 171 millions d'euros en Ukraine pour aider les agro-industries, les banques et le secteur industriel. Un prêt pour le développement des exportations agricoles (voir page 44) et un fonds de roulement destiné à l'une des

plus importantes usines d'extraction d'huile végétale du pays ont été au nombre des projets les plus significatifs. Un certain nombre de prêts plus modestes ont été consentis à des entreprises dans les secteurs du verre et de l'industrie alimentaire. Un financement supplémentaire de 14 millions d'euros a été mis à la disposition des petites entreprises par le biais d'une ligne de crédit offerte par la BERD à des banques locales ukrainiennes. La banque de microfinancement, créée avec notre appui, a accordé plus de 8 000 prêts pendant l'exercice pour un montant total de plus de 50 millions d'euros.

La BERD a approuvé en 2002 une nouvelle stratégie de pays pour l'Ukraine. Cette stratégie confirme notre volonté d'encourager les investissements dans les domaines ci-après : rendement énergétique, services publics, petites entreprises, secteur financier et agriculture. Nous continuerons également à nous intéresser à la sûreté nucléaire. L'aptitude de l'Ukraine à améliorer le climat de l'investissement en progressant vers un consensus politique, un régime fiscal cohérent, une réglementation convenablement appliquée et un pouvoir judiciaire réellement indépendant déterminera l'importance des investissements à venir de la Banque.

Engagements et décaissements de la BERD en Ukraine

	2002	Total cumulé
Nombre de projets signés ¹	5	50
Engagements (en millions d'euros)	171	1 293
Pourcentage du total des investissements de la BERD	4,4	6
Décaissements (en millions d'euros)	225	768

Remarque : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays. Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 89 à 99, dans laquelle les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée.

Engagements de la BERD, par secteur, en Ukraine

	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Energie	1	271
Infrastructure	0	187
Industries spécialisées	128	415
Institutions financières	34	326
Industrie générale	8	95
Total	171	1 293

Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments constitutifs.



↑ En 2002, la verrerie Gostomel a reçu de la BERD un prêt de 11 millions d'euros pour financer la modernisation de ses installations de production.

← En 2002, la BERD a investi 128 millions d'euros dans le secteur agro-alimentaire ukrainien.

**Secteur**

Agro-industries

Client

Groupe Toepfer

Pays

Ukraine

Financement de la BERD

Facilité de crédit renouvelable de 76,3 millions d'euros

Autre source de financement

Prêt de 40 millions d'euros syndiqué auprès de cinq banques commerciales

Objectif

Contribuer à développer le marché des produits agricoles et à mettre en place un programme de reçus de stockage de céréales

Permettre aux agriculteurs ukrainiens de bénéficier de prix équitables



En Ukraine, les “terres noires” et le climat créent d'excellentes conditions de culture pour produire des céréales en abondance. La qualité des récoltes de ces dernières années a montré le potentiel de l'Ukraine en tant que grand producteur et exportateur de céréales, mais les exploitants agricoles se heurtent à des pratiques inopérantes dans la chaîne qui conduit les céréales des exploitations agricoles au stockage en entrepôt avant leur exportation. La BERD aide désormais Toepfer, entreprise commerciale de renommée mondiale, à rationaliser cette chaîne et à offrir aux exploitants agricoles des prix équitables pour leurs produits.

Le soutien de la BERD permettra aux agriculteurs ukrainiens d'accroître leur production et de développer leurs marchés d'exportation.

Le Groupe Toepfer est l'une des premières sociétés mondiales spécialisées dans le commerce de produits agricoles. La ligne de crédit de la BERD permettra à Toepfer de développer ses opérations céréalières en Ukraine et d'accroître les exportations de céréales. Toepfer achètera les céréales aux agriculteurs, se chargera de leur stockage et de leur transport et contrôlera la chaîne depuis la récolte jusqu'au terminal d'exportation. En éliminant les exploitants inopérants et les intermédiaires, Toepfer pourra proposer des prix uniformes et équitables aux agriculteurs.

Toepfer est décidé à généraliser les meilleures pratiques sur le marché et à créer des liens durables avec les agriculteurs. La taille de l'entreprise et son expérience de l'exploitation d'entrepôts modernes de céréales et des opérations de transport fixent de nouvelles normes en Ukraine et servent d'exemple aux opérateurs locaux. Les agriculteurs en bénéficient, car ils obtiennent de Toepfer de meilleurs prix et peuvent ainsi constituer des réserves de liquidités pour l'avenir.

“L'appui fourni à Toepfer par la BERD permettra aux agriculteurs ukrainiens d'accroître leur production et aboutira également à la création d'un marché d'exportation viable pour les produits de base” a déclaré Bjoern Stendel, Directeur de Toepfer International Ukraine.

Ce projet devrait aussi déboucher sur la mise en place en Ukraine d'un système de reçus de stockage qui mettrait à la disposition des agriculteurs et des entreprises agricoles une source stable de financement après les récoltes. Avec l'aide de la BERD, des programmes analogues ont été mis en place avec succès en Croatie, au Kazakhstan, en Pologne, en Roumanie et en Russie. Un exemple de notre participation au Kazakhstan est présenté en page 68.

Moldova

Climat de l'investissement

La croissance économique s'est poursuivie à un rythme assez rapide en Moldova, dépassant 7 % en 2002. Un certain nombre de privatisations antérieures sont en cours d'examen et suscitent des inquiétudes croissantes au sujet de l'attitude du gouvernement à l'égard des investisseurs privés, y compris des investisseurs étrangers. En conséquence, il sera plus difficile pour ce pays d'attirer un volume suffisant de financements extérieurs, de sources aussi bien privées que publiques, pour combler l'important déficit que connaît actuellement le compte courant. La réduction de la pauvreté, le renforcement de la capacité administrative dans le secteur public et l'amélioration de la conjoncture commerciale afin d'attirer de nouveaux investissements privés constitueront les principaux défis que la Moldova devra relever au cours des prochaines années.

Activités de la BERD

En 2002, la BERD a investi 10 millions d'euros en Moldova, sous forme notamment de lignes de crédit à Moldova-Agroindbank et à la Banque de crédit aux micro-entreprises pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Nous nous proposons à l'avenir d'élargir nos activités en Moldova, en particulier dans le secteur privé. Nous continuerons à aider les petites entreprises en mettant des moyens de financement à leur disposition par le biais de banques locales sélectionnées. Nous sommes également disposés à soutenir la privatisation si ce processus va de l'avant.

Engagements et décaissements de la BERD en Moldova		
	2002	Total cumulé
Nombre de projets signés ¹	2	19
Engagements (en millions d'euros)	10	181
Pourcentage du total des investissements de la BERD	0,3	0,8
Décaissements (en millions d'euros)	28	148

Remarque : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays. Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 89 à 99, dans laquelle les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée.

Engagements de la BERD, par secteur, en Moldova		
	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Energie	0	38
Infrastructure	0	52
Industries spécialisées	0	35
Institutions financières	10	56
Total	10	181

Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments constitutifs.

Bélarus

Climat de l'investissement

Malgré certains progrès de la gestion macro-économique depuis 2001, le Bélarus n'a toujours pas adopté un programme cohérent de réformes économiques susceptibles de conduire à une croissance stable. Même si l'on estime que l'économie a progressé d'environ 5 % en 2002, les stocks de produits invendus et les pertes des entreprises sont en augmentation.

Le Bélarus, qui a été parmi les pays retardataires en matière de transition, devra entreprendre de nombreuses réformes structurelles, au premier plan desquelles figurent une libéralisation accrue des prix et des salaires, une amélioration du climat de l'investissement et la réalisation de privatisations à grande échelle. Le pays devra également aller de l'avant dans les réformes démocratiques.

Activités de la BERD

En raison de la lenteur des réformes au Bélarus, les possibilités d'investissement de la BERD ont été limitées. Notre stratégie, approuvée en 2002, prévoit plusieurs options possibles. En attendant que les autorités du Bélarus agissent pour autoriser des pratiques démocratiques et mettre en œuvre une réforme du marché, la BERD se limitera à suivre les projets existants et à encourager dans le secteur privé des initiatives commerciales propres à faciliter le processus de réforme. Si le Bélarus progresse sur la voie des réformes démocratiques, la BERD sera en mesure d'élargir la gamme de ses activités.

Engagements et décaissements de la BERD au Bélarus

	2002	Total cumulé
Nombre de projets ¹	0	6
Engagements (en millions d'euros)	8	164
Pourcentage du total des investissements de la BERD	0,2	0,8
Décaissements (en millions d'euros)	3	157

Remarque : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays. Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 89 à 99, dans laquelle les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée.

Engagements de la BERD, par secteur, au Bélarus

	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Energie	0	34
Infrastructures	0	47
Industries spécialisées	0	43
Institutions financières	8	39
Industrie générale	0	1
Total	8	164

Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments constitutifs.

Caucase

Climat de l'investissement

L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont enregistré une très forte croissance en 2002, soit 12,9 et 10,6 % respectivement, ce qui s'explique par le remarquable redressement industriel en Arménie et la solidité persistante du secteur pétrolier en Azerbaïdjan. Ces deux pays sont déterminés à procéder à de nouvelles réformes structurelles avec une aide internationale afin de réduire la pauvreté et de créer les conditions d'une croissance soutenue. Pour l'Arménie, l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pourrait imprimer un nouvel élan au pays car elle devrait améliorer l'accès aux marchés, en particulier à la frontière turque. En Géorgie, l'instabilité politique sur le plan interne a continué de freiner les investissements et demeure le principal obstacle à la mise en œuvre de solides politiques macro-économiques et structurelles.

A l'avenir, le rôle que pourrait jouer le Caucase en tant que couloir de transport entre l'Asie et l'Europe suscite de grands espoirs, mais qui ne se réaliseront que si la situation politique continue à se stabiliser. En outre, ces trois pays ont d'énormes difficultés à améliorer le climat de l'investissement afin d'attirer plus de fonds.

Activités de la BERD

En 2002, la BERD a investi 73 millions d'euros dans le Caucase afin de faciliter le développement du secteur privé, une attention particulière étant accordée aux PME. Une nouvelle institution de microfinancement – la banque de microfinancement de l'Azerbaïdjan – a été créée pendant l'exercice. Le développement des infrastructures a été facilité par le biais d'un investissement dans le terminal pétrolier du port de Poti, en Géorgie. Nous avons également financé notre premier projet industriel avec un

Croissance du PIB en termes réels en 2002

	en %
Arménie	12,9
Azerbaïdjan	10,6
Géorgie	3,5



↑ La compagnie pétrolière Moncrief Azerbaïdjan projette de développer les champs pétrolifères de la basse vallée de la Koura grâce à un prêt de 38 millions d'euros accordé par la BERD.

← La BERD finance par un prêt l'extension du terminal pétrolier du Port de Poti, en Géorgie.

Engagements et décaissements de la BERD

	Nombre d'engagements ¹	Engagements en millions d'euros	% du total des investissements de la BERD	2002	Nombre d'engagements ¹	Engagements en millions d'euros	% du total des investissements de la BERD	Total cumulé
				Décaissements en millions d'euros				Décaissements en millions d'euros
Arménie	1	4	0,1	3	7	122	0,6	98
Géorgie	2	17	0,4	19	17	205	0,9	151
Azerbaïdjan	1	52	1,3	19	12	358	1,7	204
Total	4	73	1,8	41	36	685	3,2	503

Remarque : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays. Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 89 à 99, dans laquelle les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée.

commanditaire local arménien en finançant une entreprise qui exploite la seule fonderie de cuivre de la région du Caucase. Les pourparlers avec les pouvoirs publics ont porté sur le climat de l'investissement, le développement du secteur privé et les réformes indispensables, qu'il s'agisse de développer les possibilités de financement de la BERD ou de suivre des projets déjà en cours d'exécution.

En 2002, la Banque a approuvé de nouvelles stratégies de pays pour l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Malgré les difficultés considérables, nous nous proposons d'accroître nos investissements dans le Caucase afin de favoriser le processus de réforme engagé dans ces pays. Nous contribuerons à mettre en place les institutions nécessaires pour affermir les progrès réalisés et réduire la pauvreté, en particulier grâce à l'aide que nous apportons au secteur privé.

Engagements de la BERD par secteur

	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Energie	38	430
Infrastructure	11	132
Industries spécialisées	0	37
Institutions financières	20	78
Industrie générale	3	8
Total	73	686

Remarque : Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments constitutifs.

Fédération de Russie





Population

en millions

Fédération de Russie	145,4
----------------------	-------

La Fédération de Russie a bien progressé sur la voie des réformes structurelles en 2002 et a enregistré une croissance de 4,3 %. En conséquence, les investissements de la BERD se sont renforcés, atteignant 1,3 milliard d'euros en 2002, contre 0,8 milliard l'année précédente (soutien aux secteurs privé et public). Le principal projet de la Banque pendant l'année a été un prêt public pour financer l'achèvement de la barrière de protection contre les crues de St. Pétersbourg, qui protégera les habitants de la ville contre les graves inondations qui sévissent régulièrement depuis des siècles.

Les principaux défis qui attendent la Fédération de Russie dans les années à venir consisteront à mettre en œuvre des réformes structurelles, à réduire la dépendance du pays vis-à-vis des secteurs pétroliers et gaziers et à attirer davantage d'investissements. La Banque est déterminée à accroître son rôle en Fédération de Russie et ses investissements dans les domaines des infrastructures et du développement des petites entreprises ainsi que dans le secteur financier. Nous allons également renforcer notre engagement dans le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale, qui fait appel à la coopération internationale pour résoudre les sérieux problèmes écologiques affectant le Nord-Ouest de la Fédération de Russie.

Climat de l'investissement

L'économie russe a enregistré de bons résultats en 2002, avec une croissance qui s'est établie juste au-dessus de 4,3 %. Après un premier semestre difficile, la production s'est accélérée dans la deuxième partie de l'année à la faveur de la croissance du secteur de l'énergie, soutenue par les cours élevés du pétrole. La croissance de la consommation des ménages est restée solide ces trois dernières années, grâce à une hausse rapide des salaires réels et une baisse du chômage. Les revenus réels

ont dépassé en septembre 2002 le niveau atteint en 1997, avant la crise, et les chiffres du chômage – environ 6 % – sont au plus bas niveau depuis le début des années 90.

Si la croissance qu'a connue la Fédération de Russie ces dernières années est due en grande partie à la consommation et à l'investissement, la croissance des investissements s'est sensiblement ralentie en 2002 pour revenir à un taux estimatif de 2,6 %. Si le secteur de l'énergie reste l'un de ceux qui attirent le plus d'investissements, il semblerait que sa part dans l'ensemble des

opérations d'investissement ait légèrement fléchi en 2002. La hausse du coût de la main-d'œuvre et l'appréciation réelle du rouble ont érodé les marges de profit et réduit les liquidités susceptibles d'être réinvesties. Si les prêts bancaires ont continué à croître rapidement, cette croissance s'est faite à partir d'un faible niveau de départ et n'a pas compensé la chute des bénéfices.

La politique macro-économique est restée prudente en 2002. Une situation budgétaire solide a été maintenue pour se prémunir contre une baisse potentielle des cours du pétrole et limiter les effets de la forte position de la Fédération de Russie en termes de change réel. Le succès de cette politique devrait permettre au pays de surmonter sans trop de dommages une baisse des prix du pétrole, au moins pendant une période limitée. Elle a également permis à la Fédération de Russie de réduire l'inflation à environ 15 % fin 2002, malgré un fort afflux de capitaux.

Soutenue par les cours élevés du pétrole, la position de la balance des paiements du pays est restée saine. Notamment, le solde des capitaux s'améliore et le secteur privé est devenu importateur net de capital, comme le soulignent les nombreuses émissions de titres sur les marchés étrangers par les entreprises russes sur l'ensemble de l'année. La cote de crédit de la Fédération de Russie a continué de s'améliorer en 2002 et au début de l'année 2003. Toutefois, les investissements étrangers directs restent faibles en comparaison avec l'Europe centrale ou d'autres marchés émergents.

Les progrès des réformes structurelles se sont poursuivis en 2002. La Fédération de Russie a sensiblement progressé en termes de réduction des contraintes réglementaires et fiscales des entreprises et d'amélioration de la protection des droits des investisseurs. La nouvelle législation adoptée en 2002 comprend un nouveau code foncier, un nouveau code du travail et d'importants

amendements à la loi sur les sociétés par actions. Le code russe de la gestion des entreprises, adopté en mars 2002, commence à être appliqué et l'importance d'un bon gouvernement d'entreprise est de plus en plus reconnue. Une nouvelle loi sur les faillites – modifiant de manière significative la procédure d'insolvabilité – a également été adoptée. Par ailleurs, une nouvelle procédure d'arbitrage simplifiera le processus de résolution des litiges commerciaux, et la Douma a adopté à l'unanimité la loi sur le blanchiment d'argent.

Des progrès ont également été réalisés dans la création d'un cadre législatif complet et moderne pour le secteur des télécommunications (voir page 85). Des améliorations ont également été apportées au cadre juridique et réglementaire régissant les marchés de capitaux d'emprunt, en vue de le mettre en conformité avec les marchés obligataires internationaux.



↑ Deux prêts d'un montant total de 95 000 euros accordés dans le cadre du Fonds pour les petites entreprises de la Fédération de Russie ont permis à la société Devore d'agrandir son réseau de vente et d'accroître ses recettes de plus de 80 % depuis l'année 2001.

← En 2002, la BERD a investi un montant de 142 millions d'euros dans des projets concernant l'industrie générale et les industries manufacturières.



↑ Un prêt de 44 millions d'euros accordé par la BERD a permis à la brasserie Vena de St. Pétersbourg d'accroître sa production.

→ En 2002, la BERD a investi dans des services municipaux essentiels, améliorant, par exemple, la qualité de l'approvisionnement d'eau dans les villes russes.



Défis à venir

Le principal défi qui attend la Fédération de Russie consistera à réduire la dépendance de l'économie et du gouvernement vis-à-vis du secteur pétrolier et gazier. Les investissements dans d'autres domaines de l'économie restent faibles et la croissance rapide des salaires réels amoindrit la compétitivité du pays. Par ailleurs, la Fédération de Russie doit faire davantage pour attirer des investissements étrangers directs et promouvoir l'investissement intérieur si elle veut parvenir à une convergence durable de ses niveaux de revenu avec ceux des pays de l'OCDE.

La mise en place et l'application d'un certain nombre de réformes structurelles reste nécessaire dans le secteur financier pour améliorer le financement de l'économie réelle. Il est particulièrement important de rétablir la confiance dans le système financier, compte tenu de la nécessité de réduire la dépendance vis-à-vis du secteur pétrolier et gazier et de limiter la pression sur les taux de change due aux cours élevés du pétrole. Des réformes majeures restent à réaliser dans le domaine des infrastructures, notamment pour ce qui

concerne les tarifs de l'énergie. Il est par ailleurs essentiel d'améliorer la coordination entre les différents niveaux de gouvernement, le climat des affaires et les performances économiques variant sensiblement selon les différentes régions russes.

Activités de la BERD

En 2002, la BERD a accru de manière significative le niveau de ses nouvelles opérations dans la Fédération de Russie, portant ses engagements annuels à 1,3 milliard d'euros, contre 804 millions d'euros en 2001. La croissance a été particulièrement solide dans le secteur des infrastructures. Fin 2002, le total des investissements de la BERD en Fédération de Russie s'élevait à 4,8 milliards d'euros. Les investissements dans le secteur privé représentaient 78 % de cette somme. L'investissement total comprend 1,34 milliard pour soutenir les institutions financières, 761 millions pour les ressources naturelles, 458 millions pour l'agro-alimentaire et 758 millions d'euros pour les projets dans l'industrie générale et dans les industries manufacturières.

L'activité croissante de la BERD en Fédération de Russie témoigne des progrès du gouvernement en termes de réformes politiques et économiques. L'amélioration du climat des affaires aux niveaux national et local a été un objectif majeur de ce processus. La Banque lui a apporté son soutien – tout particulièrement dans le domaine de la réforme législative – en offrant son aide technique aux autorités russes. Cette aide a concerné principalement les domaines de la gestion des entreprises, des marchés financiers, des lois sur les garanties, des concessions et du cadre juridique et réglementaire des télécommunications.

En 2002, la BERD a signé des projets avec d'importants investisseurs locaux et stratégiques dans des secteurs aussi divers que les articles ménagers et le traitement de l'acier. Nous avons renforcé notre portefeuille hors des grandes villes, élargi notre soutien aux petites municipalités et aux banques régionales et accru nos financements en monnaie locale. Dans le secteur de l'électricité, la BERD s'est impliquée dans des projets avec les principaux services publics régionaux, tout en poursuivant un dialogue soutenu avec les autorités compétentes sur la restructuration du secteur.

Le plus vaste projet de la BERD à ce jour – un prêt de 234 millions d'euros pour la barrière de protection contre les crues de St. Pétersbourg – a été signé en fin d'année. Ce prêt contribuera à financer l'achèvement de cette barrière et à prévenir les inondations dans la ville. Depuis deux décennies, St. Pétersbourg est inondée environ deux fois par an et une inondation sérieuse pourrait coûter 4 milliards d'euros à la ville. Ce prêt sur 18 ans permettra aux autorités russes d'appliquer les meilleures pratiques commerciales à la construction et au fonctionnement d'un important projet du secteur public, avec recouvrement des coûts et participation du secteur privé.

Parmi les projets importants signés en fin d'année figure le prêt au Gouvernement russe pour financer les réparations sur la tour Ostankino à Moscou, deuxième tour de télévision du monde par sa hauteur.

Engagements et décaissements de la BERD

	2002	Total cumulé
Nombre de projets signés	26	152
Engagements (en millions d'euros)	1 289	4 818
Pourcentage du total des investissements de la BERD	33,0	22,3
Décaissements (en millions d'euros)	654	3 198

Remarque : Le cas échéant, le financement des projets régionaux a été alloué à la Fédération de Russie. Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 89 à 99, dans laquelle les projets régionaux sont classés séparément.

Engagements de la BERD par secteur

	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Énergie		
Rendement énergétique	4	4
Ressources naturelles	132	761
Electricité et énergie	67	241
<i>Sous-total</i>	203	1 006
Infrastructures		
Infrastructures municipales et environnementales	287	392
Transports	219	337
<i>Sous-total</i>	506	729
Industries spécialisées		
Agro-industries	174	458
Immobilier, tourisme et transports maritimes	95	368
Télécommunications, informatique et médias	0	159
<i>Sous-total</i>	269	985
Institutions financières		
Prises de participation dans des banques	0	69
Prêts bancaires	94	625
Fonds de placement	19	382
Institutions financières non bancaires	47	54
Financement des petites entreprises	8	209
<i>Sous-total</i>	168	1 339
Industrie générale		
Industrie générale	142	758
<i>Sous-total</i>	142	758
Total	1 289	4 818

Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments constitutifs.

Ce projet aura un impact significatif sur le processus de transition en assurant le même accès aux chaînes publiques et privées et en introduisant des méthodes commerciales de gestion.

Le programme de la Banque pour les petites entreprises a bien progressé pendant l'année. Le Fonds pour les petites entreprises de la Fédération de Russie a fourni 300 millions d'euros à 44 500 emprunteurs, avec des prêts allant de 10 à 200 000 euros. Fin 2002, les décaissements du Fonds s'élevaient à plus d'un milliard de dollars EU (950 millions d'euros) répartis sur plus de 100 000 clients. Les Fonds régionaux de capital-risque ont offert un soutien complémentaire aux petites et moyennes entreprises (PME) via des prises de participation et des subventions. Nous avons poursuivi le développement de notre gamme de produits en Fédération de Russie, introduisant les reçus de stockage et le crédit-bail.

Activités à venir

En octobre 2002, la BERD a adopté une nouvelle stratégie de pays pour la Fédération de Russie. Cette stratégie met en évidence la contribution de la Banque à la diversification économique du pays et notre soutien au processus de réforme en cours. La BERD va continuer à mettre l'accent sur les régions où les autorités locales sont désireuses de coopérer et où les besoins en investissements sont élevés. Nous allons accroître nos prêts aux petites entreprises et fournir une assistance technique qui contribuera à améliorer le climat de l'investissement et à renforcer la diversification économique. Nous allons continuer à soutenir le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale, qui apporte déjà des solutions aux graves problèmes écologiques affectant le Nord-Ouest de la Fédération de Russie (voir page 18).

Les principales priorités des prochaines années seront d'encourager la restructuration des infrastructures, d'attirer des investisseurs stratégiques, de renforcer le développement des petites entreprises et de soutenir la réforme du secteur financier. En sélectionnant les projets, la BERD tient notamment compte de facteurs tels que le renforcement de l'implication du secteur privé, les améliorations en termes d'environnement, les investissements dans le rendement énergétique et les priorités du gouvernement.

L'accent sera mis tout particulièrement sur les projets qui contribuent à libérer l'économie de sa dépendance vis-à-vis des secteurs du pétrole et du gaz. Par exemple, la BERD va renforcer son programme de modernisation des infrastructures municipales et de financement de projets clés dans les transports. A Kaliningrad, nous avons élaboré un plan d'action qui prévoit des investissements importants dans les systèmes de traitement des eaux, la création d'une filiale d'une banque spécialisée dans les prêts aux PME et le lancement d'une étude visant à évaluer les difficultés rencontrées par les petites entreprises.

Compte tenu des réformes en cours et des besoins en investissements, notre rôle en Fédération de Russie devrait se renforcer et une part croissante de notre volume total d'opérations devrait concerner les nouvelles entreprises de cet immense pays.

STORAENSO

Secteur
Produits forestiers

Client
Stora Enso

Région
Europe centrale et pays de
l'ex-Union soviétique

Financement BERD
Mécanisme multiprojets de
100 millions d'euros : prêt de
6 millions d'euros sur 9 ans
pour le premier projet

Autres financements
140 millions d'euros syndiqués
auprès de trois banques
commerciales : 3 millions d'euros
syndiqués pour le premier projet

Objectif
Soutenir le développement de
méthodes de production plus
modernes et plus efficaces

Modernisation du secteur forestier



Les industries du secteur forestier d'Europe orientale fonctionnent généralement avec des installations obsolètes et peu respectueuses de l'environnement. Dans une région dotée d'abondantes ressources en bois, il existe un besoin évident d'investissements dans les technologies modernes pour permettre une utilisation plus rationnelle des matières premières. Le mécanisme multiprojets de la BERD avec Stora Enso, principal fabricant mondial de papier et de carton, vient soutenir un programme d'investissement à long terme dans la région. Les projets à financer concernent principalement des sciages de résineux et le carton ondulé.

Stora Enso va introduire de nouvelles méthodes de production dans ces industries. Les premiers projets à financer concerneraient la construction de nouvelles scieries à Karelia (Nord-Ouest de la Fédération de Russie, près de la frontière finlandaise) et Novgorod et un d'atelier de conditionnement dans la région de la Volga.

Les projets de la BERD avec Stora Enso introduiront des méthodes modernes et apporteront des nouvelles compétences à la région.

Ces scieries seront les premières de la Fédération de Russie à utiliser des équipements modernes pour le tri et le sciage avec des méthodes de production informatisées et des mécanismes de contrôle

de la qualité. Le deuxième projet proposé concerne la création d'une nouvelle usine de fabrication d'emballages en carton ondulé pour l'industrie alimentaire et l'industrie des boissons.

Ce projet ouvre de nouvelles perspectives à la BERD. Il s'agit de notre premier essai de coopération régionale à long terme et de notre première syndication d'un mécanisme multiprojets. C'est aussi notre premier investissement direct dans l'industrie russe des sciages.

Ces projets créeront de nouveaux emplois et apporteront de nouvelles compétences et de nouvelles technologies à la région. Stora Enso devrait satisfaire aux meilleures normes de l'industrie en termes d'environnement, d'hygiène industrielle, de gestion forestière durable et de gouvernement d'entreprise. Le projet devrait également améliorer la compétitivité dans le secteur des scieries et dans les industries connexes comme l'exploitation forestière et le traitement du bois et du papier.

"Stora Enso est heureux d'avoir la BERD comme partenaire solide pour son futur développement en Fédération de Russie et à l'Europe orientale," affirme Esko Mäkeläinen, Directeur financier de l'entreprise.

Le mécanisme multiprojets vise à financer une série de projets de même nature. Les futurs projets seront soigneusement examinés pour s'assurer qu'ils respectent l'environnement et favorisent le processus de transition.



Secteur
Transports

Client
Rosavtodor (division du Ministère des Transports)

Pays
Fédération de Russie

Financement BERD
Prêt de 218 millions d'euros sur 15 ans

Autres financements
Rosavtodor fournira jusqu'à 95 millions d'euros.

Aide technique : 1,3 million d'euros provenant du Canada, du Danemark, de la Suède et de l'Union européenne

Objectif
Aider la Fédération de Russie à construire sa première liaison routière vers sa partie extrême-orientale et à achever une route de contournement de St. Pétersbourg

Nouvelle route vers la partie extrême-orientale de la Fédération de Russie et diminution du trafic à St. Pétersbourg



Pendant les longs mois d'hiver, les populations qui vivent dans les zones reculées de la Fédération de Russie extrême-orientale sont complètement coupées du monde et ne peuvent être atteintes que par avion. A l'autre extrémité de l'immense pays, les camions qui traversent le centre de St. Pétersbourg provoquent encombrements et pollution. Avec l'aide de la BERD, deux nouveaux projets routiers amélioreront la qualité de la vie pour ces deux communautés très éloignées.

Notre premier prêt au secteur routier russe contribuera à la construction de la première liaison routière Est-Ouest vers la partie extrême-orientale du pays. Lorsqu'elle sera achevée, en 2005, une nouvelle route à deux voies couvrira 2 165 kilomètres entre Tchita et Khabarovsk – suivant le tracé du chemin de fer transsibérien – et offrira la première liaison routière entre Moscou et Vladivostok. Tout en désenclavant cette région isolée, la route accélérera les mouvements de marchandises et offrira une alternative au transport ferroviaire, améliorant l'accès aux produits de base et abaissant les coûts de transport.

Les dommages à l'environnement causés par ce gigantesque chantier seront limités grâce à une stricte réglementation de la construction. Le projet satisfait à tous les critères environnementaux et a rencontré un accueil enthousiaste pendant la période de consultation publique.

Igor Slyunyaev, Chef de l'administration du secteur routier russe (Rosavtodor) en parle en ces termes : "Le financement de la BERD est une nécessité absolue pour nous permettre de construire la route Tchita-Khabarovsk et la rocade de contournement de St. Pétersbourg. Ces deux routes sont une priorité pour mon pays et je suis très heureux que la BERD apporte ses compétences pour aider au développement et à la réforme de notre secteur routier".

Les travaux commencent cette année sur la section de la rocade Est de St. Pétersbourg financée par la BERD. Cette rocade permettra d'éloigner les gros camions du centre historique de la ville, réduisant le bruit et la pollution et améliorant la sécurité routière et la qualité de l'air pour tous les habitants de la ville.

La réforme du financement du secteur routier fait partie intégrante du projet. La BERD fournit une aide technique à Rosavtodor pour développer un système de gestion routière, améliorer la sécurité automobile et renforcer le contrôle de la qualité. Cette aide fait suite aux propositions – avancées par des consultants et aujourd'hui appliquées – visant à recouvrer une partie des coûts d'utilisation en créant une taxe spécifique pour les usagers de la route.

Ce projet dépend d'une coopération étroite entre la BERD et le ministère russe des transports, qui servira de modèle pour la collaboration à venir.

Ouverture d'un centre commercial géant à Moscou



IKEA

Secteur
Immobilier

Client
IKEA Mos, filiale du Groupe IKEA

Pays
Fédération de Russie

Financement BERD
Prêt de 95 millions d'euros sur 10 ans

Objectif
Mettre en place un nouveau concept de vente au détail en Fédération de Russie

Jusqu'à 25 millions de personnes par an sont attendues à Mega Mall, le plus grand centre commercial d'Europe orientale, qui s'est ouvert à Moscou le 12 décembre 2002. Ce centre est le premier de ce type en Fédération de Russie à offrir sous un même toit un vaste choix de magasins, restaurants et équipements de loisirs.

La première tranche du centre – à la périphérie de Moscou et sur une superficie de 170 000 mètres carrés – comprend une galerie marchande d'environ 150 magasins, une patinoire, une aire de jeux pour enfants et un espace de restauration avec cafés, bars et fast-food.

Le site – construit sur un seul niveau, avec un parking gratuit pour 11 000 voitures – a été conçu et développé par IKEA et partiellement financé par la BERD. Nous finançons également la deuxième phase du complexe, qui devrait ouvrir ses portes à l'été 2003. Elle comprendra un cinéma multiplexe de 11 salles, un parking souterrain et de nombreux autres magasins (portant leur total à 250) et restaurants.

Il s'agit là du premier projet d'IKEA dans le développement immobilier en Fédération de Russie, après le succès de ses deux magasins de meubles à Moscou. Le centre commercial est destiné aux consommateurs à revenus moyens. Jusqu'à présent, le commerce de détail moscovite offrait soit des marchandises importées onéreuses, soit des produits locaux bon marché, avec un choix intermédiaire très limité.

Avec IKEA, la chaîne française d'hypermarchés Auchan fait partie des grands noms représentés dans le nouveau centre commercial. Benetton et d'autres marques européennes sont présentes parmi les nombreuses boutiques de mode, dont une vingtaine sont nouvelles sur le marché russe. Un grand magasin et une grande surface de bricolage ouvriront dans la deuxième phase du projet. Les prévisions de ventes pour le centre commercial s'établissaient à environ 640 millions d'euros par an, mais les résultats initiaux ont déjà dépassé ce chiffre.

Le nouveau complexe est en train de modifier le paysage commercial moscovite et donnera un nouvel élan à l'économie russe. Il a permis de créer 5 000 nouveaux emplois, la plupart dans la vente, le marketing et les services à la clientèle, et vient soutenir les fournisseurs locaux ainsi que les secteurs de l'immobilier commercial et de la construction. Il contribue également à fixer de nouvelles normes. IKEA a même créé une "université Mega Mall" pour former le personnel du centre. La société a l'intention de créer un centre commercial similaire autour de son autre magasin moscovite et d'ouvrir fin 2003 son premier magasin à St. Pétersbourg.

Ingvar Olsson, Directeur général adjoint d'IKEA MOS, fait ce commentaire : "IKEA et la BERD sont des partenaires naturels, car nous partageons les mêmes vues à long terme, axées sur le développement durable et le gouvernement d'entreprise."



Secteur
Industries manufacturières

Client
Merloni

Pays
Fédération de Russie

Financement BERD
Prise de participation de
13,6 millions d'euros

Objectif
Moderniser la production et élargir
les gammes de produits

Un électroménager plus performant pour le marché russe



Le marché russe de l'électroménager est en croissance rapide pour répondre à la demande des consommateurs en produits nouveaux et fiables. Pour stimuler ce marché, la BERD aide à améliorer la qualité de l'électroménager fabriqué dans le pays en investissant dans la compagnie Stinol, principale usine de réfrigérateurs du pays. L'entreprise fait partie du Groupe Merloni, troisième fabricant européen d'électroménager (qui compte parmi ses marques Indesit et Ariston). Notre investissement sera utilisé pour moderniser les moyens de production de l'entreprise.

Les consommateurs russes disposeront d'un matériel électroménager moderne et fiable grâce à un investissement de la BERD dans la société Stinol.

Depuis l'année 2000, Stinol a accru sa production, qui est passée de 600 000 appareils par an à plus d'un million cent mille. Les produits Stinol représentent environ 30 % du marché russe. L'entreprise s'attache actuellement à élargir sa gamme de réfrigérateurs et à améliorer leurs performances en termes de fiabilité et d'impact sur l'environnement. Elle projette également d'étendre ses activités à la fabrication de machines à laver : une nouvelle usine de fabrication d'une capacité d'un million d'unités devrait voir le jour en 2004.

La restructuration de Stinol prendra plusieurs années. Dans l'intervalle, Merloni développera des compétences dans les domaines de la production, du contrôle de la qualité, de la gestion d'entreprise, de la distribution, du marketing et du service après vente. Les compétences techniques de Merloni et sa bonne réputation en matière d'environnement renforceront les avantages en termes de rendement énergétique, de recyclage et d'hygiène industrielle.

La BERD sera représentée au Conseil d'administration de Stinol et soutiendra l'engagement de l'entreprise d'appliquer les meilleures pratiques à toutes ses opérations. Le projet devrait encourager une meilleure concurrence et soutenir le processus de transition en fixant de nouvelles normes en matière d'industrie, d'environnement et de gestion en Fédération de Russie.

Asie centrale





Population

en millions

Kazakhstan	14,9
Ouzbékistan	25
République kirghize	4,7
Tadjikistan	6,2
Turkménistan	5,4



Les pays d'Asie centrale se trouvent dans la nécessité de lutter contre une grave pauvreté, de procéder à des réformes et d'attirer des investissements privés. En 2002, une large part des investissements de la BERD a servi à développer les petites entreprises, qui jouent un rôle central dans la réduction de la pauvreté et la croissance de l'économie. Nous avons aussi collaboré étroitement avec la région pour procéder à des réformes, intensifier la coopération entre pays voisins et rechercher les moyens d'améliorer le climat de l'investissement.

Au cours des prochaines années, nous nous proposons d'accroître nos investissements en Asie centrale en nous intéressant plus particulièrement aux pays les plus pauvres de notre région d'opérations et en nous déplaçant vers l'est. Nous visons en particulier à encourager la coopération transfrontières (projets d'infrastructure notamment), le développement du secteur financier, l'appui aux petites entreprises et la diversification de l'économie en dehors du pétrole et du gaz.

Climat de l'investissement

L'Asie centrale a suscité un renouveau d'attention sur la scène internationale au lendemain des événements tragiques du 11 septembre 2001. Toutefois, l'intervention militaire en Afghanistan et l'accroissement de l'aide internationale qui ont suivi n'ont pas sensiblement modifié les résultats économiques dans la région. Par ailleurs, les tentatives de réforme économique continuent de prendre du retard par rapport à d'autres pays en transition.

Si l'ampleur des réformes réalisées au cours de la décennie écoulée dans les cinq pays d'Asie centrale varie sensiblement, tous ces

pays se heurtent aux problèmes connexes que sont la lutte contre la grande pauvreté et l'amélioration du climat de l'investissement dans le secteur privé, qui reste peu développé en Asie centrale.

Après avoir atteint un niveau record en 2001, la croissance économique est restée solide en 2002 au Kazakhstan et au Tadjikistan, dépassant 9 % dans ces deux pays. Au Kazakhstan, l'augmentation rapide de la production dans le secteur énergétique et la poursuite de la reprise dans les industries légères et les services à l'échelon national ont soutenu la croissance. Au Tadjikistan, la demande intérieure a aussi joué un rôle important dans la reprise grâce

Croissance du PIB en termes réels en 2002

	en %
Kazakhstan	9,5
Ouzbékistan	4,2
République kirghize	-0,5
Tadjikistan	9,1
Turkménistan	8,4

à l'amélioration des revenus et à l'accroissement des ventes de produits alimentaires et de services.

Au Turkménistan, les estimations officielles d'une croissance de 21,2 % semblent très exagérées étant donné que la production gazière n'a progressé que de 3 % et que l'agriculture a souffert d'une très mauvaise récolte de coton.

La croissance a été moins forte en Ouzbékistan et en République kirghize, le PIB enregistrant une progression de 4 % dans le premier pays et un recul de 0,5 % dans le deuxième. S'agissant de la République kirghize, la baisse du PIB s'explique presque entièrement par la perturbation de la production des mines d'or de Kumtor à la suite d'un accident en début d'année. D'autres secteurs de l'économie se sont bien comportés et la croissance retrouvera ou dépassera probablement le niveau de 2001 au cours du prochain exercice.

En Ouzbékistan, l'économie demeure déprimée faute d'investissements privés. Les investisseurs privés ont adopté une attitude attendiste à l'égard des engagements répétés du gouvernement en faveur de la libéralisation et ont été fortement touchés par l'adoption de nouvelles restrictions commerciales pendant l'exercice. Parallèlement, des réformes positives telles que l'abaissement sensible du taux de change officiel et le rapprochement des prix du coton et du blé sur les marchés publics de ceux pratiqués sur le marché international réduisent le volume des ressources disponibles pour l'investissement public.

Le dernier exercice a été marqué par un certain nombre d'améliorations législatives dans la région. Le Kazakhstan a promulgué une nouvelle loi sur les concessions qui prévoit des conditions normalisées pour les accords de franchise. La République kirghize a adopté une nouvelle loi sur le crédit-bail et le micro-financement qui améliorera



↑ Grâce au mécanisme d'investissement direct de la BERD, la société BDC Vytas a pu élargir son réseau de cliniques dentaires mobiles en République kirghize.

← Le prêt de la BERD à la Kazkommertsbank permettra d'augmenter les prêts aux grandes entreprises dans des secteurs tels que l'industrie générale ou les industries pétrolières et gazières.



↑ La BERD a investi plus de 140 millions d'euros dans des projets intéressant le secteur de l'énergie en Asie centrale.

→ En 2002, la BERD a investi 49 millions d'euros dans des projets agro-industriels.

sensiblement le financement des petites et moyennes entreprises (PME).

Le Kazakhstan et le Tadjikistan ont progressé vers l'adoption d'un cadre moderne et attrayant pour les investisseurs dans le domaine des télécommunications. En outre, l'Ouzbékistan a adopté en août 2002 un nouveau cadre juridique pour le crédit-bail (voir page 85).

Le Kazakhstan se distingue parmi les pays d'Asie centrale par la solidité de sa macro-économie et de son secteur financier. Une politique budgétaire stricte a permis au pays de mettre en place un important volant de sécurité dans l'éventualité d'un fléchissement des prix du pétrole. Cela a également contribué à neutraliser les forts apports de capitaux provenant du secteur pétrolier, freiné l'inflation et amélioré la compétitivité du taux de change réel. La réforme des pensions a également conduit à l'accumulation d'une épargne intérieure de 1,7 milliard d'euros qui, associée à l'accroissement des dépôts bancaires, a créé d'abondantes liquidités, en particulier pour les grandes sociétés kazakhes. Malgré ces aspects positifs, l'économie demeure fortement tributaire du pétrole. Les faiblesses

dont souffrent le climat de l'investissement et les normes de gestion dans les entreprises kazakhes ont empêché les investisseurs de s'intéresser aux secteurs économiques autres que le secteur pétrolier.

Dans le reste de l'Asie centrale, la situation macro-économique est moins stable. La République kirghize et le Tadjikistan souffrent d'un lourd endettement public, demeurent tributaires des sources de financement officielles et ont du mal à attirer des investissements étrangers privés. En Ouzbékistan, des ressources naturelles abondantes offrent en principe d'intéressantes possibilités d'investissement, mais des régimes de change générateurs de distorsions et des orientations économiques incohérentes ont jusqu'ici découragé les investisseurs. Au cours des 18 derniers mois toutefois, l'Ouzbékistan a pris un certain nombre de mesures de réforme. Le Turkménistan n'a pas réussi à améliorer de manière avérée le climat de l'investissement.

Défis pour l'avenir

Les perspectives économiques pour cette région sont principalement liées à l'évolution de la situation en Fédération de Russie et aux prix des produits de base. Le principal défi économique pour la région consistera à surmonter cette dépendance grâce à une plus forte intégration dans l'économie mondiale, à une meilleure coopération régionale et à une diversification de l'économie. Les investissements étrangers joueront à cet égard un rôle décisif. Afin d'attirer des investissements accrus, la région doit s'attacher à améliorer le climat de l'investissement, et notamment à renforcer le pouvoir judiciaire et à lutter contre la corruption.

Pour être moins tributaire du pétrole, le Kazakhstan devra améliorer le climat de l'investissement pour les PME locales, attirer des investissements étrangers vers le secteur non énergétique et mettre en place des infrastructures pour améliorer la compétitivité du pays et son accès aux marchés mondiaux. En République kirghize et au Tadjikistan, un problème fondamental consistera à venir à bout d'un lourd endettement, un autre étant la mise en place

progressive d'un secteur financier suffisamment solide pour favoriser le développement des PME et l'esprit d'entreprise à l'échelon national.

S'agissant d'attirer des investissements étrangers, ces pays n'ont pas encore tiré les avantages de régimes relativement libéraux en matière de commerce extérieur et de change du fait de la lente progression des réformes institutionnelles.

En Ouzbékistan, le gouvernement devra procéder à de profondes réformes structurelles s'il souhaite attirer de nouveaux investissements étrangers et exploiter pleinement les possibilités économiques du pays. Certains progrès ont été accomplis, mais le pays a grand besoin de mener à bien ses efforts de réforme pour renforcer les investissements dans le secteur privé et compenser les ajustements indispensables dans le secteur public. Au Turkménistan, les réformes structurelles ont été très modestes. Le pays a besoin de prendre des mesures de libéralisation du commerce extérieur et du régime des changes et de réduire nettement l'ingérence de l'Etat dans l'économie.

Activités de la BERD

En 2002, la BERD a investi 221 millions d'euros en Asie centrale. Le principal pays bénéficiaire a été le Kazakhstan (175 millions d'euros), suivi par l'Ouzbékistan (34 millions

d'euros). Au cours du dernier exercice, nous avons largement contribué au développement du secteur privé, qui est essentiel pour la création d'emplois et l'élimination de la pauvreté. La BERD est le plus gros investisseur dans le secteur privé en Asie centrale, en dehors du secteur pétrolier. La BERD est aussi l'institution financière internationale qui entreprend le plus grand nombre de projets, avec des investissements dont le total se situe autour de 1,8 milliard d'euros.

Parmi les projets signés pendant l'exercice figurent un investissement pour améliorer l'environnement dans une raffinerie de cuivre au Kazakhstan oriental (voir page 15), un prêt à Kazkommertsbank pour accroître ses prêts aux entreprises privées (voir page 66) et un investissement destiné à accroître la capacité de production de Gap-Turkmen, entreprise pilote dans l'industrie du vêtement au Turkménistan. La BERD a également apporté un appui conséquent au programme de facilitation du commerce, qui encourage le commerce d'importation et d'exportation.

Afin d'accroître les prises de participation dans les pays dont le volume d'opérations est plus réduit, nous avons élargi le mécanisme d'investissement direct, qui permet de financer directement des entreprises prometteuses du secteur privé dirigées par un personnel local expérimenté. La BERD a également lancé en 2002 un fonds spécial de partage des risques pour l'Asie centrale, dont

l'objet est d'aider à accroître le niveau d'activité dans la région, principalement en finançant des projets pour les petites entreprises (voir page 22).

Par le biais de lignes de crédit à des banques locales, la BERD a en particulier réussi à octroyer des prêts à de très petits emprunteurs qui n'ont pas accès à d'autres formes de financement. La réussite de ce programme a amené d'autres institutions financières internationales qui s'intéressent à l'Asie centrale à mener des opérations analogues, créant ainsi de nouveaux emplois. Parallèlement, les fonds de coopération technique fournis par des pays donateurs ont contribué à créer de solides compétences financières. Le programme de prêts en échange de reçus de stockage de céréales, qui sert à financer les agriculteurs et le développement rural (voir page 68), est l'un des produits importants mise en place dans la région en 2002.

Par le biais d'un grand nombre d'intermédiaires financiers, la BERD a déjà investi environ 285 millions d'euros dans des micro, petites et moyennes entreprises dans toute l'Asie centrale. Ce montant comprend 90 millions d'euros investis dans le programme pour les petites entreprises du Kazakhstan, mis en place en 1998 pour renforcer le secteur des PME. Ce programme a déjà permis de décaisser plus de 40 000 micro et petits prêts au Kazakhstan pour un montant total de plus de 230 millions d'euros. Sur cette base, la BERD a approuvé en 2002 un montant supplémentaire de 85 millions d'euros au titre de ce programme, dont le décaissement interviendra en 2003. Le taux de remboursement dépasse actuellement 99 %.

En République kirghize, la BERD a créé en 2002 un mécanisme de 14,5 millions d'euros pour financer le développement des micro et petites entreprises. Cofinancé par le Gouvernement suisse, le Gouvernement des Etats-Unis et la Société financière internationale, ce mécanisme offrira des lignes de crédit aux banques commerciales kirghizes en vue de leur rétrocession aux chefs d'entreprises locaux. Les petites entreprises emploient au moins 60 % de la

Engagements de la BERD

	2002			Total cumulé		
	Nombre de projets ¹	en millions d'euros	% du total des investissements de la BERD	Nombre de projets ¹	en millions d'euros	% du total des investissements de la BERD
Tadjikistan	0	0	0	5	31	0,1
République kirghize	0	2	<0,1	13	143	0,7
Turkménistan	1	10	0,3	5	163	0,8
Ouzbékistan	1	34	0,9	18	612	2,8
Kazakhstan	6	175	4,5	25	818	3,8
Total	8	221	5,7	66	1 767	8,2

Remarque : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays. Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 89 à 99, dans laquelle les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée.

main-d'œuvre kirghize, mais leur financement par le biais de banques locales est encore limité. Ce mécanisme contribuera à combler en partie ce manque de financement. Tout en venant en aide aux chefs d'entreprises locaux, il aidera les banques partenaires à mettre en place des programmes de prêt efficaces avec l'aide de subventions de l'Union européenne et de l'USAID. En 2002, la BERD a également investi, de concert avec le Gouvernement japonais, dans un programme pour les petites entreprises d'Ouzbékistan (voir page 67).

L'objectif de la BERD – favoriser le développement du secteur privé au Tadjikistan – a continué de se heurter à de graves obstacles en raison des faiblesses du climat de l'investissement et de la fragilité de la situation macro-économique. Une capacité administrative insuffisante, un secteur financier peu développé et une mauvaise infrastructure font obstacle à l'expansion des entreprises privées et freinent les investissements étrangers. Dans cette conjoncture difficile, les possibilités d'investissement ont été limitées pour la BERD.

Au cours de l'exercice, la BERD a poursuivi ses pourparlers avec les gouvernements concernés sur la manière d'améliorer le climat de l'investissement et d'accroître la coopération régionale en Asie centrale. Au Kazakhstan, par exemple, la Banque a examiné avec le Conseil des investisseurs étrangers les moyens d'attirer des capitaux privés.

Pour préparer l'assemblée annuelle de la Banque qui aura lieu à Tachkent en mai 2003, des rencontres ont eu lieu avec le Président et de hauts fonctionnaires de l'Ouzbékistan pour discuter des mesures de réforme structurelle, de la nécessité d'une coopération régionale avec les pays voisins et du respect de la démocratie pluraliste et des droits de l'homme.

En collaboration avec d'autres institutions financières internationales, la BERD a demandé un surcroît d'assistance financière sous forme de subventions pour aider les pays les plus pauvres d'Asie centrale (Ouzbékistan, République kirghize et Tadjikistan), qui font partie du CIS-7.

Engagements de la BERD par secteur		
	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Énergie		
Rendement énergétique	0	14
Ressources naturelles	0	260
Electricité et énergie	0	142
<i>Sous-total</i>	0	416
Infrastructures		
Infrastructures municipales et environnementales	0	56
Transports	0	336
<i>Sous-total</i>	0	393
Industries spécialisées		
Agro-industries	49	79
Immobilier, tourisme et transports maritimes	0	18
Télécommunications, informatique et médias	0	45
<i>Sous-total</i>	49	142
Institutions financières		
Participations dans les banques	0	14
Prêts aux banques	131	517
Prises de participation	0	41
Institutions financières non bancaires	2	8
Financement des petites entreprises	9	84
<i>Sous-total</i>	142	662
Industrie générale		
Industrie générale	30	154
<i>Sous-total</i>	30	154
Total	221	1 767

Remarque : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments constitutifs.

Décassements de la BERD		
	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Tadjikistan	0	12
Turkménistan	21	70
République kirghize	1	136
Ouzbékistan	32	416
Kazakhstan	104	429
Total	158	1 063

Activités à venir

Pour les prochaines années, la BERD se propose d'accroître le niveau de ses investissements en Asie centrale pour répondre au besoin urgent de financement. Nous nous emploierons dans la région à accroître les apports de capitaux privés, à mettre en place des économies de marché et à développer la démocratie. Pour attirer des investissements étrangers vers l'Asie centrale, il est indispensable d'éliminer les obstacles commerciaux, de rendre le climat de l'investissement plus prévisible et de continuer à diversifier l'économie en dehors du pétrole et du gaz. En réalisant des améliorations dans ces domaines, les pays de la région seront mieux en mesure de connaître une croissance durable à l'avenir et de confirmer les résultats économiques des dix premières années d'indépendance.

En 2002, la BERD a adopté de nouvelles stratégies de pays pour le Kazakhstan et la République kirghize. Nous nous proposons dans ces deux pays de nous attacher plus particulièrement à l'expansion du secteur privé, une priorité croissante étant accordée aux petites entreprises, au secteur financier, à la promotion des investissements étrangers directs et à l'intensification des efforts pour améliorer le climat de l'investissement.

Au Kazakhstan, la BERD envisage également de réaliser des projets d'infrastructure dans les secteurs des transports, de l'énergie et des municipalités et de renforcer le secteur agricole. En République kirghize, la Banque s'attachera à attirer des investissements pour de grands projets de mise en valeur des ressources naturelles à côté de l'appui aux PME et au secteur financier.

La BERD a également adopté pour le Turkménistan une nouvelle stratégie de pays qui prévoit trois options possibles. En l'absence de progrès des autorités sur la voie des grandes réformes de la démocratie et des marchés, la Banque limitera ses activités à la promotion du secteur privé, en particulier des petites entreprises. En cas de progrès de la réforme démocratique et de libéralisation de l'économie, la Banque

élargira sa gamme d'activités à la possibilité d'investir dans des projets pétroliers et gaziers et dans le secteur public. En cas de réalisation d'un programme complet de réformes par les autorités, la Banque s'intéressera à de nombreux domaines, aussi bien publics que privés.

Au Tadjikistan, la BERD continuera à rechercher avec les pouvoirs publics les moyens d'améliorer le climat de l'investissement et de développer les pratiques commerciales. Tout en restant objectifs à l'égard de la conjoncture actuelle, nous continuerons à étudier les possibilités d'investissement liées au développement du secteur privé, à l'appui au secteur financier, au financement des petites entreprises et aux infrastructures dans le secteur public.


Secteur

Prêts bancaires

Client

Kazkommertsbank

Pays

Kazakhstan

Financement de la BERD

Prêt de 29 millions d'euros sur quatre ans

Autres sources de financement

Prêt de 21 millions d'euros sur quatre ans syndiqué auprès d'un groupe de banques commerciales internationales

Objectif

Accroissement des prêts à moyen terme aux entreprises privées

Meilleur accès au crédit pour les entreprises privées du Kazakhstan



Les entreprises privées au Kazakhstan n'ont pas facilement accès à des prêts bancaires à moyen terme. Cela limite leurs possibilités d'expansion et la croissance de l'économie du pays dans certains secteurs. Le prêt de la BERD contribuera à remédier à cette insuffisance de financement pour les entreprises privées dotées de plans d'expansion viables et adaptés aux lois du marché.

Le prêt de la BERD à la Kazkommertsbank (KKB), première banque du Kazakhstan, lui permettra d'augmenter ses prêts à moyen terme. La KKB espère pouvoir financer plusieurs nouveaux projets par an, le plus souvent au bénéfice d'entreprises qui font déjà partie de sa clientèle, notamment dans les secteurs des métaux, de l'énergie, du traitement des produits alimentaires, de l'agro-industrie, du pétrole et du gaz. L'utilisation des fonds pour de nouveaux projets plutôt qu'à des fins de refinancement est la principale condition dont sont assortis les prêts à ces entreprises.

La KKB a déjà participé à des projets déterminants destinés à améliorer l'accès au financement, notamment le programme pour les petites entreprises du Kazakhstan, le programme de facilitation du commerce et le programme de reçus de stockage (voir page 68).

Il s'agit du premier prêt syndiqué consenti par la BERD au secteur financier du Kazakhstan. Notre présence a suscité un appui décisif des banques commerciales et a abouti à un arrangement à plus long terme que ceux généralement conclus. La réussite de la syndication est un signe positif dans l'évolution des liens entre la Kazkommertsbank et les banques commerciales internationales, ce qui est indispensable pour répondre à l'accroissement de la demande de prêts aux entreprises privées auquel il faut s'attendre au cours des prochaines années.

Le prêt de la BERD contribuera à résoudre l'insuffisance de financement dont souffrent les entreprises privées du Kazakhstan.

Selon Andrey Timtchenko, Directeur chargé des institutions financières à la Kazkommertsbank : "Les banques internationales hésitent à prendre des risques à long terme en dépit de l'amélioration de la conjoncture économique, et c'est pourquoi le prêt syndiqué mis en place par la BERD représente un pas en avant décisif".



Aide aux petites entreprises en Ouzbékistan

Programme Japon-Ouzbékistan pour les petites entreprises

Secteur

Micro et petites entreprises

Client

Banques commerciales ouzbèkes

Pays

Ouzbékistan

Financement de la BERD

19,1 millions d'euros aux banques locales pour rétrocession aux micro et petites entreprises

Autres sources de financement

4,8 millions d'euros d'assistance technique du Fonds de coopération Japon-Europe

Objectif

Financement des micro et petites entreprises et aide aux banques locales pour développer leurs compétences dans le domaine des prêts aux micro et petites entreprises



Mme Mamitova double les ventes de sa société

Mme Mamitova teint et imprime des tissus en coton depuis 1990. Spécialisée dans l'impression sur tissus, elle a installé un atelier d'impression et de production derrière sa maison. Lorsqu'elle a demandé son premier prêt par le biais du programme Japon-Ouzbékistan pour les petites entreprises, elle disposait de quatre machines d'impression et employait 10 personnes, principalement des femmes du voisinage.

En 2001, elle a reçu de la banque Hamkor à Andijan un prêt à court terme de 1 500 euros, son premier prêt obtenu auprès d'une banque ouzbèke. Dès octobre 2002, elle avait déjà reçu son troisième prêt de 3 800 euros assorti d'une plus longue échéance. Ces prêts ont servi à augmenter la capacité de production de son entreprise. Mme Mamitova dispose maintenant de six petites machines pour la teinture et l'impression et elle a acheté un fer à repasser industriel qu'elle utilise dans son propre processus de fabrication et qui lui permet d'offrir des services de repassage à d'autres producteurs.

Les ventes de Mme Mamitova ont doublé et le nombre de ses employés est passé de 10 à 15. Le succès de son entreprise incite les membres de sa famille à suivre son exemple. Certains d'entre eux sont déjà clients du programme de prêts. Mme Mamitova prépare déjà son prochain achat en Allemagne, une machine à impression automatique qu'elle espère financer grâce à un nouveau prêt du programme pour les petites entreprises. Selon Mme Mamitova : "Le décaissement de ce prêt a été extrêmement rapide et efficace. Nous avons pu doubler nos ventes en très peu de temps et utiliser les bénéfices pour acheter de nouveaux équipements".

Aucun prêt n'est trop petit pour le programme Japon-Ouzbékistan pour les petites entreprises. Ce programme finance des micro entreprises (moins de 10 personnes) et des petites entreprises (moins de 100 personnes) qui n'ont jusque-là pas été en mesure d'obtenir des prêts bancaires. La BERD ouvre une ligne de crédit à l'intention de banques partenaires ouzbèkes pour rétrocession à ces micro et petites entreprises. Le Fonds de coopération Japon-Europe contribue pour un montant équivalent sous forme d'assistance technique.

Les micro entreprises débutent en règle générale avec un commerçant travaillant seul ou avec d'autres membres de sa famille. Elles n'ont besoin que de modestes moyens de financement pour démarrer ou s'agrandir, mais ont des difficultés à obtenir des fonds du secteur financier officiel faute de garantie ou de cote de crédit. La demande de financement est élevée en Ouzbékistan, pays qui compte de nombreuses entreprises dans l'artisanat, le commerce et la production agricole.

Les entrepreneurs d'Ouzbékistan disposent désormais d'un accès aisé au crédit, grâce à la mise en œuvre du programme de la BERD pour les petites entreprises.

Quatre banques partenaires locales financent actuellement 200 prêts par mois dans sept régions de l'Ouzbékistan au titre de ce programme, lancé en 2001 dans des conditions juridiques et réglementaires difficiles et qui a jusqu'ici décaissé 1 700 prêts à des micro et petites entreprises pour un montant total de 4,4 millions d'euros. La condition principale imposée à l'octroi d'un prêt est l'aptitude de l'entreprise à le rembourser, telle qu'elle ressort de l'activité commerciale et de l'attitude de l'entreprise plutôt que de sa cote de crédit, de ses garanties ou de ses liens avec une banque.

La moyenne des prêts est inférieure à 3 000 euros, même si le programme offre des prêts allant de 20 à 100 000 euros. Le décaissement des prêts intervient en moyenne dans un délai de trois à quatre jours après le dépôt de la demande (ce délai était de trois à quatre semaines au début du programme). Le taux de remboursement a été jusqu'ici de 100 %. La BERD fournit des services de consultants financés par le Fonds de coopération Japon-Europe pour aider les banques partenaires à monter des opérations de prêt aux micro et petites entreprises, notamment en simplifiant les procédures d'approbation et de décaissement et en formant des spécialistes des opérations de crédit.

Financement permanent pour les agriculteurs au Kazakhstan

Programme de reçus de stockage

Secteur

Prêts bancaires/agro-industries

Client

Institutions financières kazakhes, exploitants agricoles privés, négociants locaux et agro-industries

Pays

Kazakhstan

Financement de la BERD

105,7 millions d'euros (47 millions d'euros sous forme de prêts directs à des entreprises locales)

Autres sources de financement

28,5 millions d'euros syndiqués auprès de banques participantes

Objectif

Octroi de moyens de financement à des exploitants agricoles, des céréaliers et des négociants



Fonctionnement

1. Les agriculteurs récoltent leurs céréales, les déposent dans des entrepôts et reçoivent un reçu indiquant la quantité et la qualité des céréales.
2. Sur présentation de ce reçu à la banque, les agriculteurs obtiennent des prêts alors que leurs céréales sont dans l'entrepôt, à titre de garantie pour la banque locale.
3. Lorsque les céréales sont vendues, l'agriculteur ou l'acheteur rembourse la banque.

> Pour les agriculteurs et les entreprises céréaliers

- Ils peuvent choisir le meilleur moment pour vendre leurs céréales sans avoir à le faire au moment de la récolte, lorsque les prix risquent d'être inférieurs.
- Cela atténue les fluctuations de prix et maintient la stabilité des prix des produits alimentaires.

> Pour les banques participantes

- Ce système transfère le risque associé au crédit de l'emprunteur à l'objet du financement.
- L'octroi d'un prêt en échange d'un produit de base dont la vente est relativement facile abaisse leurs risques.
- La réglementation des entrepôts et leur inspection à intervalles réguliers réduisent les risques de dommages et de fraude pendant la durée du stockage des céréales.

L'idée d'utiliser les céréales comme garantie remonte à des milliers d'années. Sous sa forme moderne, la possibilité de faire des emprunts sur la base de céréales déposées dans des entrepôts sûrs donne aux exploitants agricoles, aux entreprises céréaliers et aux négociants un accès précieux à des moyens de financement permanents. Avec la participation de la BERD, la récolte de 2002 au Kazakhstan est la première pour laquelle un financement garanti peut être obtenu sur la base de reçus de stockage.

Le programme de reçus de stockage de la BERD permet aux agriculteurs, aux entreprises céréaliers et aux négociants en grains de bénéficier de financements sur l'ensemble de l'année.

Ce système permet aux agriculteurs d'obtenir de l'argent pour acheter des graines, des engrais et du carburant pour leurs machines. Cela leur permet de mieux planifier leur cycle de plantation, les aide à améliorer leurs récoltes et à disposer de plus de céréales pour l'exportation. Un financement régulier permet de procéder à des exportations à longueur d'année, ce qui permet d'injecter davantage d'argent frais dans l'économie et de financer l'achat de machines neuves pour améliorer les rendements.

L'agriculture, qui est un élément essentiel de l'économie kazakhe, a enregistré un déclin alarmant au cours de la dernière décennie. Les terres agricoles occupent 74 % de la superficie de cet énorme pays, mais l'agriculture ne représente que 10 % du produit intérieur brut (PIB), contre 35 % il y a dix ans. La mise en place d'un système de financement plus efficace dans ce secteur permet de mieux répondre aux besoins des petits exploitants.

La participation des banques locales est indispensable. La BERD a monté un système de financement qui tient compte des besoins financiers aussi bien avant qu'après la récolte. Nous avons choisi deux principaux partenaires, Kazkommertsbank et Bank TuranAlem, qui ont reçu 24 millions d'euros pour octroyer des prêts avant la récolte à des producteurs agricoles, des entreprises alimentaires et des négociants et 24 millions d'euros supplémentaires pour des prêts postérieurs à la récolte. Nous avons aussi mis 10 millions d'euros à la disposition de trois autres banques kazakhes qui les rétrocéderont.

Tout en élargissant et en renforçant la base de prêt des banques locales, la BERD (avec l'assistance financière de l'USAID) a aidé ces banques à élaborer et à améliorer leurs procédures de crédit pour des prêts garantis par des produits de base. Une assistance technique substantielle a permis d'améliorer aussi bien le cadre juridique de ce mécanisme que les procédures de crédit et la formation des inspecteurs des entrepôts.

Evaluation des projets de la BERD



Les projets de la BERD sont généralement évalués un ou deux ans après réalisation de tous les décaissements. Le Département de l'évaluation des projets (DEP) de la BERD cherche à déterminer si les opérations de la Banque ont atteint leurs objectifs et à évaluer si la BERD s'acquitte de son mandat. Par ce processus, la Banque est en mesure d'améliorer le choix et la conception de ses opérations ultérieures. En 2002, 77 % des 66 projets évalués de la BERD ont reçu une notation d'impact sur la transition se situant entre *satisfaisant* et *excellent*.

Impact sur la transition des projets de la BERD, 2000-2002



Impact sur le processus de transition

Afin d'évaluer l'impact de ses projets sur la transition, le DEP considère en particulier leur plus large impact sur l'ensemble de l'économie. Au moment de l'évaluation des projets, le DEP évalue l'impact sur la transition au moyen des mêmes critères que ceux que la BERD applique à la sélection et à l'approbation des projets. Cela nécessite par exemple d'évaluer dans quelle mesure le projet a favorisé la privatisation, développé des compétences, encouragé la concurrence et facilité l'expansion des marchés. La BERD pourrait aussi étudier la manière dont le projet a amélioré le fonctionnement des marchés, servi de modèle pour d'autres projets et fixé de nouvelles normes pour la direction et la gestion des entreprises.

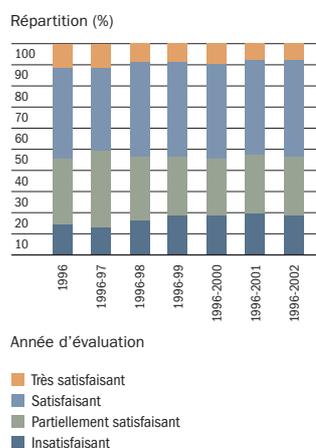
Le graphique ci-contre donne la notation de l'impact sur la transition des projets évalués pendant la période 2000-2002. Sur les 142 opérations évaluées, 49 % ont eu un impact sur la transition jugé *bon* ou *excellent* et 25 % un impact jugé *satisfaisant*.

En 2002, un total de 24 % des projets évalués ont reçu une notation d'impact sur la transition allant de *marginal* à *négalif*, comme les années précédentes. Cette stagnation apparente s'explique par le fait que la Banque opère dans des conditions de risque élevé, ce qui influe sur la viabilité de certaines opérations dans le secteur privé en les empêchant de réaliser toutes leurs possibilités. La proportion de projets dont l'impact sur la transition a été jugé *excellent* ou *satisfaisant* en 2002 a été de 77 %.

Le nouveau barème de notation de l'impact sur la transition en six catégories adopté en 1999 permet à la BERD de comparer les notations attribuées aux projets lors de l'examen final (avant l'approbation du Conseil d'administration) avec les notations attribuées à la fin de l'exécution du projet, au moment où une évaluation est effectuée. Jusqu'ici, sur les 142 projets évalués entre 2000 et 2002, 33 ont également été notés en fonction de leur effet sur la transition avant l'approbation du Conseil. Au total, 61 % de ces projets ont obtenu la notation *excellent* ou *satisfaisant*, pourcentage qui tombe toutefois à 48 % à l'issue de l'exécution du projet, ce qui démontre qu'une partie des risques envisagés au moment de l'évaluation se sont matérialisés pendant l'exécution du projet.

Le facteur de risque de ces projets avant l'approbation du Conseil a été évalué comme moyen dans 73 % des cas et faible dans 15 %. A la fin de l'exécution du projet toutefois, le risque a été considéré comme moyen dans 30 % des cas et faible dans 48 %. Cet écart traduit peut être le fait que, pendant l'exécution du projet, le facteur risque devient plus facile à évaluer étant donné que l'on dispose d'informations sur la manière dont le risque évolue. Le nombre de projets disponibles à des fins de comparaison est encore trop faible pour permettre de formuler des conclusions générales et de nouvelles analyses seront donc effectuées lorsque des données complémentaires deviendront disponibles.

Classement des résultats d'ensemble des projets évalués de la BERD, 1996-2002



Résultats d'ensemble de la BERD

Le deuxième graphique (voir page 70), qui classe les résultats d'ensemble de la BERD, illustre la réussite générale de ses opérations. Cette notation accorde une importance particulière à l'impact sur la transition, mais tient également compte d'autres indicateurs tels que la réalisation des objectifs des projets, les résultats financiers, les résultats environnementaux et la complémentarité (aptitude de la Banque à compléter les sources de financement privé sans s'y substituer). Pendant la période 1996-2002, 53 % des projets évalués ont obtenu la note *satisfaisant* ou *très satisfaisant*, c'est-à-dire une proportion nettement inférieure au pourcentage de projets (74 %) qui ont été notés comme ayant eu un effet positif sur la transition.

L'écart entre la notation de l'impact sur la transition et celle des résultats d'ensemble s'explique principalement par le fléchissement des résultats financiers imputable à un climat de l'investissement à haut risque dans les pays d'opérations de la Banque. Comme au cours des exercices précédents, il est apparu que la Banque aurait pu réduire davantage les risques propres aux différents secteurs et devrait mieux utiliser les compétences spécialisées lors de l'évaluation et de la structuration des projets. En 2002, trois projets ont obtenu la notation globale *très satisfaisant*. Le DEP en a conclu que la Banque a relativement bien réussi à fonctionner conformément à son mandat, en particulier si l'on tient compte des conditions difficiles dans lesquelles elle opère.

Importance des enseignements tirés de l'expérience

La BERD veille à ce que l'expérience soit appliquée aux nouveaux projets. Cela commence par des consultations approfondies avec des équipes du Département des opérations bancaires de la BERD sur les enseignements à tirer de projets antérieurs. Des conseils sont régulièrement fournis à chaque étape du processus d'approbation pour fournir aux équipes des informations fondées sur l'expérience. Des ateliers portant sur des études de cas sont organisés et adaptés aux besoins des équipes bancaires. Le Département de l'évaluation des projets fait également des exposés destinés aux équipes de direction et gère une base de données à usage interne sur les enseignements tirés. Une base de données destinée à un usage extérieur est également en cours d'élaboration.

Etudes spéciales

Examen à mi-parcours des fonds de placement de la Banque

Le Département de l'évaluation des projets a procédé à l'examen à mi-parcours des investissements de la BERD dans des fonds de placement privé en s'intéressant plus particulièrement à l'impact sur la transition et à la viabilité. Cet examen a permis d'évaluer plus de 70 fonds administrés par 55 gestionnaires qui représentent un capital total de 5,2 milliards d'euros, dont 1,5 milliard d'euros provenant de la Banque.

Près de 50 % des financements fournis par la Banque ont été investis dans des fonds "expansion/rachat", qui prennent en moyenne une participation supérieure à 6 millions d'euros dans des moyennes ou grandes entreprises privées. Les fonds provenant de donateurs représentent environ 33 % des moyens de financement de la BERD et sont concentrés sur les petites sociétés dans les pays aux premiers stades de la transition. Les fonds de capital-risque, qui sont aussi destinés plus particulièrement aux

petites et moyennes entreprises (PME), ont une participation moyenne inférieure à 2 millions d'euros et représentent 17 % des engagements de la Banque. De plus en plus, la BERD s'est intéressée à la pérennité des fonds et a contribué à la constitution de fonds de deuxième génération.

Cet examen a noté que l'impact des fonds sur le processus de transition dépendait de la viabilité des résultats. On a constaté que les fonds qui prennent de larges options dans des moyennes ou grandes entreprises dans les pays aux stades avancés de la transition offrent les meilleures perspectives de rendement pour les investisseurs et les entreprises. Inversement, les investissements dans des fonds destinés aux PME et dans les pays aux premiers stades de la transition sont moins viables. On a observé que la nature du fonds – financé ou non par des donateurs – influait sur la nature de ses investissements.

Les sommes investies par des fonds de placement demeurent minimales par rapport aux besoins de la région. On a noté dans le cadre de cet examen que la mise en place d'une infrastructure pour les fonds de placement peut attirer des investisseurs étrangers et nationaux. Si les gestionnaires de fonds sont en mesure de rassembler des capitaux supplémentaires, cela peut mettre des ressources d'une importance capitale à la disposition de réseaux financiers de la région. Certains signes prometteurs ont été observés en Europe centrale et en Fédération de Russie, où des gestionnaires énergiques ont créé des fonds de deuxième et de troisième génération. De toute évidence, les investissements de ces fonds étaient considérés comme complétant d'autres sources de financement, mais sans s'y substituer. Les investisseurs ont toutefois besoin de preuves plus convaincantes des rendements probables de leurs investissements, qui oscillent actuellement entre 15 % pour les fonds d'expansion/rachat et un résultat négatif dans d'autres cas. Les fonds de capital-risque et les fonds financés par des donateurs ont des rendements faibles à moyen en raison de l'insuffisance des possibilités de dégagement.

De toute évidence, la plupart des participations inférieures à 1,9 million d'euros sont difficiles à revendre avec profit, mais l'accroissement des investissements récents devrait contribuer à améliorer les rendements à l'avenir. La région n'a pas d'échelle d'évaluation, ce qui rend les revenus incertains jusqu'à la constitution d'un plus large portefeuille. L'avenir à long terme du portefeuille offre toutefois des signes positifs. A court terme, les perspectives de rendements rapides sont plus incertaines en raison des lourds engagements pris dans certains secteurs, de l'instabilité de la région, de la vulnérabilité aux cycles mondiaux, enfin de l'impact du processus de réforme et de l'élargissement de l'UE.

La gestion des fonds de placement par la Banque est de plus en plus perfectionnée et doit répondre aux normes les plus élevées et mettre en place des systèmes adaptés. Des solutions aux problèmes et aux cas difficiles sont activement recherchées. Les fonds financés par des donateurs et les fonds pour les PME souffrent toutefois, dans les pays aux premiers stades de la transition, de l'absence de bons exemples de viabilité. Une spécialisation plus poussée devrait contribuer à améliorer encore la gestion des fonds de placement par la Banque ; elle pourrait aussi contribuer à attirer des investisseurs sur le long terme.

Il est recommandé dans cet examen que la BERD définisse une stratégie claire, centrée sur le renforcement des institutions à long terme, la viabilité et la fixation de normes. La Banque devrait continuer à investir dans les grands fonds de placement privés pour aider les moyennes et grandes entreprises privées. Elle devrait aussi continuer à investir dans certains fonds de capital-risque, fonds pour les PME et fonds financés par des donateurs, mais seulement après avoir procédé à un examen rigoureux de leur viabilité en tenant compte de leur vocation et des besoins des spécialistes de la gestion. Une stratégie pour les fonds financés par des donateurs devrait mettre l'accent sur la nécessité de disposer de subventions suffisantes.

En outre, il est indispensable que les nouveaux investissements destinés aux PME ne passent en aucun cas par les fonds de placement privés destinés aux pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition, dans lesquels l'étendue des restrictions ne permet pas aux fonds de répondre à leurs critères de viabilité et à leurs objectifs institutionnels. La Banque devrait plutôt continuer à acheminer les prêts par l'intermédiaire des banques et des institutions locales, mieux en mesure d'atténuer les risques et de garantir des revenus plus acceptables.

Programme de facilitation du commerce

Le programme de facilitation du commerce (PFC) de la BERD est un réseau de 250 banques qui utilisent les garanties de la BERD pour réduire les risques liés au paiement dans les échanges internationaux avec la région d'opérations de la Banque. Ce réseau crée plus de 12 000 banques jumelées qui peuvent collaborer pour établir une lettre de crédit confirmée. Depuis 1998, la BERD a garanti plus de 900 lettres de crédit représentant 650 millions d'euros. Le programme de facilitation du commerce favorise la transition en réduisant les risques et en mettant en place un "filet de sécurité" pour les opérations commerciales fondées sur des lettres de crédit (voir page 21).

Une étude réalisée par le Département de l'évaluation des projets confirme que le programme de facilitation du commerce complète les instruments de transition tels que la privatisation et la réforme du cadre réglementaire dans l'ensemble de la région. Ce programme a utilement permis à la BERD d'encourager la transition dans des pays qui ne se prêtent qu'à un petit nombre de projets viables ou dans lesquels les réformes ne progressent que lentement. En tenant lieu de filet de sécurité pour les règlements commerciaux, le programme de facilitation du commerce peut réduire les risques tels que ceux qu'a rencontrés l'ERY de Macédoine en 2000 pendant la crise politique.

Le programme de facilitation du commerce a été dans l'ensemble satisfaisant, mais devra prévoir des mesures plus ambitieuses pour répondre à l'objectif intrarégional de la Banque. La plupart des opérations commerciales se font avec l'Occident. Seulement 8 % des lettres de crédit liaient des exportateurs et des importateurs dans la région d'opérations de la Banque. La plupart des lettres de crédit confirmées par une banque du programme de facilitation du commerce dans les pays d'opérations de la Banque iraient à l'appui du commerce intrarégional. A ce jour toutefois, un petit nombre de banques occidentales confirmatrices ont dominé les activités du programme de facilitation du commerce. C'est ainsi que les banques de l'UE ont confirmé 78 % des transactions au titre du programme de facilitation du commerce. En revanche, 24 seulement des 93 banques confirmatrices dans la région d'opérations de la BERD ont confirmé les lettres de crédit, celles-ci ne représentant que 4 % de l'ensemble des lettres de crédit. Avec l'aide des fonds de coopération technique, la Banque devrait encourager de nouvelles banques confirmatrices locales qui permettraient de faciliter les échanges entre les nombreux importateurs et exportateurs installés dans la région.

Exemples d'évaluation de projets de la BERD

Projets satisfaisants

Télécommunications en Fédération de Russie

En 1999, la BERD a pris une participation de 33 millions d'euros dans une société de télécommunications en Fédération de Russie. Par le biais de cet investissement, la Banque a apporté son soutien à l'offre publique initiale et clairement manifesté sa confiance au secteur des télécommunications. Cet investissement a favorisé l'expansion du réseau et la concurrence grâce à la mise en place de services novateurs et performants.

L'évaluation du projet par la Banque a confirmé la solidité des résultats de la société, compte tenu des difficultés auxquelles s'est heurté le marché mondial des télécommunications. Etant donné que la BERD s'est associée assez tardivement à l'offre publique initiale, il ne lui a pas été possible d'intégrer des éléments structurels qui auraient pu accroître l'impact de ce projet sur la transition. La Banque a toutefois clairement fourni l'appui qui faisait défaut.

Par le biais de son représentant au conseil d'administration de la société, la BERD a participé aux débats sur l'appel à un solide actionnaire national. L'évaluation a également fait le point de la méthode par laquelle la Banque choisit ses représentants au conseil d'administration et la gamme de leurs responsabilités, concluant que la Banque doit contrôler le comportement et l'efficacité de ses représentants au conseil d'administration.

Usine de broyage de graines de tournesol

La BERD a contribué au financement du premier projet agro-industriel sur site vierge entièrement sous contrôle étranger sous forme à la fois d'une prise de participation et de capital de roulement. Le commanditaire étranger a apporté une technologie perfectionnée et a construit l'usine dans les limites budgétaires prévues. Cette usine produit de l'huile de tournesol, dont la majeure partie est exportée.

L'évaluation de la BERD a confirmé que le projet avait résisté à la faiblesse chronique des cours mondiaux de l'huile de tournesol, grâce en partie à la solide formation du personnel local. Ce projet répond aux

normes environnementales aussi bien locales qu'occidentales. Pour satisfaire aux conditions spécifiées par la Banque, la société a construit une usine de traitement des eaux usées, ce qui n'avait pas été exigé par les autorités locales. Le projet a créé environ 100 nouveaux emplois qualifiés et a donné une forte impulsion aux exploitants de tournesol, qui ont amélioré la qualité des graines ainsi que les rendements.

L'un des enseignements tirés de ce projet est que la solidité aussi bien financière que technique du commanditaire étranger est capitale pour la réussite de l'initiative. En outre, l'appui fourni par la Banque a permis au commanditaire d'investir dans un pays où les investissements étrangers directs ont été assez rares. La connaissance approfondie du secteur dont dispose la Banque a été extrêmement utile pour la mise en place et la réussite d'un tel partenariat.

Projets moins satisfaisants

Reconstruction portuaire

En 1996, la BERD a consenti un prêt souverain de 42,5 millions d'euros pour la reconstruction d'un port qui devait coûter environ 72 millions d'euros. Ce prêt a servi à financer des améliorations aux postes à quai des navires à cargaisons sèches, au matériel de manutention de la cargaison et aux pratiques environnementales et facilite la commercialisation des activités dans ce port important d'Asie centrale. Des subventions d'un total de 2,4 millions d'euros ont été versées pour aider à la préparation et à l'exécution du projet ainsi qu'au renforcement des institutions. Malgré un léger retard, l'essentiel des travaux de construction était terminé en septembre 1999 et l'exécution du projet dans son ensemble a été achevée en mars 2001.

L'évaluation du projet par la BERD a confirmé la haute qualité des travaux liés aux postes à quai des navires à marchandises diverses. Par ailleurs, l'installation de matériel moderne dans les postes à quai pour ces navires s'est déroulée de manière satisfaisante. La commercialisation des activités portuaires a été accomplie et l'impact des initiatives de renforcement des institutions a été positif.

Le projet a perdu du terrain lorsque le gouvernement a annoncé en septembre 2001 que les principaux avoirs du port seraient loués à une autre entreprise d'Etat sans qu'une indemnisation appropriée soit versée aux autorités portuaires et sans l'accord de la Banque. En conséquence, l'aptitude du port à rembourser le prêt de la Banque s'est

trouvée menacée. Par ailleurs, l'ingérence du gouvernement dans la fixation des tarifs et dans d'autres domaines a infléchi l'impact du projet sur la transition. Dans l'ensemble, ce projet a été noté *partiellement satisfaisant*.

En cas d'ingérence extérieure, la BERD doit réagir rapidement pour éviter que les risques de dommages ne se généralisent et pour indiquer que la Banque n'est pas en accord avec les mesures prises. Même si la Banque est protégée en vertu des obligations dont sont assortis les prêts souverains, cette ingérence modifie la nature du projet et porte atteinte à ses objectifs. La sauvegarde de la viabilité financière des clients du secteur public est considérée comme un élément essentiel du processus de transition.

Pour accroître l'impact des réformes d'infrastructure, la Banque aura peut-être besoin d'avoir recours à des repères nets et vérifiables pour mesurer l'impact sur la transition. Leur efficacité se trouverait accrue si ces repères peuvent être rattachés chaque fois que possible à des décaissements de prêts. A cet égard, il est indispensable que ces conditions figurent dans la documentation qui accompagne le prêt.

Société d'investissement pour les PME dans l'agro-industrie

En 1994, la BERD a pris une participation dans une société d'investissement de création récente en même temps que des gestionnaires de fonds occidentaux et qu'un organisme public d'Europe du Sud-Est. L'objectif était de venir en aide aux agro-industries et aux PME et de favoriser le développement du secteur financier. L'investissement s'est fait à la fois sous forme de prise de participation et de prêt. Des services de formation, des services consultatifs et des moyens de financement ont été fournis par le biais d'une institution qui devait établir une solide présence locale.

A la suite des premiers apports en capital de la BERD et d'autres bailleurs de fonds, la société d'investissement a commencé à faire des décaissements à certaines entreprises. Le commanditaire local a toutefois été dans l'impossibilité de faire de nouveaux apports de capitaux, comme cela avait été prévu, ou de participer à la gestion de la société. Celle-ci étant dans l'impossibilité de fonctionner de manière satisfaisante dans ces conditions, la BERD a été obligée de suspendre sa participation au projet. La Banque est revenue sur sa décision après transfert par le commanditaire local des actions qu'il détenait dans la société au bénéfice des gestionnaires de fonds occidentaux.

Dans son évaluation, la BERD a constaté que le projet mettait à la disposition des chefs d'entreprise dans un certain nombre de secteurs les moyens de financement dont ils avaient grand besoin et apportait une aide administrative et technique aux sociétés bénéficiaires des investissements. Les progrès ont été freinés par un certain nombre de facteurs politiques et économiques qui ont empêché la constitution d'un portefeuille suffisant d'investissements rentables pour disposer d'une masse critique viable. A l'issue de discussions avec les gestionnaires du fonds, il a été décidé de dissoudre la société d'investissement.

L'évaluation par le Département de l'évaluation des projets a relevé des divergences entre les objectifs de la BERD et ceux des gestionnaires du fonds. En outre, le choix des sous-projets a fait apparaître une méconnaissance des candidats les plus qualifiés pour bénéficier d'une prise de participation. L'évaluation a mis l'accent sur l'importance qu'il y avait à adopter des objectifs commerciaux communs avec les partenaires du fonds de placement et à évaluer l'effet des conditions locales sur l'adéquation des diverses formes de financement. Si les conditions dans le secteur bancaire ne sont pas propices aux prêts, les autorités devraient être encouragées à améliorer l'intermédiation financière.

Evaluation des opérations de coopération technique

Le Département de l'évaluation des projets a évalué plus de 300 missions de consultants financées par la coopération technique qui ont nécessité près de 100 millions d'euros fournis par plus de 30 donateurs au titre du Programme de fonds de coopération technique de la Banque. Si l'on tient compte des missions de coopération technique qui ont été évaluées dans le cadre des études spéciales du Département de l'évaluation des projets, ce nombre passe à 900 missions représentant un financement de plus de 250 millions d'euros.

Exemples d'évaluation d'opérations de coopération technique

Préparation d'un projet de développement portuaire en Asie centrale

Ce projet comportait six opérations de coopération technique représentant un montant total de 2,9 millions d'euros réparti entre trois donateurs. Ces fonds ont servi au montage et à la mise en œuvre d'un investissement de 27,5 millions d'euros de la Banque dans un port en Asie centrale.

L'évaluation du Département de l'évaluation des projets a donné la notation *satisfaisant* aux opérations de coopération technique. Cette notation a été confortée par une notation *satisfaisant* en ce qui concerne l'impact sur la transition. Les opérations de coopération technique ont été à l'origine de l'investissement de suivi qui est actuellement en cours de réalisation.

Le Département de l'évaluation des projets a noté que les ressources de la coopération technique ne rendaient pas pleinement compte des difficultés liées à l'environnement opérationnel. En conséquence, certaines réductions ont été opérées, ce qui pourrait créer des difficultés pour le suivi des opérations de coopération technique ou les investissements ultérieurs de la BERD. Un calcul plus réaliste des coûts s'impose. En outre, l'étude de faisabilité était trop étroitement concentrée sur l'investissement de suivi. En dernier lieu, les raisons politiques et stratégiques à l'origine d'un projet doivent être séparées des considérations économiques. Ces deux aspects devraient être examinés séparément.

Elaboration d'un projet en Asie centrale

Une société d'investissement en Asie centrale, qui bénéficiait d'un prêt de la BERD, devait fournir des moyens de financement à trois entreprises sous contrôle local en tirant parti de 1,6 million d'euros de fonds de coopération technique pour des services de gestion. Ce projet devait développer au maximum les possibilités commerciales d'entreprises privatisées peu prospères par le biais d'une participation active à la gestion et aider les entreprises à devenir compétitives, rentables et axées sur le marché. Ce projet devait aussi fournir aux entreprises locales et aux investisseurs éventuels la preuve de la valeur des méthodes modernes de gestion, des procédures de contrôle financier et des investissements extérieurs. Ce projet n'a malheureusement pas encouragé d'autres parties à investir dans des initiatives analogues et n'a pas non plus réussi à sauver les entreprises de la faillite.

Malgré d'énormes fonds de coopération technique, un seul investissement relativement modeste s'est matérialisé, et même lui ne semble plus être financièrement viable. L'évaluation d'ensemble des opérations de coopération technique pour ce projet a été *insatisfaisant*. Les fonds de coopération technique n'ont pas permis de mettre en place une entreprise viable dans le secteur privé. Le seul projet réalisé avec l'aide de fonds de coopération technique n'a pas permis de transformer l'usine en une entreprise répondant aux lois du marché.

Dans le cadre de ce projet, la BERD a appris à ne pas trop dépendre des consultants pour trouver des possibilités d'investissement. L'octroi de fonds pour encourager la croissance des investissements constitue parfois une méthode plus viable. Des possibilités d'investissement peuvent être trouvées par le biais des PME existantes dans la région ou en s'inspirant de l'action d'autres donateurs auprès d'entreprises locales. Les fonds de coopération technique ne peuvent remplacer une gestion timorée. Il est indispensable que les bénéficiaires de fonds de coopération technique s'impliquent dans le projet. A l'avenir, la Banque devra s'assurer que les opérations de coopération technique qui visent à améliorer les règles de conduite des responsables locaux permettent aux consultants d'adopter une conception à long terme soutenue par des fonds de coopération technique suffisants.

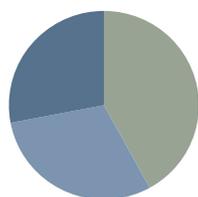
Travail en partenariat



En travaillant en partenariat, la BERD contribue à accroître les ressources disponibles à des fins de financement et à améliorer le climat de l'investissement dans les pays où elle opère. En 2002, la Banque a attiré un volume record – plus de 2 milliards d'euros – de fonds de cofinancement fournis par des sources commerciales et par ses partenaires officiels. Les fonds de coopération technique provenant de donateurs ont atteint un total cumulé de 1 milliard d'euros tandis que le programme de redressement des entreprises a permis d'apporter un appui à plus de 950 projets pendant l'exercice.

La réforme juridique dans les pays d'opérations de la BERD est restée prioritaire en 2002. Le programme de transition juridique de la Banque a joué un rôle déterminant dans la réforme des opérations garanties en République slovaque, de la loi sur le crédit-bail en Ouzbékistan et de la réglementation des télécommunications en Fédération de Russie. L'engagement de la Banque en faveur de la sécurité nucléaire s'est également maintenu. Le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale est devenu opérationnel en 2002 et la Banque continue de participer au financement de Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl, du Compte pour la sûreté nucléaire et des Fonds internationaux d'appui à la mise hors service.

Sources de cofinancement, en valeur, en 2002



■ Institutions commerciales de cofinancement 42 %
■ Institutions financières internationales 30 %
■ Institutions officielles de cofinancement 28 %

Types de cofinancement en 2002, en valeur

	en million d'euros
Prêts A/B / participations ¹	531
Prêts parallèles	549
Prêts directs/garanties ou assurance de risques politiques d'OCE	48
Prêts d'institutions financières internationales	597
Participations d'institutions financières internationales	14
Participations	21
Subventions	303
Total	2 064

¹ Un prêt de structure A/B est un prêt dont la BERD finance une portion (la partie A) et consorcialise le solde (la partie B) auprès de bailleurs de fonds commerciaux.

Cofinancement

L'un des principaux objectifs de la BERD consiste à mobiliser des fonds nationaux et étrangers dans ses pays d'opérations. En attirant des fonds extérieurs, la Banque accroît les ressources disponibles pour financer d'autres projets et permet aux emprunteurs d'accéder aux marchés obligataires internationaux. Les banques commerciales, les institutions officielles de cofinancement (organismes publics et institutions financières bilatérales à l'origine de subventions, de prêts parallèles et de prises de participation), les organismes de crédit à l'exportation et d'autres institutions financières internationales (IFI) figurent parmi les sources de cofinancement. La BERD s'emploie à élargir et à approfondir la base de cofinancement en augmentant le nombre des bailleurs de fonds commerciaux, en mettant en place de nouvelles structures de cofinancement et en ouvrant le marché à de nouveaux pays. En faisant preuve de souplesse et en répondant aux conditions du marché, nous cherchons à accroître au maximum les sources de financement mises à la disposition de nos clients et à travailler en étroite collaboration avec le marché afin d'offrir les moyens de financement les plus appropriés.

En 2002, tous les marchés obligataires du monde ont traversé une période très difficile au lendemain des actes terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, des troubles dans les pays d'Amérique latine et des crises d'entreprises aux Etats-Unis. Si le volume de la dette mondiale a diminué pour la deuxième année consécutive, le volume de la dette dans les pays d'opérations de la BERD a augmenté de 18 %. Cela s'explique en grande partie par un financement intensif du secteur pétrolier et l'élargissement des débouchés commerciaux en Fédération de Russie, conjugués à l'intérêt accru des banques pour l'octroi de prêts au Kazakhstan, à la Pologne et la Roumanie. Les activités en Fédération de Russie ont porté sur de nombreux secteurs y compris le pétrole et le gaz, l'industrie générale (automobile, etc.) et l'agro-alimentaire, tandis que la Pologne a enregistré un haut niveau de financement pour les opérations dans les télécommunications. L'ouverture du marché obligataire au Kazakhstan s'explique principalement par des investissements dans des institutions financières.

On trouvera ci-après quelques exemples marquants des projets de cofinancement réalisés en 2002.



Industrie générale

Petrom, Roumanie

Un prêt de 143 millions d'euros a été consenti à Petrom, société pétrolière nationale de la Roumanie ; c'est le prêt syndiqué à long terme le plus important jamais accordé à une entreprise publique dans ce pays (voir page 39). Ce prêt servira à financer un programme de modernisation ainsi que la privatisation de l'entreprise. Ce financement comprend un prêt de 95,4 millions d'euros de la BERD et un prêt syndiqué de 47,5 millions d'euros, dont 9,5 millions d'euros ont été fournis par la Banque pour le commerce et le développement de la mer Noire à titre de prêt parallèle. Le prêt de la BERD et le prêt parallèle ont été consentis pour huit ans tandis que le prêt syndiqué l'a été pour six ans. La privatisation de Petrom marque une étape importante dans la modernisation du secteur énergétique en Roumanie.

Institutions financières

Kazkommertsbank, Kazakhstan

Le prêt de quatre ans consenti à la Kazkommertsbank est le prêt le plus long jamais accordé à une banque commerciale au Kazakhstan (voir page 66). C'est aussi le premier montage de prêt syndiqué mis en place par la BERD dans le secteur bancaire au Kazakhstan. Ce prêt de 48 millions d'euros permettra à la banque d'accroître ses prêts à moyen terme à des entreprises locales. Ce financement se compose d'un prêt de 29 millions d'euros de la BERD et d'un prêt syndiqué de 19 millions d'euros.



Agro-industries

Malteurop, Ukraine

Un prêt de 28,5 millions d'euros à Malteurop, principal producteur de malt en Europe, est le premier prêt à long terme jamais accordé à un emprunteur ukrainien. Ce prêt permettra de financer l'agrandissement des usines de maltage de la société et la construction d'une deuxième usine sur un autre site en Ukraine. Ce prêt est alimenté par la BERD à hauteur de 14,8 millions d'euros et par un prêt syndiqué à hauteur de 13,7 millions d'euros. Ce prêt comprend deux éléments : un prêt à terme consenti pour sept ans et un prêt renouvelable consenti pour cinq ans.

Télécommunications

MobiFon, Roumanie

Un prêt de 286 millions d'euros à MobiFon financera de nouveaux investissements de cette société dans son réseau de téléphones mobiles et refinancera la dette à long terme existante. Ce prêt garanti sur six ans se compose d'un prêt de 219 millions d'euros de la BERD, dont 114 millions d'euros ont été syndiqués, et de prêts parallèles de 33 millions d'euros consentis par la Banque nordique d'investissement et l'organisme Exportation et développement Canada (EDC). Ce prêt syndiqué a été pleinement garanti par ABN Amro et la banque Austria Creditanstalt.

Partenaires de cofinancement en 2002

Institutions commerciales

ABN Amro Bank NV	Pays-Bas
AJW Jung & Wigger GmbH	Allemagne
Bank Austria Creditanstalt AG (Groupe HVB)	Autriche
Bayerische Hypo-und Vereinsbank AG (Groupe HVB)	Allemagne
Bayerische Landesbank	Allemagne
BNP Paribas SA	France
Caja Madrid	Espagne
Citibank NA	Etats-Unis d'Amérique
Commerzbank AG	Allemagne
Crédit Agricole	France
Crédit Lyonnais	France
Danske Bank Aktieselskab	Danemark
DEPFA Bank Plc	Irlande
Dexia SA	France
Erste Bank der Oesterreichischen Sparkassen AG	Autriche
Futura Investment Ltd	Slovénie
Hamburgische Landesbank-Girozentrale	Allemagne
IKB Deutsche Industriebank AG	Allemagne
ING Bank NV	Pays-Bas
International Finance Participation Trust (IFPT)	Canada
Investkredit Bank AG	Autriche
JP Morgan Chase & Co	Etats-Unis d'Amérique
KBC Bank NV	Belgique
Kredyt Bank SA	Pologne
Landesbank Schleswig-Holstein Girozentrale	Allemagne
Lft Financial Systems GmbH (Lfs)	Allemagne
Natexis Banques Populaires	France
Nordea AB (publ)	Pays nordiques
Oesterreichische Volksbanken AG	Autriche
Privredna Banka Zagreb dd	Croatie
Rabobank Nederland	Pays-Bas
Raiffeisen Zentralbank Osterreich AG	Autriche
Raiffeisenlandesbank Burgenland Warenund Revisionsverband rGmbH	Autriche
Raiffeisenlandesbank Niederosterreich-Wien AG	Autriche
Raiffeisenlandesbank Oberosterreich rGmbH	Autriche
Skandinaviska Enskilda Banken AB (SEB)	Suède
Société Générale	France
Soros Economic Development Fund	Etats-Unis d'Amérique
Svenska Handelsbanken AB	Suède
Tatra Bank	République slovaque
Zagrebacka Banka dd	Croatie

Organismes de crédit à l'exportation

Exportations et développement Canada (EDC)	Canada
Banque d'import-export de Corée (KEXIM)	Corée

Institutions officielles

Fonds spécial d'investissement pour la Baltique	Pays nordiques
Agence canadienne de développement international (ACDI)	Canada
Initiative pour l'Europe centrale	Italie
Deutsche Entwicklungs Gesellschaft (DEG)	Allemagne
Union européenne (ISPA, PHARE, TACIS)	Commission européenne
Gouvernement espagnol	Espagne
Fonds international de coopération pour le développement	Taipei chinois
Internationale Microinvestitionen AG (IMI)	Allemagne
Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)	Japon
Agence japonaise de coopération internationale (JICA)	Japon
Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)	Allemagne
Ministère des Affaires étrangères	Italie
Ministère des Affaires étrangères	Pays-Bas
Société néerlandaise de financement du développement (FMO)	Pays-Bas
Mécanisme de financement des PME	Commission européenne
Secrétariat d'Etat pour l'économie (SECO)	Suisse
Mécanisme de financement des PME (États-Unis)	États-Unis d'Amérique
Western NIS Fund	Etats-Unis d'Amérique

Institutions financières internationales

Banque pour le commerce et le développement de la mer Noire	IFI
Banque européenne d'investissement (BEI)	IFI
Société financière internationale (SFI)	IFI
Fonds international de mise hors service de la centrale de Kozloduy (KIDSF)	IFI
Banque nordique d'investissement (NIB)	IFI
Banque mondiale (y compris l'Association internationale de développement)	IFI

Les organismes qui ont été des partenaires de cofinancement de la BERD pour la première fois sont indiqués en **caractères gras**.

En 2002, la BERD a contribué à mobiliser des fonds pour des projets dans les télécommunications, qui suscitent encore un intérêt insuffisant sur les marchés obligataires. Nous avons mis en place une nouvelle structure de financement dans le secteur pétrolier et gazier en Fédération de Russie (voir page 14) et fixé de nouveaux critères pour les besoins structurels et les délais de remboursement. La BERD a mobilisé de nouveaux bailleurs de fonds dans divers secteurs et divers pays d'opérations, trouvé des partenaires de cofinancement pour des projets à long terme dans le domaine des infrastructures municipales et mis au point de nouveaux montages de cofinancement pour des projets agro-industriels sur des marchés tels que le Kazakhstan et l'Ukraine où la syndication est encore en grande partie inexploitée.

En 2002, le cofinancement par des sources commerciales s'est élevé au total à 877 millions d'euros au titre de 30 projets. La BERD a collaboré avec 41 banques et

institutions commerciales dans 16 pays. La Banque a également obtenu 48 millions d'euros de deux organismes de crédit à l'exportation. Le nombre des opérations cofinancées avec l'aide de banques commerciales locales (principalement dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE) a augmenté et les emprunteurs dans les pays aux premiers stades de la transition ont continué de faire appel aux sources officielles de cofinancement, en particulier aux institutions financières internationales.

Institutions financières internationales et autres institutions officielles

En 2002, la BERD a mobilisé un niveau record de cofinancement de ses partenaires officiels, obtenant des fonds de 1,14 milliard d'euros au titre de 49 projets. Les institutions financières internationales ont fourni la plus large part de ce montant, soit au total 612 millions d'euros (53 %) répartis sur 25 projets. L'Union européenne a fourni

213 millions d'euros (19 %) pour huit projets. D'autres institutions officielles, comme les organismes gouvernementaux et les institutions financières, ont fourni 315 millions d'euros (28 %) au titre de 26 projets.

La société financière internationale (SFI) a participé à 13 projets pour un montant total de 77,5 millions d'euros, dont environ 16 % sous forme de prises de participation. Ce cofinancement a porté exclusivement sur le microfinancement, le secteur bancaire et les petites et moyennes entreprises en Azerbaïdjan, en ERY de Macédoine, en Géorgie, en Moldova, au Kazakhstan, en République fédérale de Yougoslavie, en République kirghize, en Roumanie et au Tadjikistan. Un fait nouveau marquant a été la mise en place à la BERD du fonds de coopération pour l'investissement de la SFI avec un financement de 43 millions d'euros destinés à aider les micro-entreprises en Asie centrale.

La Banque européenne d'investissement (BEI) a cofinancé sept projets avec la BERD pour un montant total de 353,2 millions d'euros. Tous ces projets portaient sur les infrastructures dans le secteur public : modernisation des réseaux de distribution et de transmission d'électricité en Albanie et en Bulgarie, amélioration des transports routiers en Croatie et en République fédérale de Yougoslavie et participation à la construction de la barrière de protection contre les crues à St. Pétersbourg (prêt le plus important jamais accordé dans le secteur public). La Banque nordique d'investissement (NIB) est également l'un des principaux partenaires pour ce projet. La valeur totale du cofinancement de la NIB s'est élevée à 95,6 millions d'euros en 2002.

La Banque mondiale a fourni un cofinancement de 36,5 millions d'euros au titre de deux projets : appui à la modernisation du système de distribution d'électricité en Albanie et amélioration du réseau de chauffage urbain à Sofia.

La Banque pour le commerce et le développement de la mer Noire a financé trois projets à hauteur de 18,8 millions

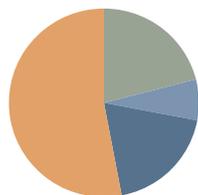
Prêts aux micro-entreprises et services municipaux

Le succès avec lequel la BERD a répondu aux besoins des petites et moyennes entreprises n'est pas passé inaperçu. De nombreux organismes donateurs ont reconnu que ce secteur forme la base de l'économie de marché en assurant des revenus et des emplois à de larges sections de la population. La BERD participe désormais activement aux prêts aux micro et petites entreprises dans 15 pays, soit par le biais de banques de microfinancement récemment mises en place ou en collaboration avec des banques locales avec lesquelles elle agit en partenariat. Le montant total des prêts octroyés jusqu'ici est proche de 2,3 milliards d'euros.

En 2002, de nombreux organismes donateurs ont apporté un appui aux programmes de la BERD pour les petites entreprises (voir page 19), y compris, les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, l'Union européenne et de nombreuses institutions spécialisées comme Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), la FMO et le Fonds international de coopération pour le développement (ICDF) du Taipei chinois. La Société financière internationale (SFI) a créé le fonds d'investissement pour la coopération, qui est administré par la BERD, dans l'objectif d'aider les micro-entreprises en Asie centrale. Le total des fonds de cofinancement engagés dans ce secteur en 2002 s'est élevé à 90,3 millions d'euros au titre de 11 projets.

Les services municipaux comprennent le chauffage urbain, l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées, l'évacuation des déchets solides, la construction de réseaux d'égouts et les transports urbains. L'Union européenne, en particulier par le biais de ses instruments structurels de pré-adhésion (ISPA), a été l'un des principaux donateurs pour de nombreux projets municipaux en 2002. L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), la FMO et KfW ont également apporté un appui très généreux aux projets de la BERD dans ce secteur. En 2002, le total de l'appui de cofinancement fourni par des sources officielles dans ce secteur s'est élevé à 383,8 millions d'euros au titre de 12 projets.

Sources de cofinancement officiel (2002)



■ Institutions financières bilatérales 21 %
 ■ Gouvernements donateurs 7 %
 ■ Commission européenne 19 %
 ■ IFI 53 %

d'euros : banque de microfinancement d'Azerbaïdjan, JSC Channel Energi dans le Port de Poti (Géorgie) et prêt de pré-privatisation à SNP Petrom (Roumanie – voir page 77).

L'Union européenne, par le biais de ses instruments structurels de pré-adhésion (ISPA) et de ses programmes PHARE et TACIS, a financé des investissements de 212,8 millions d'euros au titre de huit projets en Bulgarie (électricité et énergie), en Géorgie (centrale hydroélectrique), en Lituanie, en Pologne et en Roumanie (infrastructures municipales).

D'autres institutions officielles de financement ont fourni 236,9 millions d'euros de cofinancement au titre de 15 projets. Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et Deutsche Entwicklungsgesellschaft (DEG) ont participé à dix projets d'un montant total de 138,7 millions d'euros. Le cofinancement de KfW a porté sur les infrastructures municipales et le financement des micro-entreprises. La Société néerlandaise de financement du développement (FMO) a cofinancé sept projets à hauteur de 54,7 millions d'euros pour des investissements dans des entreprises et le financement de micro-entreprises. La Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) a cofinancé le projet de distribution d'électricité en Albanie (27,7 millions d'euros).

Des organismes et des programmes publics ont fourni des subventions représentant un montant total de 78,1 millions d'euros au titre de 15 projets dans les pays ci-après : Albanie, Bulgarie, ERY de Macédoine, Géorgie, Moldova, République fédérale de Yougoslavie, République kirghize, Roumanie et Tadjikistan. Les donateurs étaient l'Allemagne, le Canada, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Initiative pour l'Europe centrale, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, les pays nordiques (Fonds spécial d'investissement pour la Baltique), la Suisse et le Taipei chinois. Cet appui a porté plus particulièrement sur les infrastructures (électricité et énergie, routes), les services municipaux (transports urbains), la facilitation du commerce et le microfinancement.

Fonds de coopération technique

Les activités d'investissement de la BERD bénéficient de l'appui d'un grand nombre de consultants et d'experts dont les services sont financés par le Programme de fonds de coopération technique (PFCT). Ce programme financé par les subventions de donateurs permet à la BERD d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre de projets d'investissement et de fournir des services consultatifs à des clients du secteur privé et du secteur public. Les priorités du PFCT consistent à promouvoir le renforcement des institutions (voir encadré page 81), à aider les petites et moyennes entreprises (PME) et à mettre en place les structures juridiques et réglementaires qui facilitent le processus de transition (voir page 85).

Le montant total des subventions versées par des donateurs depuis la création du PFCT a atteint 1 milliard d'euros en 2002. Pendant l'exercice, le niveau des nouveaux engagements de coopération technique a atteint un peu plus de 100 millions d'euros. L'Union européenne, les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, les Pays-Bas et le Canada ont été les principaux donateurs qui ont financé de nouvelles missions de coopération technique en 2002. D'importantes contributions ont également été réalisées dans le cadre d'initiatives financées par plusieurs donateurs, notamment le Fonds régional de capital-risque pour la Russie du Nord-Ouest, le Fonds pour les petites entreprises de Russie, le Fonds de coopération technique pour la Mongolie et le Fonds spécial pour la région des Balkans (voir tableau page 82).

La Fédération de Russie, la Pologne, l'Ukraine, la République fédérale de Yougoslavie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ont été les principaux pays bénéficiaires des nouveaux engagements au titre de la coopération technique en 2002. En outre, des initiatives régionales (multi-pays) ont été menées par le mécanisme de financement des PME financé par les Etats-Unis, le mécanisme UE/BERD de financement des PME, le programme de redressement des

entreprises financé par le programme PHARE de l'UE et le programme de services consultatifs aux entreprises en Asie centrale financé par le Japon (voir page 85).

Les nouvelles initiatives de coopération technique financées pendant l'exercice ont porté principalement sur l'appui aux institutions financières au service des petites et micro-entreprises. Les projets d'infrastructure ont aussi bénéficié d'un appui décisif des donateurs, notamment les infrastructures environnementales et municipales et le chauffage urbain. L'aide aux entreprises locales fournie par le programme de redressement des entreprises et le programme de services consultatifs aux entreprises a également bénéficié d'un solide appui des donateurs pendant l'exercice.

Nouveaux moyens de financement

En 2002, les Etats-Unis ont fourni 9 millions de dollars EU à l'appui du Fonds pour les petites entreprises de Russie, du mécanisme de financement des PME et du programme de micro crédit en Ukraine. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international et l'Agence des Etats-Unis pour le commerce et le développement ont versé des

contributions supplémentaires de 2,8 millions de dollars EU pour aider à la préparation et à l'exécution des projets.

Le mécanisme Union européenne/BERD pour la préparation des investissements

a été mis en place en 2002. Ce mécanisme permet de financer l'élaboration et la mise en œuvre des projets d'investissement de la BERD dans la région de la CEI. Des fonds initiaux de 10 millions d'euros ont été mis à la disposition de ce mécanisme en 2002.

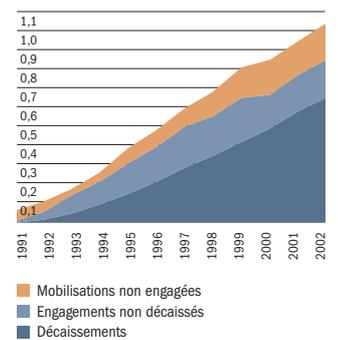
Le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale

a été lancé pour répondre aux besoins d'investissement dans des projets environnementaux réalisés par les municipalités et des opérations de dépollution nucléaire dans la région du Nord-Ouest de la Russie. A la fin de 2002, les contributions versées au bénéfice de ce partenariat s'élevaient à 110 millions d'euros.

Les pays ci-après figurent au nombre des donateurs : Danemark, Finlande, Norvège, Pays-Bas, Fédération de Russie, Suède et Union européenne. Un groupe directeur comprenant la BERD, l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement, la Fédération de Russie, la Banque nordique

Mobilisations, engagements et décaissements cumulés au titre de la coopération technique, 1991-2002

en milliards d'euros



Fonds engagés au titre de la coopération technique, par pays bénéficiaire

	2002 Nombre	2002 en millions d'euros
Fédération de Russie	37	19,2
Pologne	15	7,2
Ukraine	18	6,0
République fédérale de Yougoslavie	16	5,4
Kazakhstan	9	4,1
Ouzbékistan	11	4,0
Azerbaïdjan	8	3,4
Géorgie	8	2,7
Bulgarie	9	2,7
ERY de Macédoine	6	2,5
Mongolie ¹	9	2,0
Roumanie	7	1,9
Arménie	5	1,5
République kirghize	4	1,1
Tadjikistan	2	0,8
Croatie	11	0,7
République slovaque	4	0,4
Lituanie	2	0,3
Slovénie	4	0,2
Bosnie-Herzégovine	2	0,2
Bélarus	3	0,2
Hongrie	3	0,2
Albanie	1	<0,1
Turkménistan	1	<0,1
République tchèque	1	<0,1
Projets régionaux	65	35,0
Total	261	101,7

Renforcement des institutions

Dans tous les pays d'opérations de la Banque, l'amélioration des compétences suscite une forte demande dans les institutions publiques et privées. En 2002, la BERD a été en mesure de répondre à certains de ces besoins en finançant plus de 100 missions de coopération technique axées sur le renforcement des institutions au moyen de fonds de donateurs. Ces missions ont permis aux clients de la Banque de développer leurs compétences avec l'aide de consultants. En voici quelques-uns des exemples les plus marquants :

- > Assistance à la gestion de banques locales dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE financée par la Communauté européenne.
- > Aide à la restructuration des chemins de fer ouzbeks financée par le Japon.
- > Expansion des banques de microfinancement en ERY de Macédoine et en République fédérale de Yougoslavie avec l'aide d'experts financés par les Etats-Unis.
- > Mise en oeuvre d'une réforme législative des opérations garanties en République slovaque financée par le Royaume-Uni.

Le montant total des missions de renforcement des institutions réalisées en 2002 a dépassé 50 millions d'euros, ce qui représente plus de la moitié du programme de coopération technique pour l'exercice.

¹ La Mongolie n'est pas un pays d'opérations de la BERD, mais le Conseil d'administration a autorisé des activités limitées en Mongolie, au moyen des fonds de donateurs.

d'investissement et la Banque mondiale a été créé afin de définir les priorités des projets environnementaux. Le projet de construction d'une barrière de protection contre les crues à St. Pétersbourg a été le premier investissement signé avec l'aide de ce partenariat.

Le fonds de coopération technique pour la Mongolie a intensifié ses opérations, neuf missions de coopération technique représentant un montant de 2 millions d'euros ayant été approuvées pendant l'exercice. Le Fonds de coopération technique pour la Mongolie bénéficie de l'appui du Japon, du Luxembourg et des Pays-Bas. Le Fonds international de coopération pour le développement du Taipei chinois a annoncé son intention de contribuer en 2003 au Fonds de coopération technique pour la Mongolie.

De plus amples renseignements sur le PFCT figurent dans le rapport de la BERD à la communauté des donateurs et des partenaires officiels de cofinancement pour 2002-2003 (*EBRD Report to the Donor and Co-financing Community*).

Programme de redressement des entreprises

Le programme de redressement des entreprises, qui est administré pour le compte de la BERD par le groupe de redressement des entreprises, vise à améliorer les méthodes de gestion ainsi que les compétences commerciales et techniques dans les pays en transition. Dans ce dessein,

le programme apporte une aide spécifique aux entreprises potentiellement viables dans tous les pays d'opérations de la Banque. Financé par divers donateurs, ce programme contribue à développer l'économie locale et, ce faisant, à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions sociales.

Ce programme s'adresse directement aux entreprises en les conseillant en matière de développement des compétences de gestion, d'exploitation de l'entreprise, de restructuration, de production, de conception, de commercialisation et de mise au point des produits. Il les aide également à réduire les coûts d'exploitation et à développer les marchés locaux et les marchés d'exportation.

Ce programme contribue également à accroître la sensibilisation à l'impact environnemental des activités commerciales, à optimiser l'utilisation de l'énergie et à améliorer la santé et la sécurité sur le lieu de travail. Le programme permet d'améliorer les résultats des entreprises, mais il aide aussi à retenir l'attention de partenaires commerciaux ou d'investisseurs éventuels sur certaines entreprises.

Dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE, ce programme aide les entreprises à remplir les conditions requises pour satisfaire aux directives et aux normes appropriées de l'UE. En reconnaissance de sa réussite, ce programme a reçu en 2002 une nouvelle subvention de 7 millions d'euros du Programme PHARE de l'UE pour poursuivre son action dans ces pays.

Fonds engagés au titre de la coopération technique, par donateur, en 2002

	en millions d'euros
Union européenne	54,5
Etats-Unis d'Amérique	12,3
Japon	7,7
Compte régional de capital-risque pour le Nord-Ouest de la Fédération de Russie	4,7
Pays-Bas	4,2
Fonds pour les petites entreprises de Russie	3,1
Fonds de coopération technique pour la Mongolie	2,0
Canada	1,9
Suisse	1,6
Taipei chinois	1,1
Suède	0,9
Royaume-Uni	0,9
France	0,9
Italie	0,8
Fonds spécial pour la région des Balkans	0,7
Finlande	0,7
Espagne	0,5
Fonds d'assistance technique pour la Baltique	0,5
Autriche	0,5
Luxembourg	0,4
Grèce	0,3
Irlande	0,3
Danemark	0,2
Allemagne	0,2
Fonds spécial de coopération technique	0,2
Fonds pour le secteur financier en Géorgie	0,2
Belgique	0,2
Fonds pour l'environnement mondial	0,1
Corée	0,1
Total	101,7

Remarque : Les pays donateurs ci-après ont participé aux fonds de coopération technique énumérés ci-dessus :

- > Fonds spécial pour la région des Balkans : Canada, Danemark, Taipei chinois
- > Fonds d'assistance technique pour la Baltique : pays nordiques
- > Fonds pour les petites entreprises de Russie : pays du G7, Suisse
- > Fonds régional de capital-risque pour le Nord-Ouest de la Fédération de Russie : Finlande, Norvège, Suède
- > Fonds de coopération technique pour la Mongolie : Japon, Luxembourg, Pays-Bas

Impact sur le processus de transition

Une étude a été entreprise en 2002 pour déterminer l'impact que les fonds de donateurs ont eu sur le processus de transition. Environ la moitié des projets de la BERD ont bénéficié directement d'un financement de la coopération technique, ce qui a facilité la mise au point ou l'exécution des projets. En fin d'exercice, des investissements de la BERD représentant un total de 9 milliards d'euros avaient reçu une aide directe des fonds de coopération technique. Le processus de transition est également facilité par l'action consultative fournie au titre du programme de transition juridique de la BERD, du programme de redressement des entreprises et du programme de services consultatifs aux entreprises. En 2003, la BERD publiera un rapport sur la manière dont les activités financées par des donateurs ont facilité le processus de transition au cours des dix dernières années.

Depuis son lancement en 1993, des subventions de plus de 60 millions d'euros ont été fournies par 27 donateurs, au nombre desquels figure l'Union européenne, ce qui a permis au programme de redressement des entreprises de mettre en œuvre 957 projets dans 26 pays. Le chiffre d'affaires global des entreprises qui ont bénéficié de ce programme, et qui emploient environ 750 000 personnes, atteint 18 milliards d'euros.

Les projets réalisés dans le cadre de ce programme ont eu pour effet de faire adopter de solides règles en matière de gestion et de contrôles financiers, de nouvelles méthodes de conception et de marketing, d'améliorer la productivité, d'accroître les ventes et de relever le niveau de l'emploi. Dans les entreprises de moins de 250 employés, le chiffre d'affaires a progressé d'environ 34 % et l'emploi d'environ 15 %. Dans les plus grandes entreprises, la productivité et le chiffre d'affaires ont aussi progressé, mais certaines réductions de personnel s'imposent dans la plupart des cas.

Plus de 80 % de tous les projets qui relèvent du programme de redressement des entreprises ont été jugés "satisfaisants" ou "très satisfaisants" par les évaluateurs indépendants.

Fabricant de meubles, République slovaque

Client : Cette entreprise produit un mobilier de qualité destiné à des hôtels et à des bureaux et pour lequel de larges débouchés existent en Europe orientale et occidentale. En raison toutefois d'une mauvaise planification financière et d'un certain nombre de contrats peu judicieux et assortis de très faibles marges de profit, l'entreprise connaissait des difficultés financières.

Appui du programme de redressement des entreprises : L'équipe du programme de redressement des entreprises a aidé les responsables à mettre en place un système de gestion de la trésorerie, à élaborer et à mettre en œuvre un plan d'activité à long terme et à mettre au point de nouvelles stratégies de commercialisation et de vente.

Résultat : Le chiffre d'affaires a doublé en 2002 et l'entreprise a attiré un gros investisseur étranger. Après l'intervention de l'équipe du programme de redressement, le président-directeur général a déclaré que l'entreprise "n'aurait pas pu survivre sans cette aide".

Programme de services consultatifs aux entreprises

Le programme de services consultatifs aux entreprises, qui est administré par le groupe du programme de redressement des entreprises pour le compte de la BERD, aide les micro, petites et moyennes entreprises à améliorer leur efficacité et leur compétitivité. Ce programme aide les entreprises à définir leurs besoins en matière de services

consultatifs et à préciser le rôle des services que devraient fournir les consultants locaux. Le programme contribue ainsi à développer les services consultatifs locaux. Les projets entrepris au titre de ce programme ont généralement pour objet d'appuyer des services clairement définis (études de marché, systèmes de gestion de l'information et élaboration de plans d'exploitation) et de donner des résultats rapides.

Fabricant de matériel électrique, Fédération de Russie

Client : Cette entreprise fabrique des éléments et des appareillages électriques. Au cours des dernières années, elle a connu une expansion rapide et a augmenté sa main-d'œuvre, le nombre de ses employés dépassant 1 000. Toutefois, la direction n'avait pas assuré un contrôle suffisant de l'expansion de l'entreprise, qui se trouvait menacée.

Appui du programme de redressement des entreprises : L'équipe du programme a constaté que, faute d'expérience, le personnel de direction avait été dans l'impossibilité de faire face à l'évolution de la conjoncture en Fédération de Russie, mais était désireux d'apprendre. Le service des ventes a été restructuré pour tirer parti des outils informatiques et a adopté une stratégie de fixation des prix en fonction du marché. Des méthodes modernes de contrôle financier ont été mises au point, de même que de nouvelles méthodes d'élaboration de produits et une structure de gestion des produits. Des mesures d'encouragement ont été adoptées à l'intention du personnel, ce qui a eu un effet positif immédiat sur la qualité de la production et les rendements.

Résultat : L'action de l'équipe du programme de redressement des entreprises a directement permis aux principaux directeurs de l'entreprise d'acquiescer rapidement de nouvelles compétences en leur permettant de travailler aux côtés de conseillers. L'entreprise est maintenant solide et bien organisée et dispose d'un plan d'exploitation stratégiquement bien défini.



Le programme de services consultatifs aux entreprises est financé par divers donateurs qui ont fourni jusqu'ici un montant total de 30,7 millions d'euros. Ce programme a vu le jour dans les Etats baltes, où il est en place depuis plus de sept ans. A la fin de 2002, ce programme avait permis de réaliser 1 582 projets dans plus de 1 200 entreprises employant plus de 119 000 personnes, avec des ventes globales chiffrées à plus de 4,2 milliards d'euros. L'aide fournie au titre de ce programme a permis à ces entreprises de réunir 42 millions d'euros de financements extérieurs. Financé au départ par les pays nordiques, à hauteur de 11,1 millions d'euros à ce jour, le programme de services consultatifs aux entreprises des Etats baltes a aussi reçu 3,6 millions d'euros de l'Union européenne. Les évaluateurs extérieurs ont attribué une cote très élevée à ce programme. Il ressort de l'analyse des résultats que les petites entreprises (moins de 100 employés) ont connu la plus forte croissance et créé le plus grand nombre d'emplois.

Un programme de services consultatifs pour la Russie du Nord-Ouest, financé par les pays nordiques, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Suisse, a également été lancé en 2000 et a

déjà permis de réaliser 77 projets dans des entreprises qui représentent un chiffre d'affaires global de 146 millions d'euros et qui emploient 9 000 personnes. Un programme de services consultatifs à Samara, entièrement financé par le Royaume-Uni, a été mis en place en 2001 et a permis de réaliser 66 projets. La Finlande, le Luxembourg et la Suède se sont engagés à fournir 0,5 million d'euros pour un programme de services consultatifs aux entreprises qui sera réalisé sur deux ans à Kaliningrad.

Dans l'Europe du Sud-Est, des programmes de services consultatifs aux entreprises ont été mis en place en Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie, en Croatie, en ERY de Macédoine et en Slovénie avec le financement du Programme PHARE de l'UE, de l'Initiative pour l'Europe centrale, de l'Allemagne, de l'Autriche et du Royaume-Uni. Au total, 453 projets ont été mis en œuvre. En outre, un nouveau bureau au Monténégro, entièrement financé par l'UE sous les auspices de l'Agence européenne pour la reconstruction,

Fenêtres et portes en matière plastique, Lettonie

Client : Créée en 1995, cette société produit des portes et des fenêtres en matière plastique et assure toute une gamme de services – conception, fabrication et installation. Les clients sont essentiellement de grandes entreprises de construction. La société est progressivement arrivée à un chiffre d'affaires annuel de 2,4 millions d'euros et emploie 35 personnes.

Appui du programme de services consultatifs : Le programme a aidé cette société à se développer en mettant en œuvre un système automatisé de conception et en appliquant des normes strictes de qualité. L'entreprise fournit désormais des services de conception qui correspondent aux meilleures pratiques de l'UE.

Résultats : L'activité locale se développe rapidement et l'entreprise a commencé à exporter à destination de l'Allemagne et de la Belgique. En 2002, les ventes ont atteint 3,5 millions d'euros et l'entreprise emploie désormais 70 personnes. Les exportations représentent maintenant 10 % du chiffre d'affaires et augmenteront sans doute sensiblement au cours des prochaines années.

Services de transports maritimes, Fédération de Russie

Client : Cette entreprise a été créée en 1992 pour offrir des services aux navires dans la région de St. Pétersbourg. Ces services vont de la réparation des navires et de leurs appareils de propulsion à la fourniture de divers types de matériels.

Appui du programme de services consultatifs : Face à une concurrence accrue et à des prescriptions plus strictes pour les propriétaires de navires, il est devenu capital que l'entreprise réponde à des normes de qualité internationalement acceptées. Le programme de services consultatifs aux entreprises a aidé cette entreprise à répondre aux normes exigées.

Résultats : L'entreprise a amélioré de façon spectaculaire sa position sur le marché. De nouveaux contrats ont été signés avec plusieurs compagnies occidentales de transports maritimes et avec deux grandes compagnies russes. Le total des ventes a doublé en 2002 et dix nouveaux employés ont été recrutés. L'amélioration de la qualité des services a permis à l'entreprise d'élargir sa clientèle de base, qui est passée de 600 à 900 pour la seule ville de St. Pétersbourg.



est actuellement mis en place et entreprendra en 2003 un programme de services consultatifs aux entreprises d'une durée de deux ans.

En Asie centrale, le programme de services consultatifs aux entreprises financé par le Fonds de coopération Japon-Europe a entrepris au total 128 projets au Kazakhstan et en Ouzbékistan. Dans le Caucase, trois nouveaux bureaux du programme de services consultatifs aux entreprises seront créés en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie en 2003. Ces programmes seront financés par l'UE.

Programme de transition juridique

Par le biais du programme de transition juridique, la BERD contribue à améliorer le climat de l'investissement dans les pays où elle opère en créant un environnement juridique transparent, prévisible et favorable aux investisseurs. Le programme de transition juridique facilite notamment l'élaboration de normes internationales conformes aux meilleures pratiques commerciales et permet d'évaluer les progrès de la réforme juridique dans les pays d'opérations. Ce programme facilite également l'élaboration de bonnes règles juridiques et la mise en place d'institutions efficaces pour leur application, et il encourage les réformes juridiques dans l'ensemble de la région. D'importants projets de réforme juridique qui ont eu un impact positif sur la transition en 2002 sont résumés ci-après.

Opérations garanties en République slovaque

Le 1er janvier 2003, un nouveau régime pour les opérations garanties est entré en vigueur en République slovaque, équipant le pays de l'un des meilleurs systèmes de crédit garanti en Europe et d'un système d'enregistrement très perfectionné. Dans le régime antérieur, les procédures légales permettant d'obtenir des garanties étaient longues et les chances pour un créancier d'obtenir un remboursement sur la base de ces garanties étaient incertaines. En outre, les types d'avoirs acceptés à titre de garantie étaient limités. Le nouveau système, qui s'inspire largement de la loi type de la BERD sur les opérations garanties, facilitera considérablement la délivrance de garanties sur des avoirs. Dans ce système, les procédures légales permettant d'obtenir une garantie ont été simplifiées. Les possibilités pour un créancier de réussir à faire valoir la garantie ont été nettement améliorées et les catégories d'avoirs pouvant servir de garantie ont été élargies.

Le nouveau registre des charges est tenu par la Chambre des notaires de la République slovaque. Il revêt la forme d'une base de données électronique centralisée et l'enregistrement se fait instantanément sur les terminaux d'ordinateurs dans les cabinets

des notaires. Les renseignements inscrits au registre relèvent du domaine public et peuvent être consultés sur Internet. La BERD a fait office de conseiller du Gouvernement slovaque pendant ces opérations, qui ont été financées par le Gouvernement du Royaume-Uni.

Réforme de la loi sur le crédit-bail en Ouzbékistan

La BERD a aidé l'Ouzbékistan à élaborer une législation globale moderne sur le crédit-bail pour garantir une réglementation appropriée des aspects financiers et non-financiers des opérations de crédit-bail (à l'exclusion des transactions immobilières). Bon nombre des recommandations de la Banque ont été reprises dans un décret présidentiel qui a été promulgué en août 2002. Ce décret a apporté un certain nombre d'améliorations aux conditions du crédit-bail en Ouzbékistan. C'est ainsi, par exemple, que les preneurs à bail sont désormais exonérés de l'impôt foncier sur le matériel loué avec option d'achat pendant la durée de la location, et les versements effectués au titre du crédit-bail sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée.

A la suite de ce décret, les instruments juridiques concernés, y compris le Code civil, le Code des impôts, la Loi sur le crédit-bail et la Loi sur les tarifs douaniers, ont été révisés à la fin de 2002 par le Parlement ouzbek afin de les harmoniser avec le décret sur le crédit-bail. Le financement de ce projet a été assuré par le Gouvernement du Royaume-Uni.

Réglementation des télécommunications en Fédération de Russie

La BERD a largement conseillé le Gouvernement russe au sujet de la révision de la loi sur les télécommunications afin qu'elle corresponde aux meilleures pratiques internationales et européennes. Le projet d'amendement à la loi de 1995 sur les communications fédérales a été étudié par la Banque afin d'identifier d'éventuels problèmes juridiques. La Douma devrait adopter cet amendement en 2003. Après son adoption, la BERD continuera d'aider le ministère à adopter les instruments législatifs et réglementaires nécessaires pour consolider le nouveau cadre réglementaire. La première phase de ce projet a été financée par le Gouvernement canadien. Le Gouvernement des Etats-Unis en finance la deuxième phase, qui porte sur la mise en œuvre des initiatives.

Sûreté nucléaire

La BERD joue un rôle central dans la promotion de la sûreté nucléaire. Elle administre le Compte pour la sûreté nucléaire (CSN), le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl (FST) et trois fonds internationaux d'appui à la mise hors service pour la Bulgarie, la Lituanie et la République slovaque ainsi que le Fonds de soutien au partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale. Au total, les pays donateurs ont mis plus de 1,6 milliard d'euros à la disposition de ces fonds.

Conformément aux règlements de chacun de ces fonds, la Banque rend compte aux pays donateurs par le biais des différentes assemblées de contributeurs, qui contrôlent la gestion des fonds, approuvent les programmes de travail et les états financiers annuels et se prononcent au sujet du financement des différents projets. La BERD fournit des services techniques, juridiques et administratifs et assure la gestion des projets ; elle est remboursée par les fonds de toutes les dépenses qu'elle assume.

Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale

Le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale est devenu opérationnel en novembre 2002 après la première réunion de l'assemblée des contributeurs. L'Union européenne, la Fédération de Russie, le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ont pris des engagements pour un total de 110 millions d'euros. Sur ce montant, environ 62 millions d'euros ont été affectés au "volet nucléaire". D'autres gouvernements se sont déclarés disposés à participer à ce fonds et se sont engagés à y verser au moins la contribution minimale de 10 millions d'euros.

Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl

La transformation du sarcophage mis en place à Tchernobyl en un système stable est entrée dans sa deuxième phase. Dans le cadre de cette deuxième phase du plan d'exécution du sarcophage de Tchernobyl, les principaux projets de construction se trouvent maintenant à un stade avancé de la conception : stabilisation de l'enceinte qui entoure le réacteur détruit et construction d'une nouvelle enceinte de confinement autour de la structure initiale. Les contrats pour la réalisation de ces grands projets devraient être passés en 2003. La nouvelle enceinte de confinement protégera le sarcophage des entrées d'eau et évitera le dégagement de poussières radioactives. Lorsque tous les éléments seront en place, la structure assurera une sécurité à long terme et constituera une base solide pour toute opération ultérieure. Ces travaux devraient être achevés en 2007.

Le financement du sarcophage de Tchernobyl est assuré par le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl, qui a été créé en 1997 pour aider l'Ukraine après la destruction du réacteur nucléaire de Tchernobyl en 1986.

La communauté internationale des donateurs s'est engagée à fournir un total de 681 millions d'euros, sur un coût total estimé à 730 millions d'euros.

Au 31 décembre 2002, les membres de l'assemblée étaient l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Koweït, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, l'Ukraine et l'Union européenne. En outre, la Corée, l'Islande, Israël, le Portugal, la République slovaque et la Slovaquie ont le statut de donateurs.

Compte pour la sûreté nucléaire

L'achèvement de deux installations de mise hors service de Tchernobyl et la réalisation d'une analyse de la sécurité du réacteur RBMK en Fédération de Russie sont les deux tâches que devra encore accomplir le Compte pour la sûreté nucléaire, qui a été créé en 1993.

Les travaux d'ingénierie dans l'installation de stockage du combustible irradié et dans l'installation de traitement des déchets radioactifs liquides à Tchernobyl ont été

Projets du Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale liés au nucléaire

Les projets qui seront financés par le "volet nucléaire" du Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale se fondent pour la plupart sur les études menées par un groupe d'experts internationaux sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces projets porteront sur les risques environnementaux créés par l'exploitation et la mise hors service des sous-marins nucléaires et autres navires qui appartiennent à la flotte septentrionale de la Fédération de Russie le long des côtes de la mer de Barents. Les projets prioritaires porteront sur la sécurité du déchargement, du traitement et du stockage intermédiaire de combustible irradié ainsi que des déchets radioactifs liquides et solides. Ils porteront aussi sur la protection physique des matières nucléaires. Les projets liés à ce partenariat feront partie du programme d'ensemble pour la dépollution de la Russie du Nord-Ouest mis en œuvre par le Gouvernement russe. Le partenariat pour l'environnement pourrait aussi devenir un moyen de coordination pour un certain nombre de programmes de coopération entrepris dans la région.

L'accord relatif au programme multilatéral sur l'environnement nucléaire dans la Fédération de Russie n'a pas encore été signé et demeure un préalable à la mise en œuvre des projets nucléaires du Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale. Cet accord servira de cadre juridique pour la mise en œuvre de tous les projets de dépollution nucléaire en Fédération de Russie, la réglementation des questions d'exonération d'impôt, les questions de responsabilité et les droits d'accès aux sites.

achevés en 2002 et la mise en place du matériel a commencé. Ces deux installations, qui devraient être achevées en 2004, contribueront à la mise hors service en toute sécurité des trois réacteurs de la centrale qui ont déjà cessé d'être utilisés.

En 2002, la première analyse indépendante d'un rapport de sécurité relatif à un réacteur russe de première génération (tranche 1 du réacteur de Kursk) a commencé. Des experts occidentaux et russes ont établi un premier rapport intérimaire qui a permis à l'assemblée des contribuants d'approuver le financement de la deuxième phase du projet. Un rapport final, attendu à la fin de 2003, fournira une évaluation de la qualité du rapport de sécurité russe et donnera en conséquence une idée de la sécurité d'ensemble de la centrale.

Le premier objectif du Compte pour la sûreté nucléaire était de financer des améliorations à court terme de la sécurité pour les réacteurs soviétiques de première génération (VVER 440/230 et RBMK) afin de réduire les risques d'accidents avant leur mise hors service. Ces programmes ont été couronnés de succès. Le programme mis en œuvre à Tchernobyl avec le financement du Compte pour la sûreté nucléaire, qui comprenait une

amélioration de la sûreté et des installations de mise hors service, a largement contribué à la décision de fermer en décembre 2000 la dernière tranche en service de cette centrale.

Les accords passés par le Compte pour la sûreté nucléaire avec la Bulgarie et la Lituanie prévoyaient la mise hors service des centrales nucléaires de Kozloduy et d'Ignalina. Grâce à ces accords, des engagements fermes ont pu être pris pour une date de clôture dans les négociations liées à l'adhésion de la Lituanie et de la Bulgarie à l'Union européenne. Ces engagements ont aussi été intégrés aux accords-cadres pour les fonds de mise hors service que ces deux pays ont ratifiés en 2002.

Le mandat actuel du Compte pour la sûreté nucléaire court jusqu'à la fin de 2004. Au 31 décembre 2002, les membres de l'assemblée du Compte pour la sûreté nucléaire étaient l'Union européenne et les 14 pays suivants : Allemagne, Belgique,

Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

Fonds internationaux d'appui à la mise hors service

Trois fonds internationaux d'appui à la mise hors service ont été créés en 2001 pour aider les pays candidats à l'adhésion à l'UE à mettre hors service leurs réacteurs de conception soviétique de première génération conformément à un calendrier convenu avec l'UE. La Bulgarie a fermé les tranches 1 et 2 de la centrale de Kozloduy à la fin de 2002 et s'est engagée à fermer les tranches 3 et 4 d'ici 2006. La Lituanie s'est engagée à fermer la tranche 1 de la centrale d'Ignalina avant 2005 et la tranche 2 avant 2009. La République slovaque s'est engagée à mettre hors service les tranches 1 et 2 (V1) de la centrale de Bohunice en 2006 et 2008 respectivement.



↑ La construction des installations de stockage de combustible irradié de Tchernobyl – les plus importantes du monde – s'est achevée à l'été 2002.

← Les tranches 1 et 2 de la centrale de Kozloduy ont été fermées en décembre 2002.

Chauffage urbain à Sofia

Une meilleur rendement énergétique dans le réseau de chauffage urbain de Sofia est actuellement réalisé au moyen d'un partenariat spécifique entre la BERD, la Banque mondiale et le Fonds international d'appui à la mise hors service. Ce projet finance la mise en place de nouveaux matériels qui ménagent l'environnement et consomment peu d'énergie dans les sous-stations de la ville ainsi que le remplacement des tuyaux de chauffage conformément à la nouvelle stratégie énergétique de la Bulgarie.

La subvention du fonds international d'appui à la mise hors service, qui pourrait atteindre 30 millions d'euros, complète les prêts de 30 millions d'euros et de 26,4 millions d'euros de la BERD et de la Banque mondiale respectivement, pour un projet d'un coût total de 114 millions d'euros. C'est la première fois que les fonds pour la sûreté nucléaire de la Banque ont été utilisés dans un projet de cofinancement qui pourrait servir de modèle pour d'autres projets énergétiques en Bulgarie, en Lituanie et en République slovaque.

Les premiers projets financés par les fonds internationaux d'appui à la mise hors service porteront sur les installations nécessaires aux opérations de mise hors service. En règle générale, il s'agit d'installations pour le stockage du combustible irradié ainsi que le traitement et le stockage des déchets radioactifs. Ces fonds permettront aussi de financer des investissements dans les secteurs énergétiques en Bulgarie, en Lituanie et en République slovaque, notamment des mesures de rendement énergétique destinées à faciliter la mise hors services des centrales nucléaires de manière peu onéreuse et dans de bonnes conditions environnementales.

Le montant que les donateurs se sont engagés à verser à ces trois fonds dépasse 500 millions d'euros. Certains contributeurs envisagent actuellement d'accroître leurs engagements. Les membres des trois assemblées de contributeurs sont l'Union européenne, l'Autriche, le Danemark, l'Espagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. La Belgique et la Suisse sont membres du fonds international d'appui à la mise hors

service des centrales d'Ignalina et de Kozloduy. L'Allemagne, la Finlande, la France, le Luxembourg, la Norvège, la Pologne et la Suède sont membres du fonds international d'appui à la mise hors service d'Ignalina, et la Grèce est membre du fonds international d'appui à la mise hors service de Kozloduy. L'Irlande contribue à ces trois fonds.

Passation des marchés

Les marchés passés dans le cadre des projets de la BERD doivent reposer sur les principes fondamentaux de non-discrimination, d'équité et de transparence. La politique et les règles de passation des marchés de la Banque reposent sur ces principes, qui visent à encourager l'efficacité et à minimiser les risques de crédit dans les opérations de prêt et d'investissement de la Banque. La BERD tient à ce que tous les participants au processus d'achat lié au projet observent en permanence les plus hautes normes d'éthique et de conduite, également pendant l'exécution des marchés.

La BERD applique des méthodes distinctes à la passation des marchés selon qu'il s'agit de projets dans le secteur public ou dans le secteur privé. Un client du secteur privé est autorisé à utiliser ses propres pratiques commerciales à condition que la BERD confirme que ces pratiques sont commercialement valables, que les prix du marché sont appliqués, qu'il n'y a pas de conflits d'intérêt et que les intérêts des clients sont respectés. La passation des marchés dans le secteur public est plus restrictive. La BERD invite les clients à utiliser des procédures structurées et transparentes pour maximiser la concurrence et garantir des chances égales à tous les participants et elle suit de près les opérations de passation des marchés, en se réservant la possibilité de soulever des objections à certaines étapes fondamentales de ce processus.

Au cours de l'exercice 2002, la BERD a continué de collaborer étroitement avec d'autres banques multilatérales de développement afin d'harmoniser sa position en matière d'achats dans le secteur public. Des progrès importants ont été réalisés

en ce qui concerne les documents d'appel d'offres utilisés pour l'achat de marchandises, la passation de marchés d'ingénierie et la pré-qualification pour des travaux de génie civil. En outre, en collaboration avec la Banque mondiale, la BERD a participé à un examen des procédures de passation des marchés en Moldova et en République fédérale de Yougoslavie.

La BERD a continué à fournir pendant toute l'année 2002 des conseils et des services à ses clients aussi bien internes qu'externes. Des séminaires et ateliers sur la passation des marchés destinés à nos clients et à leurs agences ont été organisés dans dix pays d'opérations, de même que des présentations commerciales et des séances d'information pour les entreprises qui déposent des appels d'offres.

En 2002, la BERD a financé un total de 174 marchés dans le secteur public, d'une valeur totale de 505 millions d'euros, contre 120 marchés d'une valeur totale de 235 millions d'euros en 2001. La valeur totale des marchés attribués par la méthode de l'appel d'offres ouvert a atteint 498 millions d'euros en 2002, soit 98,5 % de la valeur totale des marchés attribués. Les initiatives lancées dans le secteur des transports représentent plus de 60 % de l'ensemble des marchés attribués dans le secteur public en 2002. Afin d'améliorer l'efficacité des achats qu'elle finance, la BERD fournit divers documents et publie régulièrement des informations sur les marchés à venir dans la page intitulée *Procurement Opportunities* de son site Web : <http://www.ebrd.com/oppor/procure>, que les entreprises peuvent consulter gratuitement.

Projets signés en 2002

Au 31 décembre 2002

Guide

Les sous-projets sont indiqués en **italiques gras** et *italiques*.

Les trois lignes qui suivent les descriptions de projet indiquent :

Le secteur · La catégorie d'examen environnemental préalable · Le type de financement

Date de la signature · Financement de la BERD (en millions d'euros)

Valeur du projet (en millions d'euros)

Le total du financement de la BERD en 2002 (en millions d'euros) est indiqué en fin de chaque présentation de projets par pays.

Les prêts sont calculés aux taux de change en vigueur au 31 décembre 2002.

Les prises de participation sont converties en euros aux taux de change en vigueur à la date de décaissement. Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme des éléments constitutifs.

Catégories d'examen environnemental préalable

Le projet demande :

A – une évaluation complète de l'impact sur l'environnement

B – une analyse environnementale

C – aucune évaluation ou analyse d'impact sur l'environnement

O – aucun audit environnemental

1 – un audit environnemental

FI – Intermédiaire financier

Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments suivants :

- garanties de facilitation du commerce émises et arrivées à terme en 2002
- investissements multiples pour mécanismes de financement pré-exportation dans le cadre du programme de facilitation du commerce
- rétrocession des engagements de la BERD
- investissements dans le cadre de fonds d'actions privés, comme le fonds régional Advent, qui sont financés par des institutions et gestionnaires de fonds privés.

Les fonds financés par les donateurs, comme les fonds régionaux de capital-risque, les fonds de post-privatisation et les fonds d'actions pour la reconstruction offrent une combinaison de prises de participation et de soutien sous forme de subventions. Les investissements réalisés dans le cadre de ces fonds sont inclus dans la liste des projets signés, à la condition qu'il s'agisse de comptes gérés de la BERD.

Albanie

Fonds d'actions pour la reconstruction de l'Albanie

Fonds d'actions de soutien aux petites et moyennes entreprises : biscuiterie, fabricant de meubles, usine de peinture, fabrique de bouteilles en plastique.

Fonds d'actions • C/O • Prise de participation

Signé le 25 avril • Financement BERD 1,3

Valeur du projet 2,9

Rénovation du système de distribution d'énergie en Albanie

Rénovation et modernisation des systèmes et sous-stations de transmission et distribution d'énergie de Tirana, Kavaja, Korca, Berat et Lushnja.

Electricité et énergie • B/1 • Prêt

Signé le 18 septembre • Financement BERD 24

Valeur du projet 143,3

Rénovation du réseau routier albanais

Travaux urgents sur une portion de 30 km de la route reliant Elbasan et Librazhd

Transport • B/O • Prêt

Signé le 16 décembre • Financement BERD 17

Valeur du projet 25,7

Financement BERD 42,3

Arménie

Programme arménien de production de cuivre

Utilisation de la capacité de production fournie par la fonderie de cuivre.

Industrie générale • C/1 • Prêt

Signé le 6 décembre • Financement BERD 2,9

Valeur du projet 4,1

Mécanisme-cadre multibanques d'Arménie

Financement pour les PME et développement du secteur bancaire.

Banque Anelik

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 9 décembre • Financement BERD 1

Valeur du projet 1

Financement BERD 3,9

Azerbaïdjan

Banque de microfinancement d'Azerbaïdjan

Mise en place d'une banque de microfinancement entièrement nouvelle offrant des services financiers aux micro et petites entreprises azéries.

Financement des petites entreprises • FI • Prise de participation

Signé le 28 juin • Financement BERD 1,2

Valeur du projet 5,4

Mécanisme-cadre multibanques en Azerbaïdjan

Financement pour les PME et développement du secteur bancaire.

Mbank

Prêt bancaire • C/O • Prêt

Signé le 29 novembre • Financement BERD 1,4

Valeur du projet 1,4

Société pétrolière Moncrief Azerbaïdjan

Modernisation et développement de champs pétrolifères dans la basse vallée du Kura.

Ressources naturelles • B/1 • Prêt

Signé le 18 décembre • Financement BERD 38,2

Valeur du projet 48,3

Programme régional de facilitation du commerce

Banque internationale d'Azerbaïdjan

Financement BERD 10,9

Financement BERD 51,7

Bélarus

Programme régional de facilitation du commerce

Priorbank

Financement BERD 7,5

Financement BERD 7,5

Bosnie-Herzégovine

Mécanisme-cadre pour les PME de Bosnie-Herzégovine

Universal Banka

Ligne de crédit pour l'aide aux PME du secteur privé, le financement de la consommation et le secteur bancaire.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 6 février • Financement BERD 2,5

Valeur du projet 3,3

UPI Banka

Prise de participation dans une banque commerciale

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 27 novembre • Financement BERD 2,3

Valeur du projet 2,4

Telekom Srpske

Extension des réseaux de téléphonie fixe et mobile et préparation de la privatisation.

Télécommunications • B/O • Prêt

Signé le 19 décembre • Financement BERD 30

Valeur du projet 95

UPI Banka

Ligne de crédit pour le soutien aux PME.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 20 décembre • Financement BERD 2,5

Valeur du projet 2,5

Programme régional de facilitation du commerce

Raiffeisen Bank BiH (ex Market)

Financement BERD 1,5

Raiffeisen Bank

Financement BERD 0,1

UPI Banka

Financement BERD 0,1

Financement BERD 39

Bulgarie

Réseau de transport bulgare

Restructuration, rentabilisation et mise aux normes européennes du secteur bulgare de l'électricité.

Electricité et énergie • B/0 • Prêt

Signé le 16 janvier • Financement BERD 41,1

Valeur du projet 155,1

Isiklar / Celhart

Investissement complémentaire dans cette usine de fabrication de sacs et papier Kraft.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 8 mars • Financement BERD 24,5

Valeur du projet 48,5

Transports publics de Sofia

Remise à neuf des tramways, achat de nouveaux autobus et trolleybus, modernisation du système de billetterie, développement du système de contrôle et renouvellement des rails du tramway.

Infrastructures • B/0 • Prêt

Signé le 29 avril • Financement BERD 20

Valeur du projet 34,8

Modernisation du chauffage urbain à Sofia

Modernisation du réseau de distribution et amélioration des résultats financiers et commerciaux ainsi que du bilan environnemental de l'entreprise.

Rendement énergétique • B/0 • Prêt

Signé le 14 août • Financement BERD 30

Valeur du projet 120,5

Unionbank

Acquisition d'une participation de 15 % dans une banque soutenant les PME.

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 19 septembre • Financement BERD 2,2

Valeur du projet 2,2

Sodi

Soutien à Solvay S.A. (Belgique) et à Sisecam (Turquie) pour leur investissement dans Sodi, fabricant bulgare de carbonate de sodium.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 20 décembre • Financement BERD 38,2

Valeur du projet 128,3

Phase II du mécanisme de financement des PME UE/BERD

Financement pour les PME.

Raiffeisen Bank Bulgaria

Financement BERD 10

United Bulgarian Bank

Financement BERD 10

Programme régional de facilitation du commerce

Unionbank

Financement BERD 0,3

Financement BERD 176,3

Croatie

RZB Croatie

Ligne de crédit pour le soutien aux PME.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 16 janvier • Financement BERD 30

Valeur du projet 30

Getro

Développement du commerce de détail en Croatie, notamment magasins "comptant sans livraison" et à prix réduits.

Agro-industries • B/1 • Prêt

Signé le 17 avril • Financement BERD 25

Valeur du projet 61,8

Erste & Steiermärkische Bank

Financement pour les PME.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 19 juillet • Financement BERD 20

Valeur du projet 20

Centre de contrôle régional

Modernisation de la principale tour de contrôle régional croate : construction d'un nouveau bâtiment et achat d'équipements de pointe.

Transports • C/0 • Prêt

Signé le 5 septembre • Financement BERD 25

Valeur du projet 45

Privredna Banka Zagreb

Acquisition – à hauteur de 22 % – d'actions ordinaires et de droits de vote dans Privredna Banka Zagreb, en phase finale de privatisation.

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 22 novembre • Financement BERD 120

Valeur du projet 121

Projet de modernisation d'autoroute

Travaux de modernisation de l'autoroute européenne Corridor X reliant Zabok à Brodski Stupnik via Zagreb.

Transports • C/0 • Prêt

Signé le 13 décembre • Financement BERD 46,5

Valeur du projet 96,5

Vip-Net

Développement en Croatie d'infrastructures de télécommunications essentielles, efficaces, fiables et conçues pour l'utilisateur.

Télécommunications • B/0 • Prêt

Signé le 17 décembre • Financement BERD 26

Valeur du projet 150

Programme de reçus de stockage

Développement du marché croate d'exportation de céréales via des préfinancements et des prêts à court terme en échange de reçus de stockage pour les entreprises agro-alimentaires, les agriculteurs et les négociants.

Zagrebacka banka

Financement BERD 25

Valeur du projet 71,4

Financement BERD 317,5

Estonie

Scierie Imavere

Refinancement du prêt syndiqué accordé à cette scierie pour soutenir l'investissement et améliorer la trésorerie.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 4 mars • Financement BERD 7

Valeur du projet 12,3

Société de gestion d'actifs LHV

Investissement dans cette société de gestion de fonds de pension privés soutenant la réforme du système de retraite en Estonie.

Institution financière non bancaire • FI • Prise de participation

Signé le 31 mai • Financement BERD 1,1

Valeur du projet 2,8

Aéroport de Tallinn

Modernisation de l'aérogare et aménagement d'un espace supplémentaire pour les activités commerciales.

Transport • B/0 • Prêt

Signé le 15 octobre • Financement BERD 7,5

Valeur du projet 7,5

Financement de la privatisation de la compagnie des eaux de Tallinn

Financement pour le programme d'investissement post-privatisation, restructuration du bilan et facilitation de l'implication du secteur privé dans les services d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées.

Infrastructures • C/1 • Prêt

Signé le 8 novembre • Financement BERD 55

Valeur du projet 80

Financement BERD 70,6

ERY de Macédoine**Stopanska Banka**

Renforcement de l'assise financière de la banque, développement et restructuration des opérations et accroissement des mécanismes de prêt aux PME.

Prises de participation dans les banques • FI • Prêt

Signé le 24 juillet • Financement BERD 1,8

Valeur du projet 17,1

Modernisation de l'aviation civile

Renforcement de la sécurité aérienne, gestion du trafic aérien, exploitation du deuxième aéroport de l'ERY de Macédoine, soutien au développement et à la réforme institutionnelle de l'aviation civile.

Transport • B/0 • Prêt

Signé le 30 juillet • Financement BERD 11,2

Valeur du projet 14

Programme régional de facilitation du commerce**Komercijalna Banka**

Financement BERD 5,5

Export and Credit Bank (ECB)

Financement BERD 0,5

Tutunska Banka AD Skopje

Financement BERD 0,2

Financement BERD 19,2

Fédération de Russie**Prêt senior de la banque Raiffeisen Russie**

Financement pour les PME.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 16 janvier • Financement BERD 28,6

Valeur du projet 28,6

Assurances Pohjola Russie

Participation au capital de cette compagnie d'assurances.

Institution financière non bancaire • FI • Prise de participation

Signé le 22 janvier • Financement BERD 0,4

Valeur du projet 1

Permtex

Développement des réserves pétrolières dans la région de Perm.

Ressources naturelles • A/1 • Prêt

Signé le 22 janvier • Financement BERD 9,5

Valeur du projet 98,3

Merloni Russie (Stinol)

Modernisation de cette usine de réfrigérateurs, amélioration de l'efficacité de l'exploitation et production d'appareils sans danger pour l'environnement.

Industrie générale • B/1 • Portage

Signé le 27 février • Financement BERD 13,6

Valeur du projet 136

DeltaLeasing

Développement des opérations de crédit-bail pour les PME.

Institution financière non bancaire • FI • Prêt

Signé le 28 février • Financement BERD 9,5

Valeur du projet 30,5

Mécanisme d'investissement direct**Intercos-IV**

Prise de participation dans un fabricant de matrices et de presses pour l'industrie automobile.

Industrie générale • FI • Prise de participation

Signé le 25 avril • Financement BERD 3,2

Valeur du projet 3,2

Michelin Russie

Mise en place des installations de production du fabricant de pneus, modernisation des techniques et création de nouveaux emplois.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 7 mai • Financement BERD 19,1

Valeur du projet 52,2

Crédits hypothécaires DeltaCredit

Financements destinés à des particuliers souhaitant acquérir des biens immobiliers.

Institution financière non bancaire • FI • Prêt

Signé le 15 mai • Financement BERD 19,1

Valeur du projet 57,2

Chupa Chups Russie

Modernisation et développement d'une usine de confiserie.

Agro-industries • B/1 • Prêt

Signé le 15 mai • Financement BERD 13,4

Valeur du projet 35,5

Programme de développement des services municipaux de la ville de Surgut

Modernisation des services municipaux des eaux et du chauffage urbain et renforcement institutionnel des services publics locaux.

Infrastructures • B/0 • Prêt

Signé le 21 juin • Financement BERD 40,3

Valeur du projet 78,8

Restructuration et développement de Vena

Développement de la brasserie et restructuration de son bilan.

Agro-industries • B/1 • Prêt

Signé le 27 juin • Financement BERD 44

Valeur du projet 86,7

SeverTEK

Forage et construction d'un pipeline et d'autres infrastructures requises pour l'exploitation du principal champ pétrolier de SeverTEK.

Ressources naturelles • A/1 • Prêt

Signé le 28 juin • Financement BERD 95,4

Valeur du projet 339

Polygrafoformleniye

Développement de la capacité de production, du marché et de la clientèle de cet imprimeur.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 31 juillet • Financement BERD 10,5

Valeur du projet 10,5

Mosenergo

Refinancement partiel d'Eurobond et investissement dans des projets liés aux réseaux d'électricité.

Electricité et énergie • B/1 • Prêt

Signé le 14 août • Financement BERD 66,8

Valeur du projet 81,1

Fonds pour les petites entreprises de Russie

Financement pour les micro et petites entreprises.

Chelindbank**Banque NBD****Uraltransbank**

Financement des petites entreprises • FI • Prise de participation

Signé le 23 août • Financement BERD 7,7

Valeur du projet 8,6

Programme dans le secteur russe des produits agricoles

Financement pour les PME du secteur de l'agro-industrie.

Agro-industries • FI • Prêt

Signé le 10 septembre • Financement BERD 95,4

Valeur du projet 272,6

Mécanisme multiprojets Parmalat**Fédération de Russie**

Restructuration, privatisation et modernisation des industries laitières et alimentaires, y compris les fruits et légumes, les jus naturels et les produits de boulangerie.

Agro-industries • C/0 • Prise de participation

Signé le 16 septembre • Financement BERD 6

Valeur du projet 17,2

Mécanisme d'investissement direct**Firestop**

Développement d'une usine de fabrication de produits ignifuges.

Industrie générale • FI • Prêt

Signé le 18 septembre • Financement BERD 1,2

Valeur du projet 1,2

Réforme du secteur routier en Russie

Construction d'une portion de la rocade Est de St. Pétersbourg et construction d'une route entre Chita et Khabarovsk dans la partie extrême-orientale du pays.

Transport • A/0 • Prêt

Signé le 19 septembre • Financement BERD 218,5

Valeur du projet 342,7

Geoilbent

Construction d'une usine de traitement de gaz à condensat et limitation du brûlage des gaz associés, permettant ainsi l'extraction de gaz de plus grande valeur.

Ressources naturelles • B/1 • Prêt

Signé le 23 septembre • Financement BERD 26,7

Valeur du projet 114,8

Duferco – VIZ Stahl 2

Soutien au rachat de parts d'actionnaires minoritaires d'un groupe sidérurgique international.

Industrie générale • C/1 • Prêt

Signé le 25 septembre • Financement BERD 13,4

Valeur du projet 13,4

Ruskiy Standard Bank – Prêt à terme et option sur actions

Développement des activités de financement pour les consommateurs.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 1er octobre • Financement BERD 9,5

Valeur du projet 9,5

Usine d'électrolyse thermique Chelyabinsk

Modernisation de la zinguerie existante et construction d'une usine récupératrice de mercure.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 9 octobre • Financement BERD 11,4

Valeur du projet 23,9

Activités de leasing de Caterpillar

Leasing de matériel Caterpillar (matériel d'exploitation minière et de construction, moteurs fonctionnant au diesel et au gaz naturel et turbines à gaz industrielles) à des entreprises russes.

Institution financière non bancaire • FI • Prêt

Signé le 11 octobre • Financement BERD 0,3

Valeur du projet 0,5

Centre commercial IKEA Kommunarka

Création et exploitation du premier centre commercial/complexe de loisirs géant de Moscou.

Immobilier • B/1 • Prêt

Signé le 8 novembre • Financement BERD 95,4

Valeur du projet 200,6

Huhtamaki – Polarcup

Agrandissement d'une installation de fabrication d'emballages alimentaires.

Agro-industries • C/1 • Prêt

Signé le 16 septembre • Financement BERD 12,5

Valeur du projet 41

Hansa Leasing Russie

Création d'une nouvelle société de crédit-bail et d'affacturage.

Institution financière non bancaire • FI • Prise de participation

Signé le 28 novembre • Financement BERD 17,9

Valeur du projet 50,2

Mécanisme multiprojets Stora Enso**Setles**

Création d'une scierie dans la partie sud de Karelia.

Industrie générale • C/0 • Prêt

Signé le 10 décembre • Financement BERD 3

Valeur du projet 10

Barrière de protection contre les crues à St. Pétersbourg

Construction d'une barrière de protection contre les crues, actuellement achevée à environ 65 %.

Infrastructures • A/0 • Prêt

Signé le 20 décembre • Financement BERD 233,8

Valeur du projet 550,2

Laminoir à tubes de Chelyabinsk

Modernisation des équipements et amélioration du rendement énergétique dans une usine de tuyaux soudés et non soudés.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 20 décembre • Financement BERD 47,7

Valeur du projet 47,7

Kalina

Acquisition des concurrents mineurs russes de ce fabricant de cosmétiques et nouveaux investissements.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 20 décembre • Financement BERD 19,1

Valeur du projet 38,2

Réparations d'urgence sur la tour Ostankino

Réparation de la tour de télévision moscovite Ostankino, achat et installation d'ascenseurs et de monte-charges rapides.

Infrastructures • C/1 • Prêt

Signé le 20 décembre • Financement BERD 13,4

Valeur du projet 13,4

Programme de reçus de stockage

Développement du marché russe d'exportations de céréales via des préfinancements et des prêts à court terme en échange de reçus de stockage pour les entreprises agro-alimentaires, les agriculteurs et les négociants.

Vneshtorgbank

Financement BERD 9,6

Programme régional de facilitation du commerce**Vneshtorgbank**

Financement BERD 2

Banque Center-Invest, Rostov

Financement BERD 1,9

Chelindbank

Financement BERD 3,6

Banque internationale de Moscou

Financement BERD 0,9

Banque d'épargne de Russie (Sberbank)

Financement BERD 38,1

Fonds régional de capital-risque Eagle Urals

Modernisation et restructuration d'entreprises nouvelles et privatisées via des prises de participation, une meilleure gestion des entreprises et le financement de la coopération technique. Soutien aux entreprises à Perm, Sverdorsk et Chelyabinsk.

Rucom

Financement BERD 3

Valeur du projet 3,1

Fonds régional de capital-risque : Nord-Ouest et Ouest de la Russie

Modernisation et restructuration d'entreprises nouvelles et privatisées via des prises de participation, une meilleure gestion des entreprises et le financement de la coopération technique. Soutien aux entreprises dans les régions de Volgograd, Saratov et Samara.

Karelia DSP

OAQ ESTA

Pokrovsky III

Vitrina A

Financement BERD 10,4

Valeur du projet 10,9

Fonds régional de capital-risque Russia Partners (basse vallée de la Volga)

Modernisation et restructuration d'entreprises nouvelles et privatisées grâce à des prises de participation, une meilleure gestion et le financement de la coopération technique. Soutien aux entreprises dans les régions de Volgograd, Saratov et Samara.

MTV/SIDORI

Financement BERD 4

Valeur du projet 4

Fonds régional de capital-risque : St. Pétersbourg

Modernisation et restructuration d'entreprises nouvelles et privatisées via des prises de participation, une meilleure gestion des entreprises et le financement de la coopération technique. Soutien aux entreprises dans les régions de St. Pétersbourg et Leningrad.

Morion

ZAO Disegni

Financement BERD 1,2

Valeur du projet 1,6

Fonds régional de capital-risque Sibérie occidentale

Modernisation et restructuration d'entreprises nouvelles et privatisées grâce à des prises de participation, une meilleure gestion et le financement de la coopération technique. Soutien aux entreprises à Novosibirsk, Altay, Tomsk et Kemerovo.

Protector-M

Financement BERD 0,2

Valeur du projet 1,2

Financement BERD 1 281,2

Géorgie**Channel Energy Port de Poti**

Construction et exploitation d'un nouveau terminal pétrolier.

Transport • B/1 • Prêt

Signé le 19 mars • Financement BERD 11,1

Valeur du projet 30,1

Banque géorgienne de microfinancement

Financement pour les micro et les petites entreprises

Financement des petites entreprises • FI • Prêt

Signé le 28 novembre • Financement BERD 1,3

Valeur du projet 2,1

Programme régional de facilitation du commerce**Banque de Géorgie**

Financement BERD 1,5

Banque TBC

Financement BERD 1,8

United Georgian Bank

Financement BERD 0,7

Financement BERD 16,4

Hongrie**Mécanisme multiprojets Parmalat****Hongrie**

Acquisition de 32,5% du capital de ce producteur laitier.

Agro-industries • C/O • Prise de participation

Signé le 16 septembre • Financement BERD 9

Valeur du projet 27,7

Mécanisme multiprojets Winterthur**CD L&P Biztosító**

Création en Hongrie de compagnies d'assurance sur la vie, d'assurance-santé et d'assurance sur risques divers ainsi que de fonds de pension volontaires et obligatoires.

Institution financière non bancaire • FI • Prise de participation

Signé le 28 octobre • Financement BERD 2,5

Valeur du projet 8,1

Mécanisme multiprojets Winterthur**Penzarszolgálató**

Participation au capital d'une société hongroise de gestion de fonds de pension.

Institution financière non bancaire • FI • Prise de participation

Signé le 28 octobre • Financement BERD 0,2

Valeur du projet 2,2

Financement BERD 11,7

Kazakhstan**Prêt syndiqué de la Kazkommertsbank**

Financement d'entreprises solides du secteur privé ayant un accès limité aux prêts à terme.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 20 septembre • Financement BERD 28,6

Valeur du projet 47,7

Mécanisme environnemental Kazakhmys

Modernisation de la fonderie de Balkhash et mise de ses installations aux normes environnementales UE et Banque mondiale.

Industrie générale • B/1 • Prise de participation

Signé le 18 décembre • Financement BERD 19,1

Valeur du projet 25,6

Programme de reçus de stockage

Développement du marché kazakh d'exportation de céréales via des préfinancements et des prêts à court terme en échange de reçus de stockage pour les entreprises agro-alimentaires, les agriculteurs et les négociants.

AMB

Financement BERD 2,4

Banque d'épargne Halyk

Financement BERD 4,8

Kazkommertsbank

Financement BERD 47,8

Temirbank

Financement BERD 2,9

Banque Turan Alem

Financement BERD 47,8

Valeur du projet 181,9

Programme régional de facilitation du commerce**ATFBank (ex Banque Almaty Merchant)**

Financement BERD 2,9

Banque Turan Alem (Garantie et pré-exportation)

Financement BERD 12,9

Banque d'épargne Halyk

Financement BERD 2,9

Kazkommertsbank

Financement BERD 1,9

Financement BERD 174

Lettonie

Phase II du mécanisme de financement des PME UE/BERD

Financement pour les PME.

Rietumu Banka

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 23 septembre • Financement BERD 5

Valeur du projet 5

Financement BERD 5

Lituanie

Fonds de post-privatisation

Sonex

Soutien à l'intégration des systèmes informatiques.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 6 mars • Financement BERD 0,5

Valeur du projet 1,2

Lietuvos Draudimas

Participation à l'augmentation de capital d'une compagnie d'assurance.

Institution financière non bancaire • FI • Prise de participation

Signé le 6 décembre • Financement BERD 0,3

Valeur du projet 1,8

Financement BERD 0,8

Moldova

Moldova-Agroindbank

Ligne de crédit pour le soutien aux PME.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 23 mai • Financement BERD 5,7

Valeur du projet 5,7

Banque de crédit pour les micro entreprises

Financement pour les micro et petites entreprises.

Financement des petites entreprises • FI • Prêt

Signé le 27 juin • Financement BERD 1,3

Valeur du projet 11,2

Programme régional de facilitation du commerce

MICB

Financement BERD 0,4

Moldova-Agroindbank

Financement BERD 0,4

Banque Victoria

Financement BERD 2,1

Financement BERD 9,9

Ouzbékistan

Fonds d'investissement direct

SealMag

Acquisition de matériel d'impression offset en couleurs.

Industrie générale • FI • Prise de participation

Signé le 28 juin • Financement BERD 0,6

Valeur du projet 1,2

Uzbek Leasing International

Financement pour les PME.

Institution financière non bancaire • FI • Prêt

Signé le 30 décembre • Financement BERD 1,9

Valeur du projet 7,1

Programme Japon-Ouzbékistan pour les petites entreprises

Financement pour les micro et petites entreprises.

Banque Hamkor

Financement BERD 1,9

Banque Pakhta

Financement BERD 6,7

Programme régional de facilitation du commerce

Banque Asaka

Financement BERD 6,4

NBU (garantie et pré-exportation)

Financement BERD 16,4

UzDaewoo

Financement BERD <0,1

Financement BERD 33,9

Pologne

Deuxième restructuration et privatisation de la compagnie de chemins de fer PKP

Modernisation des infrastructures ferroviaires, restructuration du passif financier et réforme de l'industrie ferroviaire polonaise.

Transport • B/0 • Prêt

Signé le 19 mars • Financement BERD 130

Valeur du projet 130

Rheinhyp-BRE Bank Hipoteczny : mécanisme d'acquisition d'obligations hypothécaires

Acquisition d'obligations hypothécaires émises et développement du portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux et résidentiels de la banque.

Institution financière non bancaire • FI • Prise de participation

Signé le 4 avril • Financement BERD 48,9

Valeur du projet 48,9

Raiffeisen Bank Polska S.A.

Financement pour les PME.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 20 mai • Financement BERD 20

Valeur du projet 20

Mécanisme multiprojets Dalkia

Dalkia Termika

Acquisition d'un fournisseur de chauffage urbain à Poznan.

Rendement énergétique • C/1 • Prêt

Signé le 24 mai • Financement BERD 36

Valeur du projet 109

Programme d'investissement environnemental à Gliwice

Extension et modernisation du réseau d'égouts à Gliwice et dans les localités proches.

Infrastructures • B/0 • Prêt

Signé le 2 octobre • Financement BERD 15

Valeur du projet 70,2

Modernisation du réseau routier de la ville de Lodz

Modernisation du corridor pan-européen VI à hauteur de la ville de Lodz ainsi que du réseau routier des environs.

Infrastructures • B/0 • Prêt

Signé le 16 octobre • Financement BERD 6,7

Valeur du projet 18,9

Projet de transports urbains de Cracovie

Construction de la route reliant Cracovie à l'autoroute A4 et modernisation de l'infrastructure routière et des services de tramway et d'autobus autour de la gare centrale et du centre de communications de Cracovie.

Infrastructures • A/0 • Prêt

Signé le 17 octobre • Financement BERD 11,9

Valeur du projet 60,9

Mécanisme multiprojets Winterthur**Credit Suisse Life & Pensions PTE**

Participation au capital d'une entreprise de gestion de fonds de pension.

Institution financière non bancaire • FI • Prise de participation

Signé le 28 octobre • Financement BERD 0,3

Valeur du projet 15,2

Skynet

Construction et installation d'une nouvelle unité de fabrication de résine PET.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 17 décembre • Financement BERD 17,5

Valeur du projet 31,8

Tel-Energo

Développement du réseau polonais de cet opérateur de télécommunications et acquisition d'autres entreprises dans ce secteur.

Télécommunications • B/0 • Prêt

Signé le 20 décembre • Financement BERD 69,7

Valeur du projet 108,3

Phase II du mécanisme de financement des PME UE/BERD

Financement pour les PME.

BZ WBK

Financement BERD 20

Europejski Fundusz Leasingowy

Financement BERD 20

ING Bank Slaski

Financement BERD 20

Raiffeisen Bank Polska

Financement BERD 10

Raiffeisen Leasing Polska S.A.

Financement BERD 5

République fédérale de Yougoslavie**Banque Raiffeisen Yougoslavie**

Accroissement des fonds propres de la banque.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 16 janvier • Financement BERD 10

Valeur du projet 10

Fonds de reconstruction du Kosovo

Fonds d'action de soutien aux PME.

Fonds d'actions • C/0 • Prise de participation

Signé le 6 février • Financement BERD 0,7

Valeur du projet 2,6

Eksimbanka

Restructuration, recapitalisation et acquisition de nouvelles actions dans cette banque finançant les PME.

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 28 février • Financement BERD 1,3

Valeur du projet 4,1

Hemofarm

Développement et modernisation d'installations pharmaceutiques à Vršac.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 12 avril • Financement BERD 18

Valeur du projet 24,2

Programme de reconstruction des infrastructures municipales de la ville de Kragujevac

Fourniture et installation de compteurs de consommation, modernisation du système de distribution d'eau et du réseau de collecte des eaux usées.

Infrastructures • B/0 • Prêt

Signé le 27 juin • Financement BERD 5

Valeur du projet 7,8

Programme de reconstruction des infrastructures municipales de la ville de Nis

Achat d'équipement pour le curage des égouts, achèvement de la conduite principale de la ville et création d'une capacité supplémentaire de stockage en réservoir.

Infrastructures • B/0 • Prêt

Signé le 27 juin • Financement BERD 5

Valeur du projet 12,3

Programme de reconstruction des infrastructures municipales de la ville de Novi Sad

Amélioration de la collecte et du traitement des eaux usées.

Infrastructures • B/0 • Prêt

Signé le 27 juin • Financement BERD 5

Valeur du projet 9

Mécanisme d'investissement direct**Progas**

Production, commercialisation et distribution de gaz techniques.

Industrie générale • C/0 • Prise de participation

Signé le 25 juillet • Financement BERD 0,4

Valeur du projet 1,1

Projet de rénovation routière**République de Serbie**

Rénovation de liaisons routières prioritaires dans toute la Serbie, y compris le Corridor X, et restructuration du secteur.

Transport • B/0 • Prêt

Signé le 31 juillet • Financement BERD 76

Valeur du projet 192

Prva PREDUZETNICKA BANKA

Recapitalisation et restructuration de cette banque commerciale.

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 3 septembre • Financement BERD 3

Valeur du projet 3

Banque yougoslave de microfinancement

Développement de services financiers pour les micro et petites entreprises.

Financement des petites entreprises • FI • Prise de participation

Signé le 14 octobre • Financement BERD 1

Valeur du projet 5,1

Euromarket Banka

Participation au capital pour favoriser le développement institutionnel.

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 19 décembre • Financement BERD 1,4

Valeur du projet 1,5

Euromarket Banka

Financement pour les PME.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 19 décembre • Financement BERD 1

Valeur du projet 1

Programme régional de facilitation du commerce**Eksimbanka**

Financement BERD 1,9

Euromarket Banka

Financement BERD 0,3

Banque Raiffeisen Yougoslavie

Financement BERD 1,3

Financement BERD 132,3**République kirghize****Mécanisme de financement des micro et petites entreprises kirghizes**

Ligne de crédit pour le soutien aux micro et petites entreprises.

Ineximbank

Financement des petites entreprises • FI • Prêt

Signé le 8 juillet • Financement BERD 0,7

Valeur du projet 1,7

Programme régional de facilitation du commerce**Ineximbank**

Financement BERD 0,9

Banque commerciale et d'investissement de la République kirghize (KICB)

Financement BERD 0,3

Financement BERD 1,9**République slovaque****Fonds de post-privatisation****Radio D-Express**

Participation au capital d'une nouvelle station de radio.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 29 janvier • Financement BERD 0,3

Valeur du projet 0,6

Slovenske Elektrarne

Restructuration d'une entreprise de production et de transport d'énergie.

Electricité et énergie • C/1 • Prêt

Signé le 6 mars • Financement BERD 87,2

Valeur du projet 191,9

Globtel A.S.

Prise de participation dans un important fournisseur de services de télécommunications sans fil.

Télécommunications • C/0 • Prise de participation

Signé le 14 juin • Financement BERD 0,6

Valeur du projet 143,1

UniBanka

Achèvement de la restructuration et du redressement de cette banque slovaque.

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 9 octobre • Financement BERD 3,6

Valeur du projet 18,1

Fonds de croissance

Fonds d'actions destiné aux industries manufacturières et des services en cours de restructuration.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 11 décembre • Financement BERD 8

Valeur du projet 17,1

Phase II du mécanisme de financement des PME UE/BERD

Financement pour les PME.

CAC Leasing Slovaquie

Financement BERD 15

Financement BERD 114,7**République tchèque****Soufflet Malting Czech**

Acquisition de la malterie Moravska Sladovna Kromeriz ("MSK") à Kromeriz, en République tchèque.

Agro-industries • B/1 • Prêt

Signé le 20 mars • Financement BERD 14

Valeur du projet 39

TES Media

Acquisition d'Intercable CZ, deuxième opérateur tchèque de télévision par câble, et appui au développement de la nouvelle entité.

Télécommunications • C/0 • Prêt

Signé le 2 août • Financement BERD 9,5

Valeur du projet 36,8

Mécanisme multiprojets Winterthur**Credit Suisse Life & Pensions : Fonds Penzjini**

Acquisition de parts supplémentaires dans cette société de gestion de fonds de pension, après fusion avec le Fonds Vojensky Otevreny Podilovy.

Institution financière non bancaire • FI • Prise de participation

Signé le 28 octobre • Financement BERD 19,8

Valeur du projet 25,5

Mécanisme multiprojets Winterthur**Credit Suisse Life & Pensions : Pojistovna**

Investissement dans cette compagnie d'assurances.

Institution financière non bancaire • FI • Prise de participation

Signé le 28 octobre • Financement BERD 0,5

Valeur du projet 5,8

Phase II du mécanisme de financement des PME UE/BERD

Financement pour les PME.

Raiffeisen Bank République tchèque

Financement BERD 10

Financement BERD 53,8

Roumanie

Fonds de post-privatisation

Regev et Instal

Développement des réseaux de distribution de gaz.

Fonds d'actions • C/O • Prise de participation

Signé le 23 janvier • Financement BERD 0,3

Valeur du projet 0,4

Micro Finance Bank Roumanie (MBR)

Financement pour les micro et petites entreprises.

Financement des petites entreprises • FI • Prise de participation

Signé le 11 avril • Financement BERD 2,3

Valeur du projet 12,7

Mécanisme de prêt environnemental pour collectivités locales

Brasov

Réfection et modernisation des installations de distribution d'eau et de traitement des eaux usées de la ville de Brasov.

Infrastructures • B/O • Prêt

Signé le 18 mai • Financement BERD 14,5

Valeur du projet 58,7

Interamerican Roumanie

Développement des activités d'assurance, de soins de santé et de gestion de pensions et d'actifs ainsi que des opérations bancaires.

Institution financière non bancaire • FI • Prise de participation

Signé le 10 juin • Financement BERD 3,4

Valeur du projet 3,4

SNP Petrom

Restructuration et pré-privatisation de cette entreprise pétrolière et gazière et financement partiel d'un prêt syndiqué pour le programme de modernisation de la raffinerie.

Ressources naturelles • B/1 • Prêt

Signé le 1er août • Financement BERD 95,4

Valeur du projet 143,1

Mécanisme de prêt à l'entreprise MobiFon

Consolidation du financement existant de l'opérateur GSM.

Télécommunications • B/O • Prêt

Signé le 27 août • Financement BERD 105

Valeur du projet 286,2

Ispat-Sidex – Phase II

Remplacement du prêt à court terme existant de la BERD par un prêt à long terme pour soutenir la restructuration de l'aciérie.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 18 novembre • Financement BERD 95,4

Valeur du projet 430,3

Michelin Roumanie

Développement des activités et des capacités de production du fabricant de pneus.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 13 décembre • Financement BERD 1,4

Valeur du projet 22,7

Station de traitement des eaux Apa Nova

Achèvement de la station de traitement des eaux de Bucarest, mise aux normes environnementales et sanitaires de l'UE des installations de la ville.

Infrastructures • B/O • Prêt

Signé le 19 décembre • Financement BERD 55,4

Valeur du projet 188,4

Phase I du mécanisme de financement des PME UE/BERD

Financement pour les PME.

Bank Post Romania

Financement BERD 10

Banca Transilvania

Financement BERD 4,8

Phase II du mécanisme de financement des PME UE/BERD

Financement pour les PME.

Raiffeisen Roumanie

Financement BERD 15

Volksbank Roumanie

Financement BERD 10

Banca Comerciala Romana

Financement BERD 20

Programme régional de facilitation du commerce

Banca Transilvania

Financement BERD 3,5

RoBank

Financement BERD 2,3

Mécanisme de pré-exportation de Robank

Financement BERD 1,9

Financement BERD 440,6

Slovénie

Nova Ljubljanska Banka

Privatisation du principal groupe bancaire de Slovénie.

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 9 juillet • Financement BERD 175

Valeur du projet 610

Phase II du mécanisme de financement des PME UE/BERD

Financement pour les PME.

Banka Koper

Financement BERD 5

Financement BERD 180

Turkménistan

Gap Turkmen 3

Augmentation du capital pour assurer l'avenir de la première usine de denim et unité de production de prêt-à-porter à intégration verticale.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 19 janvier • Financement BERD 10,2

Valeur du projet 10,2

Financement BERD 10,2

Ukraine

Cereol Ukraine

Achat de matières premières pour la fabrication d'huile de tournesol alimentaire raffinée.

Agro-industries • C/1 • Prêt

Signé le 1er février • Financement BERD 25,3

Valeur du projet 27,7

Usine de verre Gostomel

Modernisation et remplacement des installations de fabrication de verre et application des normes comptables internationales (IAS).

Agro-industries • B/1 • Prêt

Signé le 25 mars • Financement BERD 11,4

Valeur du projet 14,3

Mécanisme de fonds de roulement renouvelables Toepfer

Achat, transport et stockage, suivis de l'exportation de produits agricoles ou du traitement à façon de ces produits pour leur vente locale ou leur exportation.

Agro-industries • C/O • Prêt

Signé le 14 juin • Financement BERD 76,3

Valeur du projet 145

Malteurop

Développement et rénovation de la malterie existante et construction d'une deuxième usine sur un nouveau site.

Agro-industries • B/1 • Prêt

Signé le 11 juillet • Financement BERD 14,8

Valeur du projet 48,8

Programme de reçus de stockage de céréales

Développement du marché ukrainien d'exportations de céréales via des préfinancements et des prêts à court terme en échange de reçus de stockage de céréales pour les entreprises agro-alimentaires, les agriculteurs et les négociants.

Prêt bancaire • FI • Prêt

Signé le 13 novembre • Financement BERD 9,5

Valeur du projet 9,5

Kvazar-Micro Corporation BV (KMC)

Création d'une nouvelle usine de montage d'ordinateurs personnels.

Industrie générale • B/1 • Prêt

Signé le 18 novembre • Financement BERD 7,6

Valeur du projet 11,9

Fonds de post-privatisation Euroventures Ukraine

Fonds d'actions privé soutenant les entreprises nouvellement privatisées.

Anthousa Ltd (Furshet)

Laona Investissements (ex Alba)

Sodelem Dev. (ex Milky Land)

Financement BERD 6,5

Valeur du projet 8,4

Programme régional de facilitation du commerce

Banque Aval

Financement BERD 4,9

Première banque internationale d'Ukraine

Financement BERD 7,2

Banque Forum

Financement BERD 3,9

Kredyt Bank Ukraina (ex WUCB)

Financement BERD 0,6

Banque Nadra

Financement BERD 0,8

Financement BERD 168,8

Projets régionaux**Accession Mezzanine Capital**

Création du premier fonds mezzanine spécialisé pour soutenir des entreprises existantes en Pologne, Hongrie, République tchèque, République slovaque et Slovaquie.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 8 janvier • Financement BERD 37,5

Valeur du projet 81,5

Efes – EBI

Financement pour les brasseries Efes au Kazakhstan, en Roumanie, en Fédération de Russie et en Ukraine.

Agro-industries • C/0 • Prêt

Signé le 15 avril • Financement BERD 5,5

Valeur du projet 5,5

Fonds de la Mer Noire

Fonds d'actions soutenant les moyennes entreprises et les coentreprises dans la région de la Mer Noire.

Prises de participation dans les banques • FI • Prise de participation

Signé le 31 mai • Financement BERD 9,9

Valeur du projet 30,7

Fonds de croissance Askembla

Fonds d'actions privé soutenant les moyennes entreprises.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 29 novembre • Financement BERD 7

Valeur du projet 24

Fonds de partenariat immobilier Heitman pour l'Europe centrale

Investissement dans des projets immobiliers (principalement bureaux, entreposage/distribution et centres commerciaux) en République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, République slovaque et Slovaquie.

Fonds de placement • FI • Prise de participation

Signé le 9 décembre • Financement BERD 35

Valeur du projet 135,2

Mécanisme de prêt Danfoss pour les projets de valorisation des ressources énergétiques dans l'industrie.

Financement de projets liés au rendement énergétique dans différentes brasseries d'Europe orientale.

Rendement énergétique • C/0 • Prêt

Signé le 20 décembre • Financement BERD 10

Valeur du projet 12,5

Financement BERD 104,9

Total du financement de la BERD 3 899,2

Structure de la BERD

Gouverneurs et gouverneurs suppléants

31 décembre 2002

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
Albanie	Arben Malaj	Dritan Shano
Allemagne	Hans Eichel	Caio Koch-Weser
Arménie	Vardan Khachatryan	Tigran Sargsyan
Australie	Peter Costello	Chris Gallus
Autriche	Karl-Heinz Grasser	Thomas Wieser
Azerbaïdjan	Elman S. Roustamov	Jahangir Hadjiyev
Bélarus	Sergei Sidorsky	Nikolai P. Zaitchenko
Belgique	Didier Reynders	Jean-Pierre Arnoldi
Bosnie-Herzégovine	Nikola Kragulj	Jadranko Prlic
Bulgarie	Milen Velchev	Martin Zaimov
Canada	John Manley	Gaëtan Lavertu
Chypre	Takis Klerides	Andreas Tryfonides
Croatie	Mato Crkvenac	Josip Kulisic
Danemark	Bendt Bendtsen	Michael Dithmer
Égypte	Hassan Ali Ali Khedr	Youssef Boutros-Ghali
ERY de Macédoine	Petar Gosev	Ilija Filipovski
Espagne	Rodrigo Rato	Juan Costa Climent
Estonie	Harri Õunapuu	Aare Järvan
Etats-Unis d'Amérique	-	Alan P. Larson
Fédération de Russie	German O. Gref	Sergei I. Kolotoukhine
Finlande	Sauli Niinistö	Pekka Lintu
France	Francis Mer	Jean-Pierre Jouyet
Géorgie	Teimouraz Mamatsachvili	-
Grèce	Nikolaos Christodoulakis	Georgios Zanias
Hongrie	Csaba László	Zoltán Kazatsay
Irlande	Charlie McCreevy	Tom Considine
Islande	Valgerdur Sverrisdóttir	Thorgeir Orlygsson
Israël	David Klein	Ohad Marani
Italie	Giulio Tremonti	Lorenzo Bini Smaghi
Japon	Masajuro Shiokawa	Masaru Hayami
Kazakhstan	Or Zeynulla Khalidollovich Kakimzhanov	Yerlen Toktagaliyevich Zhangeldin
Kirghizistan	Roza Otunbayeva	Sadridin Jienbekov
Lettonie	Roberts Zile	Aigars Kalvitis
Liechtenstein	Hansjörg Frick	Roland Marxer
Lituanie	Dalia Grybauskaitė	Arvydas Kregždė
Luxembourg	Jean-Claude Juncker	Jean Guill
Malte	John Dalli	Michael C. Bonello
Maroc	Fathallah Oualalou	Abderrazak Lazraq
Mexique	Francisco Gil Díaz	Agustín Carstens
Moldova	Stefan Odagiu	Dumitru Ursu
Mongolie	Chultemiin Ulaan	Ochirbatyn Chuluunbat
Norvège	Per-Kristian Foss	Helle Hammer
Nouvelle-Zélande	Phil Goff	Russell Marshall
Ouzbékistan	Rustam Sadykovich Azimov	Abdourafik A. Akhadov
Pays-Bas	Hans Hoogervorst	Jaap de Hoop Scheffer
Pologne	Leszek Balcerowicz	Ryszard Michalski
Portugal	Manuela Ferreira Leite	Miguel Jorge Reis Antunes Frasquilho
République de Corée	Yun-churl Jeon	Seung Park
République fédérale de Yougoslavie	Miroљub Labus	-
République kirghize	Djoomart Otorbaev	Ulan Sarbanov
République slovaque	Ivan Mikloš	Marián Jusko
République tchèque	Bohuslav Sobotka	Zdeněk Tůma
Roumanie	Mihai N. Tanasescu	Mugur Isarescu
Royaume-Uni	Clare Short	Gordon Brown
Slovénie	Anton Rop	Sibil Svilan
Suède	Gunnar Lund	Karin Rudebeck
Suisse	Pascal Couchepin	Oscar Knapp
Tadjikistan	Abdujabor Shirinov	Maruf Saifiev
Turkménistan	Ymamurdy Gandymov	Guvanch Geoklenov
Turquie	Faik Öztrak	Aydin Karaöz
Ukraine	Mykola Azarov	Volodymyr S. Stelmakh
Banque européenne d'investissement	Philippe Maystadt	Wolfgang Roth
Communauté européenne	Pedro Solbes Mira	Klaus Regling

Présidente du Conseil des gouverneurs
Gouverneur représentant le Royaume-Uni
(Clare Short)

Vice-Présidents du Conseil des gouverneurs
Gouverneur représentant l'Autriche
(Karl-Heinz Grasser)
Gouverneur représentant la Fédération de Russie
(German O. Gref)

Tous les pouvoirs de la BERD sont aux mains du Conseil des gouverneurs. Le Conseil des gouverneurs a délégué un grand nombre de ses pouvoirs au Conseil d'administration, qui est responsable de la direction des opérations générales de la Banque et qui, entre autres, fixe les politiques et prend les décisions concernant les prêts, les prises de participation et les autres opérations conformément aux orientations générales arrêtées par le Conseil des gouverneurs.

Le Président de la Banque préside le Conseil d'administration. Sous l'égide de ce dernier, le Président conduit les affaires courantes de la Banque et, en sa qualité de chef de l'administration, est responsable de l'organisation de la Banque et des mouvements de personnel.

Administrateurs et administrateurs suppléants

31 décembre 2002

Administrateurs

Jan Bielecki
Scott Clark
António de Almeida
Joaquin de la Infiesta
Jos de Vries
Michael Flynn
Susumu Fujimoto
Gerlando Genuardi
Laurent Guye

Sven Hegelund
Tor Hernæs
Byung-Hwa Jin
John Kerby
Igor Kovtun
Jean-Pierre Landau
Michael Neumayr
Philippe Petit-Laurent
Yuri Poluneev
Enzo Quattrociocche
Norbert Radermacher
Jean-Louis Six
Mark Sullivan
Imre Tarafás

Administrateurs suppléants

Kalin Mitrev
David Plunkett
Stefanos Vavalidis
León Herrera
Hidde van der Veer
Torsten Gersfelt
Osamu Sakashita
Grammatiki Tsingou-Papadopetrou
Ayşe Dönmezer

Martin Pöder
Rauli Suikkanen
Gary Johnston
Jonathan Ockenden
Mikhail Jernov
Marc Jullien
Ohad Bar-Efrat
Vassili Lelakis
Ionut Costea
Francesco Saverio Nisio
Clemens Kerres
Georges Heinen
–
Igor Očka

Pays ou entités représentés

Pologne / Bulgarie / Albanie
Canada / Maroc
Portugal / Grèce
Espagne / Mexique
Pays-Bas / Mongolie
Irlande / Danemark / Lituanie / ERY de Macédoine
Japon
Banque européenne d'investissement
Suisse / Turquie / Liechtenstein / Ouzbékistan / République kirghize / Azerbaïdjan / Turkménistan / République fédérale de Yougoslavie
Suède / Islande / Estonie
Norvège / Finlande / Lettonie
Corée / Australie / Nouvelle-Zélande / Égypte
Royaume-Uni
Fédération de Russie / Bélarus / Tadjikistan
France
Autriche / Israël / Chypre / Malte / Kazakhstan / Bosnie-Herzégovine
Communauté européenne
Ukraine / Roumanie / Moldova / Géorgie / Arménie
Italie
Allemagne
Belgique / Luxembourg / Slovénie
États-Unis d'Amérique
Hongrie / République tchèque / République slovaque / Croatie

Composition des comités du Conseil d'administration

31 décembre 2002

Comité d'audit

Jos de Vries (*Président*)
Igor Kovtun (*Vice-Président*)
Jan Bielecki
Scott Clark
António de Almeida
Michael Flynn
Gerlando Genuardi
Byung-Hwa Jin

Comité de la politique financière et des opérations

Jean-Pierre Landau (*Président*)
Enzo Quattrociocche (*Vice-Président*)
Joaquin de la Infiesta
Sven Hegelund
Philippe Petit-Laurent
Yuri Poluneev
Jean-Louis Six
Mark Sullivan

Comité du budget et des questions administratives

Laurent Guye (*Président*)
Tor Hernæs (*Vice-Président*)
Susumu Fujimoto
John Kerby
Michael Neumayr
Norbert Radermacher
Imre Tarafás

Comité directeur du Conseil d'Administration

Norbert Radermacher (*Président*)
John Kerby (*Vice-Président*)
Jos de Vries
Laurent Guye
Tor Hernæs
Igor Kovtun
Jean-Pierre Landau
Enzo Quattrociocche

Le Comité d'audit examine les questions touchant la nomination et le mandat des auditeurs externes et passe en revue les comptes annuels et les principes comptables généraux de la Banque, le programme de travail de l'auditeur interne, l'autorisation des dépenses, les mécanismes de contrôle, les règles de passation des marchés et l'évaluation des projets.

Le Comité de la politique financière et des opérations examine la politique financière, y compris la politique d'emprunt et les grandes lignes des opérations ; il examine en outre les procédures ainsi que les règles applicables en matière de notification.

Le Comité du budget et des questions administratives examine la politique générale, les propositions, les procédures et les rapports en matière budgétaire. Il examine en outre les questions relatives au personnel, à l'administration, ainsi que les questions administratives touchant les administrateurs et leurs collaborateurs.

Le Comité directeur du Conseil d'administration a été institué en 1994 afin d'améliorer la coordination entre le Conseil d'administration et la direction en ce qui concerne l'organisation des réunions du Conseil, des comités et des ateliers.

Principaux responsables

10 mars 2003

Président	Jean Lemierre		
Opérations bancaires			
Bureau de direction			
Premier Vice-Président	Noreen Doyle		Mike Williams
Vice-Président adjoint	David Hexter		Jean-André Sorasio
Planification et budget, Directeur (<i>rapport conjoint au Département finance</i>)	Josué Tanaka		Bob Harada
Unité de soutien au développement des entreprises, Directeur	Bruno Balvanera		Irena Postlova
Redressement des entreprises, Directeur d'équipe (<i>rapport conjoint au Département finance</i>)	Oliver Greene		Lorenz Jorgensen
			Lieve Reckers
Infrastructure			
Groupe d'affaires, Directeur	Gavin Anderson		
Infrastructures municipales et environnementales	Thomas Maier		
Transports	Riccardo Puliti		
Industries spécialisées			
Groupe d'affaires, Directeur	David Hexter		
Agro-industries	Hans Christian Jacobsen		
Immobilier, tourisme et transports maritimes	Edgar Rosenmayr		
Télécommunications, informatique et presse	Izzet Guney		
Petites entreprises	Elizabeth Wallace		
Energie			
Groupe d'affaires, Directeur	Peter Reiniger		
Ressources naturelles	Kevin Bortz		
Service de l'énergie et de l'électricité	Tony Marsh		
Rendement énergétique	Jacquelin Ligot		
Institutions financières			
Groupe d'affaires, Directeur	Kurt Geiger		
Prêts	Rogers LeBaron		
Participations	Victor Pastor		
Institutions financières non bancaires	Jonathan Woollett		
Fonds de participation	Kanako Sekine		
Appui aux participations	Lindsay Forbes		
Fédération de Russie et Asie centrale			
Groupes d'affaires, Directeur	Hubert Pandza		
Fédération de Russie (<i>Bureau de Moscou</i>)	Victor Pastor		
Asie centrale	Masaru Honma		
Kazakhstan, République kirghize et Tadjikistan (<i>Bureau d'Almaty</i>)	Mike Davey		
Europe centrale			
Groupe d'affaires, Directeur	Alain Pilloux		
Pays baltes	Salvatore Candido		
Pologne (<i>Bureau de Varsovie</i>)	Irene Grzybowski		
République tchèque et République slovaque (<i>Bureau de Bratislava</i>)	Alexander Auboeck		
Croatie, Hongrie et Slovaquie (<i>Bureau de Budapest</i>)	Alain Pilloux (<i>par intérim</i>)		
Europe méridionale et orientale et Caucase			
Groupe d'affaires, Directeur	Olivier Descamps		
Serbie et Monténégro (<i>Bureau de Belgrade</i>)	Dragica Pilipovic-Chaffey		
Ukraine (<i>Bureau de Kiev</i>)	Kamen Zahariev		
Albanie, Bosnie-Herzégovine, ERY de Macédoine, Kosovo	Jean-Marc Peterschmitt		
Roumanie (<i>Bureau de Bucarest</i>)	Hildegard Gacek		
Bulgarie (<i>Bureau de Sofia</i>)	John Chomel-Doe		
Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie et Moldova	George Krivicky		
Mécanisme d'investissement direct	Frances Reid		
Finance			
Vice-Président	Steven Kaempfer		
Trésorerie			
Trésorier	Ayesha Shah		
Trésorier adjoint et responsable de l'actif et du passif	Axel van Nederveen		
Crédits d'investissements, Responsable	Ayesha Shah (<i>par intérim</i>)		
Financement, Responsable	Isabelle Laurent		
Taux d'intérêt pour les investissements, Responsable	Bart Mauldin		
Gestion des risques clients, Responsable	Grant Metcalfe-Smith		
Gestion des risques			
Directeur			
Contrôleur de risques			
Crédit, Responsable			
Examen du portefeuille, Responsable			
Syndications, Responsable			
Administration des opérations, Responsable			
Redressement des entreprises, Directeur d'équipe (<i>rapports conjoints au Département des opérations bancaires</i>)			
			Oliver Greene
Planification stratégique, planification des entreprises et budget			
Directeur principal			Josué Tanaka
Comptabilité, notification et contrôle financier			
Directeur			Nigel Kerby
Notification financière et contrôle des dépenses, Responsable			Julie Williams
Contrôle financier des fonds, Responsable			Teresa Godwin-Coombs
Contrôle financier des opérations de trésorerie, Responsable			Terry Cullen
Opérations et informatique			
Opérations et informatique, Responsable			Christopher Holyoak
Systèmes informatiques, Directeur			Tim Goldstone
Ressources humaines et administration			
Vice-Présidente			Hanna Gronkiewicz-Waltz
Directeur des ressources humaines			Franco Furno
Directeur de l'administration			John McNess
Evaluation, appui opérationnel et environnemental			
Vice-Président			Fabrizio Saccomanni
Vice-Président adjoint			Jean-François Maquet
Evaluation des projets			
Directeur principal			Fredrik Korfker
Passation des marchés et achats			
Directeur			Maurice Lepage
Cofinancement officiel			
Directeur			Gary Bond
Services de consultants			
Chef d'unité			Dilek Macit
Environnement			
Directeur			Alistair Clark
Sûreté nucléaire			
Directeur			Vince Novak
Programme de redressement d'entreprises			
Directeur			Chris Walker
Secrétariat général			
Secrétaire général			Nigel Carter (<i>par intérim</i>)
Bureau des affaires juridiques			
Conseiller juridique			Emmanuel Maurice
Conseiller juridique adjoint			Norbert Seiler
Conseiller juridique, assistant			Stephen Petri
Conseiller juridique, assistant			Gerard Sanders
Bureau des affaires économiques			
Directeur			Willem Buiter
Directeur adjoint et Directeur de la stratégie de transition et des études d'orientation			Steven Fries
Directeur des stratégies et analyses de pays			Martin Raiser
Directeur de la conception et de l'évaluation des projets			Jose Carbajo
Audit interne			
Directeur du Service			Tarek Rouchdy
Chef adjoint			Ray Portelli
Communications			
Directrice			Brigid Janssen
Directeur adjoint			Lawrence Sherwin
Bureau du suivi			
Responsable du suivi			Jean Pierre Méan
Cabinet du Président			
Directeur			Arnaud Prudhomme

Ressources humaines

Développement du personnel

La BERD a mis l'accent sur le développement du personnel en élaborant des procédures spécifiques en matière de formation et de mobilité des cadres. Tous les responsables de la BERD doivent suivre une formation en gestion de performance.

La Banque s'est également attachée à améliorer l'équilibre travail/vie privée de son personnel grâce à l'adoption de directives favorisant la flexibilité des conditions de travail et offrant plus de liberté en termes d'horaires et de travail à domicile. Les procédures en matière de grief et d'appel ont également été renforcées afin de garantir au personnel le droit de demander un réexamen des décisions administratives les concernant.

Fin décembre 2002, la BERD comptait 907 agents permanents au siège, contre 913 en 2001, et 237 agents recrutés localement par les bureaux résidents, contre 247 en 2001. Le ratio hommes/femmes est approximativement de 2:1 chez les cadres. La stratégie de recrutement vise à refléter la diversité et le caractère multinational de l'organisation.

Changements à la direction générale

En 2002, la direction générale de la BERD a connu de profonds changements. En avril, après sept ans de service, M. Antonio Maria Costa a quitté ses fonctions de Secrétaire général pour occuper un nouveau poste à l'Organisation des Nations Unies.

M. Nigel Carter, Secrétaire général adjoint, a été nommé Secrétaire général par intérim. En décembre, après dix ans de service à la Banque, M. Joachim Jahnke a quitté ses fonctions de Vice-Président (Evaluation, appui opérationnel et environnemental).

M. Fabrizio Saccomanni lui succède et a pris ses fonctions à la BERD début 2003. M. Saccomanni a effectué une brillante carrière à Banca d'Italia (Banque centrale d'Italie) et a récemment contribué au Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est.

Notes aux lecteurs

Taux de change

Les monnaies ont été converties en euros, lorsqu'il y a lieu, sur la base des taux de change en vigueur au 31 décembre 2002 (taux de change approximatif de l'euro : 0,65 livre sterling, 1,05 dollar des Etats-Unis, 124,39 yen japonais).

Décompte des opérations

Les opérations peuvent être présentées sous forme de nombres décimaux lorsque plusieurs sous-prêts sont regroupés dans un même accord-cadre. Dans les tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

Abréviations et sigles

La Banque, BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BEI	Banque européenne d'investissement
CE	Communauté européenne
CEI	Communauté d'Etats indépendants
CSN	Compte pour la sûreté nucléaire
CT	Coopération technique
ENVAC	Conseil consultatif dans le domaine de l'environnement
ERY de Macédoine	ex-République yougoslave de Macédoine
ESCO	Entreprise de services éco-énergétiques
FMI	Fonds monétaire international
FPP	Fonds de post-privatisation
FRCR	Fonds régional de capital-risque
FST	Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl
G7	Groupe des 7 (Allemagne, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon et Royaume-Uni)
IED	Investissement étranger direct
IFI	Institution financière internationale
MMP	Mécanisme multiprojets
OCE	Organisation de crédit à l'exportation
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PAE	Plan d'action environnemental
PFC	Programme de facilitation du commerce
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PRE	Programme de redressement des entreprises
RF de Yougoslavie	République fédérale de Yougoslavie
SFI	Société financière internationale
TACIS	Assistance technique pour les pays de la CEI (UE)
UE	Union européenne

Publications

La BERD publie un grand nombre de documents, dossiers de politique générale et notes d'information sur son site web (www.ebrd.com). Les coordonnées des bureaux résidents de la Banque figurent également sur le site.

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle de la BERD comprend un programme d'affaires ouvert aux investisseurs potentiels de la région. Pour de plus amples renseignements, s'adresser au Service de l'organisation des Assemblées annuelles (téléphone : +44 20 7338 6625 ; télécopie : +44 20 7338 7320).

L'Assemblée annuelle se tiendra à Tachkent (Ouzbékistan) en 2003 et à Londres (Royaume-Uni) en 2004.

Production

Chef de projet et responsable de la rédaction
Anthony Martin

Soutien à la rédaction et recherche photographique
Angela Hill

Responsables de la conception graphique et de l'impression
Jon Page, Steven Still

Soutien à la conception graphique
Kate Hardy

Coordinatrice de la traduction
Dagmar Christiansen

Traducteurs
Philippe Gaillard, Françoise Darlington

Correcteur d'épreuves
Eric C. Ortega

Soutien à la traduction
Patricia Gruel, Erica Baumann

Photographies

Page

Cristian Barnett	43
BDC Vyta	61 à droite
Programme de services consultatifs aux entreprises	84
Mathew Chambers	12 à droite
Sue Cunningham	33, 35 à gauche
Dalkia	32
Mike Ellis	Couverture et 9, 11 à gauche, 40 en haut, 49, 51, 52 à gauche, 56 à droite, 75
Geoterm	17 à gauche
Getty Images	21
Hayka Nauka	17 à gauche
Hemofarm	40 en bas
The Hutchison Photo Library	12 à gauche, 68
IKEA	57
Impact Photos	41, 69
Brigid Janssen	16
Kazkommertsbank	66 en haut à gauche
Andy Lane	7
LfS Financial Services GmbH	19, 67
Andrzej Luc	11 à droite, 20, 23, 25 à gauche, 25 à droite, 26 à gauche, 29, 30 en haut à droite, 35 à droite, 52 à droite, 56 à gauche, 77 à droite 58
Merloni	62 à droite
Network Photographers	31
Nova Ljubljanska Banka	87
Unité de sûreté nucléaire	39, 77 à gauche
Petrom	17 à droite, 61 à gauche
PhotoDisc	47 à droite
Poti Port	15 et 59
Jazz Singh	30 en haut à gauche, 30 en bas à gauche
Slovenske Elektrarne	38
Sofia Transport Holding	47 à gauche, 62 à gauche, 66 en haut à droite, 66 en bas à gauche
Jon Spaul	44 en haut à gauche, 44 en bas à gauche
Spearhead International	55
Stora Enso	26 à droite
Tallinn Water	44 en haut à droite
Toeffer	83
Programme de redressement des entreprises	

Publié par la

Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Rédigé et édité par le Service des publications du Département de la communication.
Versions allemande, française et russe établies par le Service des langues.
Maquette conçue et document produit par le Service du graphisme.

Imprimé en Angleterre par Ventura Works! dans le cadre de programmes de recyclage
des déchets et du papier.



Le papier utilisé pour la couverture et le texte est un papier qui ménage l'environnement. Imprimé sur Ikono
Matt, pour ses faibles émissions en cours de fabrication. L'accréditation Nordic Swan s'applique à la produc-
tion de la gamme des papiers Ikono.

ref: 5633

Couverture : Yunicosmetic, St. Pétersbourg.

Photographe : Mike Ellis.

Yunicosmetic a reçu quatre prêts par l'intermédiaire du Fonds de la BERD pour les petites entreprises de
Russie. Cette entreprise de St. Pétersbourg a ainsi plus que doublé ses ventes et élargi sa gamme de produits.

Banque européenne pour la reconstruction et le développement

One Exchange Square
London EC2A 2JN
Royaume-Uni

Standard téléphonique

Téléphone : +44 20 7338 6000
Télécopie : +44 20 7338 6100
Télex : 8812161 EBRD L G
SWIFT : EBRDGB2L

Site web

www.ebrd.com

Demandes relatives aux publications

Téléphone : +44 20 7338 7553
Télécopie : +44 20 7338 6102
Mél : pubsdesk@ebrd.com

Demandes de renseignements sur la BERD

Téléphone : +44 20 7338 6372
Mél : generalenquiries@ebrd.com

Nouvelles propositions de projets

Téléphone : +44 20 7338 7168
Télécopie : +44 20 7338 7380
Mél : newbusiness@ebrd.com

Demandes de renseignements sur les projets existants

Téléphone : +44 20 7338 6282
Télécopie : +44 20 7338 6102
Mél : projectenquiries@ebrd.com